



SM le Roi Mohammed VI.

Réforme de la Moudawana

LES FEMMES OBTIENNENT PLUS DE DROITS

P4

Relation Maroc-Mauritanie

FAUT-IL FAIRE CONFIANCE À OULD CHEIKH EL GHAZOUANI ?

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Lahcen Essaadi

C'EST VACHE CE QUE TU DEMANDES!

NOUVELLE ANNÉE : CHACUN SES VŒUX...
COMME VŒU DE LA NOUVELLE ANNEE JE VEUX RETROUVER MON POUVOIR D'ACHAT DE VIANDE...

P5

Je suis un secrétaire d'Etat en quête d'états de service

P50

Spécial FIN D'ANNÉE

du Canard Libéré

Les cahiers du Canard Libéré

Nabil Adel "Le Maroc face à plusieurs défis majeurs"

L'HOMME DE L'ANNÉE, L'ENFANT DE GAZA

Le Maroc et l'IA Spécialisée Un grand levier pour le progrès Zohra FARM

Le Maroc en 2024 Entre accélération de la dynamique et la persistance des défis Azeddine HANOUN

Affaire S.F.

La version du viol fait pschitt...



La plaignante française S.F.

P13

Ils ont cédé leurs intérêts dans la CTM

Le Jackpot des Joumani



Sidi El Mokhtar El Joumani.

P45

Abdellatif Mazzouz, président de la région Casablanca-Settat

Un leadership régional à préserver et développer



P11



Confus de CANARD



Abdellah Chankou

Directeur de la publication



Dérives des réseaux sociaux

CANIVEAU ÉLECTRONIQUE

Dans les réseaux sociaux au Maroc comme ailleurs, le meilleur et le pire se côtoient. Certains savent en tirer le meilleur parti mais beaucoup chez nous en font hélas un mauvais usage qui commence à faire au-delà du tolérable bien des dégâts dans la société. La cote d'alerte semble avoir été atteinte puisque le grand ménage a commencé dans ces territoires virtuels, longtemps une zone de non-droit où toutes les dérives étaient permises. Les arrestations qui se multiplient ces derniers temps dans ce qu'il convient bien d'appeler les milieux de la délinquance électronique dont certaines stars, en délicatesse avec la justice pour divers motifs, ont été récemment expédiés à l'ombre, annoncent la fin du laxisme. Un laxisme devenu tel que les « social media », omniprésents dans le quotidien d'une bonne partie de la population, ont été transformés en vecteur de l'indécence et du mauvais goût dans des proportions scandaleuses qui heurtent les valeurs communes.

D'aucuns peuvent arguer que ce qui est colporté dans ces plateformes digitales n'est que le miroir de la société marocaine dont elles amplifient les travers, la perversion et les frustrations. Mais est-ce une raison pour rester les bras croisés devant cette déferlante de contenus médiocres qui submergent Tik Tok, Snapchat, Facebook et Youtube? Faut-il au nom de cet argument très discutable laisser faire surtout que les RS sont devenus aussi une poubelle qui dégage à plein nez les relents de tout ce que la morale réprouve et que la loi devrait punir : chantage et outrage, irrévérence et harcèlement, diffamation et règlement de comptes ? Le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi a raison de vouloir encadrer juridiquement les réseaux sociaux pour sanctionner les abus et les dérapages. L'heure de la régulation et la fin de l'immunité a sonné. Des gens sont en effet touchés dans leur honneur, des propos injurieux sont tenus et une culture du trash s'est normalisée. N'importe quel énergumène peut dire et balancer ce qu'il veut sur les réseaux. La désinhibition totale. Le triomphe de l'insignifiance et de la platitude atteint des sommets. Il fallait mettre le hola et sévir. C'est toute la société marocaine, enfants et adultes, qui est for-

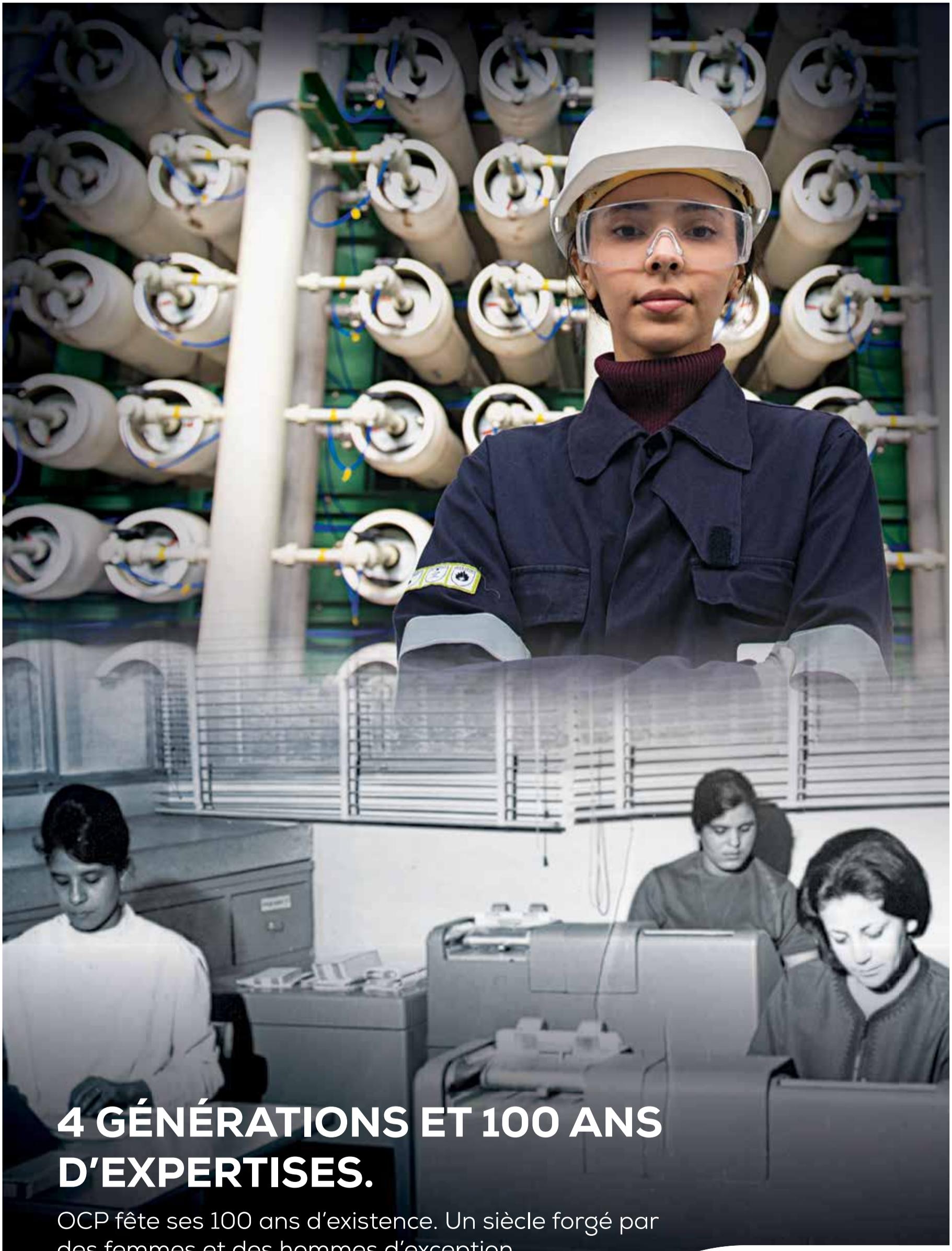
tement percutée dans ses valeurs et sa dignité par un flot de séquences qui font l'éloge sur la Toile de la grivoiserie et de l'indécence, à l'image de ce défilé de string organisé récemment par une mannequin et styliste casablancaise dont la page revendique 7 millions de followers !...Sur ces sujets aussi, la loi doit pouvoir s'exprimer pour protéger la collectivité des contenus digitaux attentatoires à la pudeur et à la dignité de la femme marocaine.

Le caniveau électronique est né. Florissant et arrogant, décomplexé et envahissant, il a son star-system et ses vedettes. C'est le nouveau filon de la virtualité pour tous ceux qui ont du mal à trouver leur place dans la réalité. Dans ce marécage cybernétique, tout le monde trouve son compte, les manipulateurs de l'ombre qui arrivent à leurs fins et les diffuseurs qui sont payés en retour pour leurs forfaits commis souvent sous couvert de la liberté d'expression.

Prospérant sur le terreau de l'ignorance et du voyeurisme social, le caniveau électronique attire de plus en plus d'adeptes qui en font un métier juteux. Généralement analphabètes, dotés de bagout et n'ont pas froid aux yeux, ils sont prêts à tout pour engranger par plusieurs dizaines de milliers, voire millions les like et les vues, nouvelles clés de l'enrichissement facile, très facile même. Et ça marche fort ! C'est cela le tout-digital, il a également ce pouvoir pervers de faire sortir les quidams de l'anonymat et d'en faire des VIP populaires que la plèbe

écoute, suit et admire. Plus le contenu est trash et abrutissant plus son créateur gagne en audience et en rentrées d'argent. La société marche sur la tête. Bonjour l'inversion des valeurs. Justement, les réseaux sociaux ont été conçus pour anesthésier l'esprit critique, réduire la capacité de distinguer le vrai du faux, les faits des avis personnels, l'info de l'intox. Ce qui permet de tromper facilement l'être numérique par des arguments fallacieux ou la séduire par des récits de bas étage. Sur un plan politique, il n'y a pas plus menaçant pour un pays qu'une opinion publique sous influence virtuelle, encadrée surtout dans un contexte de discrédit profond des partis par la face obscure des réseaux sociaux et livrée à la nébuleuse des professionnels du formatage des esprits... ▶

Des gens sont en effet touchés dans leur honneur, des propos injurieux sont tenus et une culture du trash s'est normalisée.



4 GÉNÉRATIONS ET 100 ANS D'EXPERTISES.

OCP fête ses 100 ans d'existence. Un siècle forgé par des femmes et des hommes d'exception.

Retrouvez leurs réalisations sur :
<https://centenaire.ocpgroup.ma>



Côté BASSE-COUR



Réforme de la Moudawana Les femmes obtiennent plus de droits

SM le Roi Mohammed VI a présidé, lundi 23 décembre 2024 au Palais Royal à Casablanca, une séance de travail consacrée au dossier de la révision de la Moudawana. Cette séance intervient après que l'Instance chargée de la révision du Code de la Famille a soumis au souverain un rapport comportant plus de 100 propositions d'amendement, et après que Sa Majesté le Roi, Amir Al-Mouminine, a bien voulu saisir le Conseil supérieur des Oulémas concernant certaines propositions relatives à des textes religieux au sujet desquelles le Conseil a émis un avis légal. Cette réunion intervient également après que SM le Roi, a procédé aux arbitrages nécessaires quant aux questions à propos desquelles l'Instance a émis plus d'un avis ou celles dont la révision a nécessité le recours à l'avis de la Charia, lesquels arbitrages Royaux ont donné la priorité aux choix qui cadrent avec les référentiels et les finalités définis dans la Lettre Royale adressée au chef du gouvernement, ainsi que ceux fixés par les normes régissant l'action de l'Instance, à leur tête la norme de "Ne pas interdire ce qui est autorisé, ni autoriser ce qui est prohibé".

Au cours de cette séance, le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, en sa qualité



Une réforme royale qui répond à l'essentiel des revendications féminines.

de membre de l'Instance chargée de la révision du Code de la Famille, a présenté devant le souverain un exposé sur la démarche et la méthodologie de travail de l'Instance, particulièrement les séances d'écoute et d'audition organisées par l'Instance ainsi que les plus importantes propositions qui en ont découlé, qu'elle a incluses dans son rapport précité, en plus

des finalités escomptées de celles-ci. Pour sa part, le ministre des Habous et des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq, a exposé, en sa qualité de membre du Conseil supérieur des Oulémas, les conclusions de l'Avis du Conseil qui ont établi le fondement légal essentiel de certaines propositions de l'Instance et pris en compte le principe de la Maslaha (l'intérêt) pour

trouver des solutions conformes à la Charia concernant d'autres propositions. Ceci a représenté une occasion de mettre en valeur la capacité de l'Ijtihad constructif dans la déduction des règles de la Charia, le juste milieu et la modération de l'École marocaine du Fiqh, qui puise ses fondements dans les constantes religieuses du Royaume. Dans ce cadre, Sa Majesté le Roi, Amir Al-Mouminine, a appelé le Conseil supérieur des Oulémas à poursuivre la réflexion et à adopter l'Ijtihad constructif sur la question de la famille, à travers la création d'un cadre approprié au sein de sa structure, en vue d'approfondir la recherche au sujet des problématiques du Fiqh liées aux évolutions que connaît la famille marocaine, et qui exigent des réponses novatrices en phase avec les exigences de l'heure.

En vue de clarifier les principaux contenus de la révision du Code de la Famille, le Souverain a chargé, lors de cette séance, le chef du gouvernement et les ministres de communiquer avec l'opinion publique et de la tenir informée des nouveautés de cette révision, dont le gouvernement veillera, dans des délais raisonnables, à élaborer et formuler dans le cadre de l'initiative législative, conformément aux dispositions constitutionnelles y afférentes ▶

Les principaux changements

Les principaux amendements dans le cadre de la nouvelle Moudawana validée sur la base des propositions de l'Instance et de l'avis légal du Conseil supérieur des Oulémas, tels qu'ils ont été présentés par le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi.

1- La possibilité de consigner les fiançailles et de considérer en tant que règle l'acte de mariage comme seule preuve justificative du mariage.

2- La possibilité pour les Marocains résidant à l'étranger de conclure l'acte de mariage sans présence de deux témoins musulmans, si cela s'avère impossible.

3- La capacité matrimoniale s'acquiert, pour le garçon et la fille à 18 ans révolus, tout en prévoyant une exception selon laquelle l'âge de la majorité du mineur est fixé à 17 ans, subordonné à une série de conditions qui le maintiennent, sur le plan pratique, dans le cercle de «l'exception».

4- La polygamie n'est plus automatique, subordonnée désormais à l'obligation de recueillir l'assentiment de l'épouse, lors de l'établissement de l'acte de mariage. Au cas où la condition de renoncer à la polygamie est posée, l'époux n'a pas le droit d'être polygame.

En l'absence de cette condition, «la justification objective exceptionnelle» de la polygamie devient limitée aux cas de stérilité de la première épouse ou d'une maladie empêchant les rapports conjugaux, ou bien à d'autres cas laissés à la discrétion du juge.

5- Mise en place d'une instance non judiciaire pour la réconciliation et la médiation, dont la mission est de traiter les cas de divorce consensuel, tout en limitant son action à trouver des compromis dans le cadre de tentatives de réconciliation.

6- Le divorce consensuel fera l'objet d'un contrat direct entre les deux époux, sans recours à la procédure judiciaire, tout en réduisant les différentes sortes de divorce et de répudiation, étant donné que le divorce pour discorde englobe la plupart d'entre eux, et en fixant à six mois le délai maximal pour statuer sur les affaires de divorce et de répudiation.

7- Un nouvel encadrement pour la gestion des biens acquis durant la vie conjugale, avec la valorisation du travail de l'épouse au sein du foyer en le considérant comme une contribution au développement des biens acquis durant la vie de couple.

8- L'adoption des moyens électroniques modernes pour la notification dans les affaires de divorce et de répudiation, avec l'acceptation de la procuration dans ces affaires, à l'exception de la période de réconciliation et de médiation.

9- La concrétisation de la garde des enfants comme un droit partagé entre les deux époux durant la relation conjugale, avec la possibilité de sa prolongation, en cas d'accord, après la rupture de cette relation ; et renforcement du droit au logement pour l'enfant sous-garde, en plus de la mise en place de nouvelles règles régissant la visite de l'enfant, objet de la garde, ou son déplacement.

10- La non-déchéance du droit de garde de la mère divorcée sur ses enfants, même en cas de remariage.

11- L'élaboration de normes de référence et de valeur qui seront prises en compte dans l'estimation de la Nafaqa (pension), ainsi que de mécanismes procéduraux pour accélérer le rythme de notification et l'exécution des jugements y afférents.

12- La «représentation légale» devient commune aux deux époux durant la vie de couple et après le divorce. Dans les cas



Le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi.

où l'accord entre les deux conjoints sur les actions de la représentation légale commune fait défaut, il appartient au juge de la famille pour statuer sur le différend soulevé, dans le cadre de critères et de finalités définis par la loi.

13- La fixation des procédures juridiques que le tribunal devrait suivre en vue d'accorder l'émancipation au mineur, le renforcement de la protection légale de ses biens, et soumission au contrôle judiciaire les actes de son tuteur légal, testamentaire ou datif.

14- Le droit de l'époux ou de l'épouse de garder le foyer conjugal, en cas de décès du conjoint(e), selon des conditions fixées par la loi.

15- L'adoption de la proposition du Conseil supérieur des Oulémas relative à la question de «l'héritage des filles» préconisant que toute personne peut, de son vivant, faire don aux héritières de la part qu'il souhaite de ses biens, en substituant la possession dérivée à la possession réelle.

16- Ouverture de la possibilité de testament (Wassiya) et de don (Hiba) aux deux conjoints, en cas de différence de religion.▶



Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani s'est rendu récemment en visite privée au Maroc pour s'enquérir de l'état de sa femme en séjour médical à Rabat. A cette occasion, SM le Roi Mohammed VI a reçu le chef de l'état mauritanien le vendredi 20 décembre 2024 au palais royal de Casablanca. La rencontre entre les deux chefs d'État « s'inscrit dans le cadre des relations solides de confiance et de coopération liant les deux pays et des liens de fraternité sincère unissant les deux peuples frères », a indiqué à l'issue de cette audience le cabinet royal dans un communiqué qui fait état de la teneur de l'entrevue : Le Roi Mohammed VI et M. Ould Cheikh El Ghazouani « ont aussi affirmé leur détermination à développer des projets stratégiques pour la liaison entre les deux pays voisins, et à coordonner leurs contributions dans le cadre des Initiatives royales en Afrique, particulièrement le gazoduc Africain-Atlantique et l'Initiative visant à favoriser l'accès des États du Sahel à l'Océan Atlantique».

Le déplacement du chef de l'État mauritanien a suscité un vif intérêt dans le landerneau politique et médiatique des deux pays où il a été copieusement commenté. De part et d'autre, on y décèle les signes d'un rapprochement bienvenue et largement souhaité entre les deux pays. Et pour cause. Combien même s'inscrivant dans un cadre privé, la visite de M. Ould Cheikh El Ghazouani au Maroc revêt une signification particulière surtout qu'une dizaine de jours plutôt il a reçu la visite de son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune dans le cadre de la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité organisée à Nouakchott.

Il s'agit de la première visite d'un président algérien en Mauritanie depuis 37 ans, la dernière visite remontant à 1987 a été effectuée par le président Chadli Bendjedid dans la ville mauritanienne de Nouadhibou.

Comme il fallait s'y attendre, la séquence marocaine de Cheikh El Ghazouani n'a pas été du goût du régime des caporaux algériens qui dans leur délire doivent la considérer comme un acte de trahison. Ces derniers temps, les deux régimes ont multiplié les gestes de rapprochement, moins à l'initiative de Nouakchott que d'Alger qui a toujours agi pour mettre son voisin sous tutelle en l'empêchant de développer une coopération sans complexe, franche et fructueuse avec son voisin naturel qu'est le Maroc.

Ce que la junte militaire algérienne a réussi en partie en jouant de sa capacité de nuisance et de déstabilisation de la Mauritanie dont les dirigeants, pour préserver leur pouvoir, veillent à trouver un point d'équilibre dans ce jeu d'influence et de « guerre froide » que livre depuis 1975 l'ennemi algérien au Maroc. Isolée diplomatiquement sur les scènes régionale, continentale et internationale, la junte militaire algérienne, aux abois et sans projet sauf celui de nuire, s'accroche au voisin mauritanien qu'elle instrumentalise dans son entreprise hostile contre le Maroc.

Souffrant de cette tension géopolitique permanente, la relation maroco-mauritanienne a toujours été rythmée de fâcheseries et de réconciliations. Mais ces derniers temps, les points de friction ont tendance à se multiplier. Fin décembre 2023, les responsables mauritaniens, visiblement poussés par les généraux algériens, instaurent de ma-



Le Roi Mohammed VI avec le président mauritanien Ould Rhazouani à Casablanca.

Relation Maroc-Mauritanie

Faut-il faire confiance à Ould Cheikh El Ghazouani ?

L'audience royale accordée au président mauritanien, en visite privée au Maroc, pourrait être annonciatrice d'une émancipation du pouvoir mauritanien par rapport à la junte militaire algérienne et d'un véritable rapprochement entre Rabat et Nouakchott.

nière unilatérale une taxe vertigineuse aux camions marocains transportant les produits agricoles qui transitent par la Mauritanie...

Ce pays est de par sa situation géographique un passage obligé et incontournable vers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. D'ailleurs, l'Initiative du Roi Mohammed VI pour favoriser l'accès des États du Sahel à l'Océan Atlantique, que Nouakchott soutient du bout des lèvres, ne sera pas viable si la Mauritanie n'y adhère pas pleinement. Pour cela, il faut que Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani cesse de céder aux pressions d'Alger pour faire capoter le grand projet royal proposé dans son discours du 6 novembre 2023.

Ce qui suppose un certain courage politique et l'affranchissement de la tutelle contreproductrice des caporaux algériens. Étant entendu que l'avenir de la Mauritanie et la prospérité du peuple mauritanien se trouvent dans une coopération étroite avec le Maroc, l'Algérie n'ayant rien à proposer ni au Maghreb ni à l'Afrique, encore moins à son peuple, sauf sa haine pathologique du Maroc et son anachronisme politique et géopolitique, porteurs de sous-développement et de régression. Même si les relations politiques maroco-mauritaniennes ne sont pas vraiment au beau fixe (la Mauritanie n'a toujours pas retiré sa reconnaissance à la pseudo-RASD !), la coopération économique, elle, est un modèle du genre.

Premier investisseur africain en Mauritanie, le Royaume est présent dans divers secteurs d'activité comme les télécoms, les banques, la pêche, la construction, les services et la logistique. Le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays n'a de cesse de se développer, ce qui est prometteur pour l'avenir. La relation politique, qui manque de franchise côté mauritanien, doit se hisser à la hauteur du partenariat économique», explique un diplomate marocain qui ajoute que « le temps est venu pour les autorités mauritanies de choisir leur camp et de sortir de leur politique de « ni chair ni poisson » pour s'inscrire clairement dans la dynamique de développement régional et continental initiée par le Maroc ».

Une idée largement partagée par la classe politique mauritanienne, la société civile et les leaders d'opinion qui poussent sans cesse vers un véritable rapprochement avec le Maroc. Mais le président Ould Cheikh El Ghazouani continue à faire la sourde oreille à cette revendication de bon sens...

La Mauritanie n'est pas seulement stratégique pour l'Initiative Atlantique pour le Sahel. Elle l'est aussi pour le gazoduc Maroc-Nigeria (qui était au centre avec cette Initiative au centre de l'entrevue royal avec le président mauritanien) depuis la découverte du champ gazier offshore Grande Tortue Ahmeyim (GTA), situé à la frontière maritime avec le Sénégal.

L'implication effective de la Mauritanie dans ce mégaprojet est de nature à lui donner une nouvelle dimension en permettant à Nouakchott d'exporter son gaz vers le continent européen.

Sur ce chantier stratégique aussi, l'Algérie fait pression sur la Mauritanie pour favoriser le gazoduc Transsaharien qui représente l'un des principaux projets de partenariat conclu en 2001 entre l'Algérie et le Nigeria pour le transport de gaz naturel vers l'Europe. Mais ce projet se trouve dans l'impasse en raison de considérations notamment sécuritaires liées à la présence de groupes armés au Niger... Ce projet mort-né, que la partie algérienne a récemment cherché à relancer vainement, ouvre une voie royale au gazoduc Maroc-Nigeria considéré comme une alternative crédible de par sa capacité à impulser une nouvelle dynamique tant sur le plan géopolitique que sur le plan énergétique. Comment? en reliant l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest au Maroc, ce qui ferait émerger un marché régional du gaz naturel et permettre aux pays connectés d'accéder à une énergie propre et bon marché. L'audience royale accordée au président mauritanien est-elle annonciatrice d'une émancipation du pouvoir mauritanien par rapport à la junte disjonctée d'Alger et une réconciliation définitive avec Rabat?

L'avenir proche nous le dira. ▶



Le Maigret du CANARD



Performance exceptionnelle de l'ANCFCC

Une contribution de 6 milliards au budget général de l'État

Le conseil d'administration de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (ANCFCC) s'est tenue le 25 décembre 2024, sous la présidence de Ahmed I Bouari, ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. Devant le ministre de tutelle et son collègue Abdeltif Loudiyi, ministre délégué chargé de l'Administration de la Défense Nationale, le président de l'agence Karim Tajmouati a exposé les principales réalisations de l'établissement au titre de l'exercice 2024. Le bilan est largement positif comme en témoignent les indicateurs présentés. D'abord un chiffre d'affaires de 9.2 milliards de DH et un versement au budget de l'Etat de 6 milliards de DH, l'établissement de 373 000 nouveaux titres fonciers, l'immatriculation foncière de 1 100 000 hectares et la délivrance de plus de 2 000 000 certificats de propriété digitaux. Il y a lieu de rappeler que

durant ces dernières années, l'ANCFCC a réalisé 3.500.000 titres fonciers représentant 43% de l'ensemble des titres fonciers au Maroc.

Pas moins de 214 communes rurales ont été ainsi couvertes par l'immatriculation foncière d'ensemble gratuite, avec la création de 1 240 000 nouveaux titres fonciers et 11.600.000 hectares immatriculés, soit 62% de la superficie totale immatriculée au Maroc. Côté domaine forestier, 3.800.000 hectares ont pu être immatriculés, portant la superficie totale enregistrée à 6.600.000 d'hectares. S'agissant des biens collectifs immatriculés, la superficie couverte est de 4.000.000 hectares, portant le total à 5.000.000 d'hectares. Ces excellents résultats sont redatables à l'utilisation des nouvelles technologies de pointe dans les processus cartographiques et cadastraux (station permanentes GNSS, prises de vue aériennes par avions et par drones et utilisation des images satellitaires Mohammed VI



Le conseil d'administration a salué les excellents résultats de l'agence.

A et B), la scannérisation du fond documentaire de l'ANCFCC, la constitution des bases de données et la digitalisation des services destinés aux citoyens et aux partenaires institutionnels et professionnels. Après la clôture du conseil, le

président a félicité l'ensemble des responsables et collaborateurs de l'agence dans les services centraux et extérieurs pour leur contribution active aux performances de l'ANCFCC. ▶

ENTREZ DANS LA LÉGENDE 320 PAGES DE FIERTÉ ET D'ÉMOTIONS



Votre exemplaire offert vous attend sur mdjs.ma



Le Maigret du CANARD



Transformation des chaînes de valeur agricoles OCP Africa, la Banque mondiale et le Niger s'associent dans un partenariat historique

Africa, filiale du Groupe OCP, a signé un protocole d'accord (MoU) historique avec le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de la République du Niger. Ce partenariat, soutenu par la Banque Mondiale, confirme de nouveau l'engagement d'OCP Africa en faveur du développement agricole durable et de l'amélioration de la santé et de la fertilité des sols au Niger.

L'accord a été signé lors d'une cérémonie à Niamey, en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Niger, de son collègue des Mines, des représentants de la Banque mondiale et des parties prenantes clés des secteurs agricole et minier. Objectif de ce partenariat tripartite, découlant de l'accord signé entre le Groupe OCP et la Banque Mondiale en marge des réunions annuelles de Marrakech en octobre 2023 : transformer le secteur agricole par des initiatives innovantes et inclusives tournées vers les petits exploitants agricoles locaux. « C'est un grand honneur pour nous de nous associer à la Banque Mondiale dans cette initiative ambitieuse visant à promouvoir des pratiques agricoles durables en République du Niger et ce pour assurer la sécurité alimentaire et contribuer au développement durable de la santé et de la fertilité des sols », a déclaré à cette occasion Dr. Mohamed Anouar Jamali, directeur général d'OCP Africa.

Le partenariat en question repose sur six initiatives essentielles visant à transformer durablement le secteur agricole nigérien. L'objectif de ses promoteurs étant



La photo de famille immortalisant ce modèle de partenariat novateur.

d'améliorer la santé et la fertilité des sols grâce à une cartographie précise et des modèles de fertilisation innovants. En parallèle, des Centres de Services Agricoles de nouvelle génération seront mis en place pour offrir aux agriculteurs un accès simplifié à des intrants de qualité, des outils de mécanisation, des systèmes d'irrigation, des financements et des opportunités de marché. Ce partenariat vise également à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans l'agri-tech à travers des formations, l'incubation et l'accélération de startups. Une attention particulière sera portée à l'accès des agriculteurs aux engrains personnalisés

adaptés aux sols et aux cultures du pays. Dans ce cadre, OCP Africa et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) contribueront au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des agro-distributeurs, ainsi qu'au soutien aux institutions nationales de recherche et de développement agricole. « Ce partenariat, fondé sur la collaboration et l'innovation, permettra aux agriculteurs du Niger de disposer des outils et des connaissances nécessaires pour augmenter durablement leur productivité et sécuriser leurs moyens de subsistance », a ajouté Dr Anouar Jamali. « Ce partenariat stratégique avec OCP Africa incarne

une approche innovante et intégrée, où l'expertise de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) joue un rôle central. Grâce à son appui dans le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs locaux, l'UM6P contribue à la mise en place d'une agriculture moderne et durable, tout en soutenant la recherche et l'innovation au service des agriculteurs nigériens », a déclaré de son côté Ousmane Elhadj Mahaman, ministre nigérien de l'agriculture et de l'élevage. Près de 230 parcelles de démonstration seront mises en place, principalement sur les cultures irriguées, en collaboration avec des partenaires locaux tels que l'INRAN (Institut national de la recherche agronomique du Niger) et la Direction générale de l'agriculture. Cet effort se poursuivra pendant la campagne hivernale 2025, avec l'installation de 400 parcelles supplémentaires dédiées aux cultures pluviales, en complément des cultures irriguées. Au total, près de 630 parcelles de démonstration seront aménagées : 400 pour les cultures pluviales (mil, niébé, riz) au cours de la prochaine saison hivernale, et 230 pour la saison irriguée 2025, comprenant le riz, l'oignon, la tomate, la pomme de terre, le poivron et d'autres cultures. La collaboration d'OCP Africa avec la République du Niger a tous les attributs pour devenir un modèle de partenariat public-privé dans la région en vue de semer les graines de la résilience et à la prospérité du secteur agricole africain. ▶



Barid Al-Maghrib émet un timbre spécial intitulé

« Le Malhoun, patrimoine culturel immatériel de l'humanité »

Le Groupe Barid Al-Maghrib, en coordination avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication et l'UNESCO, a émis un timbre-poste spécial à l'occasion du premier anniversaire de l'inscription du Malhoun sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. La cérémonie de dévoilement de ce timbre a eu lieu le vendredi 20 décembre 2024 au musée Barid Al-Maghrib à Rabat, en présence de Amin Benjelloun Touimi, directeur général du groupe Barid Al-Maghrib, de Samira Malizi, secrétaire générale de la Culture et de Eric Falt, directeur du bureau régional de l'UNESCO pour le Maghreb. Le timbre illustre une troupe musicale de Malhoun en pleine performance, portant des costumes traditionnels marocains, sur un fond bleu orné de motifs raffinés inspirés du zellige marocain. Cette création philatélique met en lumière cet art poético-musical emblématique, pilier du patrimoine culturel national et symbole vivant de la transmission du savoir musical traditionnel du Royaume. À travers cette émission spéciale, Barid Al-Maghrib réaffirme son engagement en faveur de la promotion du patrimoine culturel marocain. Ce timbre célèbre non seulement le Malhoun, mais également le rôle du Maroc dans la préservation et la valorisation de ses trésors immatériels, symboles de son héritage culturel riche et authentique. ▶



Amin Benjelloun avec ses hôtes lors du dévoilement de ce timbre spécial à caractère culturel.



Le Maigret du CANARD



Régionalisation avancée

Les hommes d'abord !

Les partis politiques sont appelés à proposer des candidats de valeur, ce qu'ils ont très peu fait jusqu'ici, pour tirer la région vers le haut.

LAILA LAMRANI

Le chantier majeur dont dépend le développement du Maroc et conditionne son avenir s'appelle la régionalisation avancée. La territorialisation des politiques publiques et la réduction des disparités à la fois sociales et spatiales passent par la mise en œuvre réussie de cette réforme. Certes, tout le monde est convaincu que Rabat, où toutes les décisions sont centralisées, ne peut pas tout faire et qu'il faut s'appuyer sur les 12 régions que compte le Royaume pour agir sur le réel dans les territoires afin de le changer au bénéfice des populations. Mais en même temps, la déconcentration reste un vœu pieux puisque la majorité des départements ministériels rechignent à céder une partie de leurs prérogatives aux régions. Ce qui va à l'encontre des principes de

la charte de déconcentration dont les participants à la deuxième édition des assises de la régionalisation avancée de Tanger ont appelé à l'accélération de la mise en œuvre. Le renforcement de « la gouvernance territoriale intégrée » en dépend. Choix royal que le souverain avait annoncé en 2008, inscrit dans la Constitution de 2011 après les conclusions de la commission consultative sur la régionalisation, celle-ci a tardé à jouer véritablement son rôle dans un pays où le processus de décentralisation a démarré il y a plusieurs décennies. Précisément en 1976 quand l'État décida d'abandonner une partie de ses prérogatives aux partis politiques ; ce qui donna lieu à une charte communale et la création des collectivités locales. Avec les résultats que l'on sait à l'échelle des communes dont la gestion est un échec retentissant que traduit l'emprisonnement de plusieurs dizaines d'édiles locaux



Le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit lors des secondes assises de la régionalisation avancée (Tanger du 20 au 21 décembre).

impliqués dans des affaires de détournements de fonds.

Pour éviter que ne se reproduise un tel scénario, le ministère de l'Intérieur qui a appris la leçon a adopté une autre démarche en matière d'opérationnalisation de la régionalisation. A cet égard, le maître-mot est la séparation entre le délibératif dévolu aux élus de la région et l'exécutif qui doit relever d'une autre entité où siègent des experts en montage de divers projets de développement. D'où la création de l'Agence nationale d'exécution des projets (AREP) qui s'appuie sur les sociétés de développement régional (SDR), l'équivalent des SDL (sociétés de développement local pour les communes) pour s'occuper de la gestion de tel ou tel secteur d'activité dans la souplesse et l'efficacité. Les élus voient évidemment d'un mauvais œil la multiplication de ces sociétés qu'elles accusent de les déposséder de leurs attributions. Or, derrière la création de ces entités se cache une forte volonté politique : celle d'éviter la reproduction de l'erreur monumentale des communes où le président et les élus de la majorité sont à la fois juges et parties : Le conseil communal délibère, adopte le projet de voirie ou d'éclairage après avoir décidé de son opportunité et du montant du budget alloué et lance les marchés qui se caractérisent généralement par leur opacité. Tout au long de ce processus, le plus important, qui conditionne la réussite du chantier mis en œuvre, est absent, à savoir l'expertise et la technicité qui sont comme chacun le sait loin d'être le fort des élus partisans dont la majorité n'ont même pas les prérequis nécessaires en matière de gouvernance urbaine et rurale. L'état peu

reluisant du Maroc des villes et des campagnes, miné par de grands dysfonctionnements et les disparités territoriales, en dit long sur les dérives produites par la démocratie locale. Et ce n'est pas faute de moyens financiers. Ceux-ci existent. Mieux, les collectivités réalisent chaque année des excédents faute d'expertise dans la conception et le montage des projets ; ce qui est quand même paradoxal pour un pays qui manque cruellement d'infrastructures dans différents domaines.

Les profils des 12 présidents de régions sont d'inégale valeur. Certains sont plus entreprenants et dynamiques que d'autres. C'est à ce niveau-là que se joue principalement l'avenir de la régionalisation qui a besoin de véritables compétences pour faire de la régionalisation un levier de développement du pays dans le cadre d'une optimisation des moyens alloués et la convergence de l'effort public.

A cet effet, les partis politiques sont appelés à proposer des candidats de valeur, ce qu'ils ont très peu fait jusqu'ici, pour tirer la région vers le haut. Une chose est sûre : La volonté politique de faire avancer la régionalisation y est. Preuve, le ministre de l'Intérieur se réunit depuis 2017 avec les présidents de région pour faire le point sur l'état d'avancement du chantier de la régionalisation avancée. Les ministres sont eux aussi impliqués dans le processus de concertation sur les compétences ministérielles à transférer aux régions. Le décollage économique du Maroc et sa prospérité reposent en grande partie sur la capacité des conseils régionaux à jouer pleinement leur rôle. Tout un programme. ▶

NOUVELLE MOUDAWANA : L'ÂGE LÉGAL DU MARIAGE DES FILLES PASSE DE 16 À 18 ANS

TU DOIS DÉSORMAIS NOURRIR TES FILLES JUSQU'À 18 ANS AVANT DE LES MARIER...

ON EST PAUVRE, J'ESPÈRE QUE LE GOUVERNEMENT VA NOUS DEBLOQUER UNE AIDE POUR LES MARIAGES DIFFÉRÉS...





Le Maigret du CANARD



Réionalisation avancée Un choix politique et des impératifs économiques

PAR MOHAMMED

EL KETTANI

Dans de nombreux pays, les débats autour de la décentralisation s'intensifient au regard des multiples défis à relever en matière d'action publique. Au Maroc, le Nouveau modèle de développement met l'accent sur la nécessaire territorialisation des politiques sectorielles. Il est question d'une régionalisation avancée qui a vocation à structurer des mécanismes de transfert des prérogatives et des compétences, relevant traditionnellement de l'État, aux régions pour les doter de leviers d'action élargis. Chaque région dispose d'une identité singulière qui doit être appréhendée de manière à tenir compte de ses forces et de ses imperfections. Dans les sociétés contemporaines, il devient incontournable de rationaliser pour mieux diriger.



Mohammed El Kettani *

Notre époque est caractérisée par l'expansion des mégâ-régions qui dominent l'économie des pays, voire du monde, en générant une productivité colossale. La mégâ-région BosWash, regroupant les aires urbaines de New York, Washington, Philadelphie et Boston, qui pèse à elle seule environ 4.000 milliards de dollars, en est la parfaite illustration. Ce constat démontre le degré d'influence des blocs régionaux dans la tournure de l'économie mondiale. De par le monde, le fait régional prend des proportions de plus en plus conséquentes. En Europe, la Grande région de Wallonie est très investie en matière de démocratisation de l'action régionale par la mise en place d'ateliers contributifs et le déploiement d'une politique de concertation plateformisée. En ce sens, l'intelligence territoriale et l'expérimentation de nouveaux modes



© MAP

Améliorer la gouvernance régionale.

de gouvernance sont les deux vecteurs d'un développement durable inclusif. Pour un pays en développement comme le Maroc, l'hégémonie économique et l'hyper-concentration démographique des trois grandes régions, à savoir Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-El Hoceima, nous invitent à remettre à plat notre modèle de développement adopté depuis de nombreuses décennies. Ce résultat peut s'expliquer en partie par la présence des sièges des grandes entreprises et des administrations publiques. Il est à noter, qu'au sein de ces régions qui captent une grande part de la richesse nationale, il existe des disparités alarmantes. Cela signifie que même le modèle appliqué à ces régions puissantes doit être revisité.

En clair, la question d'injecter des moyens financiers significatifs dans des régions à fort potentiel n'est pas un leurre. En revanche, il est plus pérenne d'accorder parallèlement des ressources à d'autres territoires en manque d'attractivité pour plus de justice territoriale. Dans une optique de responsabilité commune, le plus important est que l'État rationalise ses dotations en les corrélant aux résultats des Exécutifs régionaux.

Dans ce cadre, et pour faire face aux déséquilibres criants prévalant dans nos régions, il est temps de rationaliser et de standardiser les politiques publiques régionales en vue de tendre vers plus d'équité sociale et de cohésion nationale. Cette rationalisation peut se traduire par l'établissement dans chaque région, d'une étude protéiforme, large et profonde, qui inclut une multitude de critères et de domaines, qu'ils soient

chacune des douze régions. Il appelle à changer les habitudes et à ne pas se limiter simplement aux revendications financières vis à vis de l'État mais à faire émerger une nouvelle élite politique dévouée au service de l'intérêt général, qui doit de toute évidence faire participer les citoyens, éloignés de la chose publique, à la fabrique régionale, pour leur redonner confiance en la politique. Dans une démocratie vivante, les rendez-vous électoraux ne peuvent pas constituer le moment unique pour interagir avec les citoyens, et ne signifie pas un chèque en blanc donné aux élus. C'est en se concertant avec les parties prenantes et les forces en présence localement, inhérentes au succès des politiques publiques régionalisées, que les performances s'améliorent progressivement. Pragmatiquement, il serait plus sain de lancer des consultations régulières pouvant crédibiliser les choix politiques et fournir des réponses utiles. Fédérer les acteurs, quel que soit leur poids territorial, sans mépris et sans idées reçues, peut participer à la réalisation des objectifs de la régionalisation avancée et au suivi de son évolution dans le temps.

Ce mode de faire est un impératif politique, économique et social. Évidemment, l'échelle régionale est la plus appropriée pour s'attaquer aux problèmes locaux à la fois dans les territoires ruraux et urbains. Pour prouver sa pertinence, la gouvernance devrait être prospectiviste, flexible et partagée. L'instauration de structures encourageant la démocratie locale doit être nécessairement accompagnée d'une évaluation effective et d'enquêtes sur le terrain,

FRANCE : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BAYROU TOUJOURS À LA MERCI DU RN...





Le Maigret du CANARD



qui peuvent donner des indications sur le taux d'intégration des propositions émises par les citoyens dans une volonté d'amélioration continue. Développement régional, développement durable et prospective définissent une base solide et fondée sur une approche systémique, indispensable à l'avenir de nos régions. Pour hisser le niveau du développement régional, il est conseillé de tourner le dos à des modes d'action passées et de réfléchir à une méthodologie mobilisatrice.

Pour ce faire, il est crucial d'opter pour un modèle administratif souple prêt à s'auto-corriger et une organisation politique claire qui encourage l'inclusion des jeunes. Ambitionner de faire des régions de véritables plateformes d'innovation implique un environnement technologique disruptif et écosystémique, qui s'ouvre au monde de la recherche et à l'économie du savoir, et qui promeut un modèle éducatif modernisé. Il faut rappeler que ces objectifs sont corrélés à la mise en place de programmes de formation continue des décideurs politiques. Également, pour réussir l'équilibre entre les compétences propres et les compétences partagées, la coordination institutionnelle entre les différents intervenants devient naturellement bénéfique. Sous la houlette du Roi Mohammed VI, les provinces du sud ont été pionnières de la réforme de la régionalisation grâce à la dynamisation des investissements dans plusieurs secteurs hautement stratégiques. Par leur proactivité, elles ont montré le chemin à suivre à d'autres régions réfractaires aux changements.

En effet, l'incarnation royale a également été à l'origine de plusieurs programmes structurants et impactants, à l'image de l'ambitieux plan de développement urbain de la région Souss-Massa. Il appartient désormais à d'autres territoires d'être forces de proposition et plus volontaristes pour traduire au niveau local les ambitions socio-économiques impulsées au niveau national. D'un autre côté, une série de dispositifs de financement est rendue possible par la réforme, à l'instar des contrat-programmes entre l'État et les régions.

Dans les faits, Fès-Meknès a bénéficié d'une enveloppe de 10,5 milliards de dirhams alloués aux projets de développement territorial. Par ailleurs, LIFC, une branche de la Banque mondiale, a octroyé un prêt de 100 millions de dollars à la région de Casablanca pour appuyer son engagement dans la construction d'infrastructures de transport de haute qualité. Ce financement, effectué sans garantie souveraine, est une première expérience au Maroc. Ces différentes impulsions seront davantage permises grâce à une régionalisation renforcée, qui facilite également la coopération internationale décentralisée. Comme illustration du partenariat intelligent entre l'État et les régions, le programme SABIL s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de

l'emploi 2015-2025, et porté par le ministère de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, bénéficie d'un soutien technique et financier de la part de certaines institutions de coopération internationale, à l'instar de l'Agence française de développement – Expertise France et l'Union Européenne.

L'objectif de ce levier est de contribuer à une meilleure convergence des politiques publiques de l'emploi à l'échelle nationale et territoriale, via un accompagnement ciblé, grâce à des offres adaptées en faveur de l'insertion économique des jeunes et l'adoption d'une approche facilitant les processus d'innovation et de concertation.

À l'évidence, sur le plan socio-économique, le déficit d'infrastructures est une bombe à retardement dans certaines régions. Pour contrer cela, la réforme de la régionalisation avancée accorde une plus grande marge de manœuvre dans les modes contractuels dont découlent les financements et le montage des projets.

D'une certaine façon, les institutions publiques comme les régions seront gagnantes, faisant usage des Partenariats public privé (PPP) qui permettent de garder la maîtrise des prestations de service public et de faire appel à la contribution d'un secteur privé disposant d'une plus grande expertise. En revanche, la question du transfert de la propriété des équipements au cas par cas peut être posée et débattue. Plus on décale les réformes structurelles sur le plan régional, plus les coûts augmentent. Suivant cette mécanique, pour le cas des infrastructures, si elles ne sont pas entretenues adéquatement au moment opportun, le déficit se creuse davantage.

De plus, à cause d'un manque de clarification des compétences, certaines missions de services publics sont décalées ad vitam aeternam, ce qui peut produire des pertes financières et un manque à gagner à terme pour les collectivités territoriales. En outre, en levant certains flous aberrants, il sera plus facile de mener des contrôles approfondis des instances et des entités en charge de grands projets et de jouer la carte de la transparence.

Également, la fragmentation des instruments en place entrave l'applicabilité des dispositifs législatifs et réglementaires. La solution qui peut paraître innovante est celle de partir des réalités des territoires pour ajuster les lois selon l'approche du Design thinking.

Dans ce contexte, les schémas directeurs régionaux de planification, prévus dans la réforme, sont des outils destinés à répondre convenablement aux enjeux de l'aménagement du territoire. Cependant, il est recommandé de passer d'une pensée de plan figée à une réflexion par scénarios d'organisation et de rationalisation en réponse à la vitesse fulgurante des évolutions territoriales. En vue de fabriquer des régions compétitives qui

investissent dans l'économie de demain, il est absolument capital de développer un accompagnement modulaire et structuré en direction des entreprises privées pour leur permettre d'atteindre la maturité nécessaire et de constituer des filières d'excellence, créatrices de croissance à haute valeur ajoutée et capables de concurrencer des champions mondiaux.

Dans ce cadre, la structuration d'une stratégie de branding offensive appuyée par des mécanismes incitatifs et des écosystèmes d'affaires stimulants, facilitera le captage d'investissements massifs. Alors que le numérique est devenu un véritable levier économique, qui a le pouvoir de diffuser les informations pertinentes en temps réel et de gérer la rareté physique, il est désormais crucial de s'en servir pour fortifier l'impact des politiques publiques et faire des économies judicieuses.

En clair, la mise à disposition des microservices de base suppose une approche unifiée et mutualisée pour en faciliter l'accès. De même, il est intéressant de démultiplier les programmes de co-construction en misant sur l'Open-data et l'aménagement numérique à l'échelle régionale. Très nettement, la technologie n'a de sens que si elle touche une population massive et résout des problèmes concrets. Placer le citoyen au cœur de régions intelligentes, résilientes et connectées au monde est essentiel. La grande innovation est de mettre en place des Living labs qui donnent aux urbanistes, concepteurs, chercheurs, stratégies et disrupteurs, l'occasion de tester des innovations préfigurant un modèle régional dans un environnement réel, à l'image du concept Woven city au Japon, imaginé par le constructeur Toyota au cœur de la région des cinq lacs du mont Fuji. En résumé, une

région intelligente est une région juste qui met le focus sur l'abordabilité des services et se soucie du bien-être des individus. C'est aussi une région qui optimise les possibilités d'échanges et de collaborations. Par une prospérité mieux partagée et une solidarité active, il est possible de faire face à une paupérisation croissante dans certaines zones souffrantes.

Parallèlement à cela, il est nécessaire de donner une nouvelle impulsion à une allocation spatiale rigoureuse des investissements publics et à un large maillage des territoires via des réseaux de mobilité diversifiés. En complément de ces choix et afin de stopper le phénomène de l'exode rural, il serait plus équitable de flétrir les outils de financement vers la ruralité pour une meilleure exploration de ses potentialités naturelles et économiques.

En effet, les arbitrages budgétaires ne doivent pas sacrifier le monde rural, qui doit être mieux considéré dans l'architecture institutionnelle. Refonder les régions implique de redéfinir le rôle du politique. Clairement, nous assistons à un cheminement vers une régionalisation ancrée dans les pratiques. Le plus urgent est de faire une pause réglementaire et de prioriser l'accélération opérationnelle des dispositifs prévus par la réforme. En définitive, la rationalisation représente un nouveau souffle pouvant renforcer les capacités d'action pour répondre aux aspirations des populations et leur offrir un cadre de vie plus vivable et équitable. ▶

* Expert international en Stratégie publique, sustainability et innovation





Le Maigret du CANARD



Abdellatif Mazzouz, président de la région Casablanca-Settat

Un leadership régional à préserver et développer

Dans cet entretien, le président de Casablanca-Settat Abdellatif Maazouz aborde la question de la régionalisation avancée en marge de ses assises organisées récemment à Tanger mais aussi du programme de développement de la région et de ses multiples défis.



Abdellatif Maazouz, président de Casablanca-Settat.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
LAILA LAMRANI**

Quelle est la principale recommandation de la deuxième édition de la régionalisation avancée organisée du 20 au 21 décembre à Tanger ?

Lors de ces Assises, plusieurs recommandations ont été formulées portant notamment sur le parachèvement du chantier de la régionalisation avancée impulsée par la vision éclairée de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, en tenant compte bien sûr de toutes les contraintes et les spécificités liées à la mise en œuvre de ce chantier royal. Si j'ai une recommandation à mettre en avant par rapport à cela, ce serait l'accélération de la mise en œuvre de la Charte de déconcentration administrative en vue de renforcer la gouvernance territoriale intégrée. Il est aussi important de parachever l'application de la feuille de route relative au Cadre d'orientation pour l'opérationnalisation de l'exercice par les régions de leurs compétences notamment celles liées aux transports urbain et intercommunal, à l'investissement créateur d'emplois et à l'eau.

De votre point de vue de président de la plus grande région du Maroc, quels sont les préalables et les mécanismes qui conditionnent une régionalisation avancée efficiente ?

Une régionalisation avancée efficiente est

porteuse d'une meilleure convergence des politiques publiques à travers leur déclinaison au niveau des territoires. Doter les Régions (Conseils régionaux et services décentralisés) de plus d'autonomie d'actions encadrée par les outils de programmation (SRAT, PDR et budgets) existants. Inciter les régions à s'approprier les principales prérogatives propres et approfondir leur déploiement dans l'ensemble des territoires ; c'est la seule façon d'assurer l'inclusion des territoires ruraux dans le processus de développement que connaît notre pays sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI. Ceci ne peut se faire sans la disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires pour la mise en application de ces politiques. Dans ce contexte, notre Programme de Développement Régional (PDR) 2022-2027 vise à accroître le rôle de locomotive de la Région Casablanca-Settat, comme le traduit si bien notre vision du PDR : « Casablanca-Settat : Région accéléatrice du développement territorial inclusif et durable, sur les plans économique et humain ». Aujourd'hui, le temps est à la synergie entre toutes les forces vives pour réussir ce chantier royal, à travers notamment la mise en œuvre d'une approche participative au niveau régional et local, en plus de la promotion proactive de l'attractivité territoriale des régions et leur capacité de à drainer et à diversifier des financements pérennes et innovants à même de faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain, tel que cela a été préconisé par la deuxième édition des Assises Nationales de la Régionalisation avancée.

Vous avez pris les rênes de la région Casablanca-Settat en septembre 2021. Quel est votre état d'esprit trois ans après la prise de vos fonctions ?

Je suis dans un état d'esprit fait de combat et d'engagement pour le développement de la région et réduire les écarts entre ses différentes composantes. Ce n'est pas toujours facile, je l'avoue, compte tenu des contraintes que nous rencontrons mais c'est un défi que nous devons en tant que première région du pays de relever dans l'intérêt de la population et pour l'essor du pays et son rayonnement économique.

De la batterie de projets couvrant tous les secteurs approuvés par le Conseil régional session ordinaire du mois d'octobre dernier pour l'exercice 2025 se dégage le souci de la cohésion territoriale. Comment se décline cette vision stratégique sur le terrain au profit des provinces composant la région ?

Concernant la planification du PDR et son déploiement, je prends les deux cas les plus extrêmes pour illustrer mes propos. Le Grand Casablanca, pôle dynamique, qui fonctionne bien et qui souffre d'un problème lié à l'aménagement du territoire et qui devient de plus en plus cher et hors portée de la classe moyenne. Dans notre schéma du territoire, on veille à ce que le grand

Casablanca, allant de Nouaceur jusqu'à Mohammedia, soit adossé à des activités à forte valeur ajoutée offrant un emploi assez rémunéré pour faire face à un coût de la vie élevé.

On a, par exemple, le pôle Casa Finance City, avec son quartier moderne des affaires, ses magasins, ses bâtiments et restaurants. Le pôle Nouaceur, lui, est dédié aux métiers mondiaux du Maroc, notamment l'aéronautique, et la recherche. Et un niveau moins important, à Zenata, qui est en train de se construire sur le même modèle économique sans oublier bien sûr le centre de Casablanca.

Bien sûr, cela ne se fait pas tout seul ou en un claquement de doigts, il y a un grand travail derrière, des investissements, de la planification et une batterie de mesures incitatives. Ce schéma concerne, si j'ose dire, les cas favorables.

Pour les cas extrêmement défavorables, la région compte plusieurs communes entre Settat, Benslimane et Sidi Bennour dont une soixantaine sont presque sinistrées. Ici, les choses manquent d'ordre et d'organisation et les conditions générales ne sont pas à la hauteur des ambitions d'une région comme Casablanca Settat. Nous nous sommes mobilisés pour ces territoires marginalisés pour les doter d'infrastructures de base comme l'eau potable, l'éclairage, l'assainissement public, les écoles, le préscolaire, les centres de santé et des zones d'activité de proximité pour permettre aux habitants de travailler et de créer de l'emploi.

Qu'en est-il des autres territoires de la région ?

Les autres composantes de la région sont bien organisées avec une feuille de route de développement assez claire. Il s'agit de Benslimane, une province qui se distingue par son microclimat et sa vocation écologique, est orientée, conformément aux hautes orientations royales, vers les activités durables comme le sport, la santé et le bien-être. Deux autres provinces, El Jadida et une partie de Sidi Bennour, sont plutôt tournées vers les activités industrielles intensives, la grosse industrie destinée à l'export et le tourisme grâce aux attractions culturelles et le potentiel balnéaire offert par les sites de Oualidia, Azemmour et Mazagan.

Le noyau dur de l'agriculture et l'élevage se trouve dans la province de Settat ; la partie sud de Berrechid et la partie est de Sidi Bennour offrent des atouts réels pour le développement d'une activité agricole avec des produits valorisés à l'export et un tissu d'industries de transformation. La création d'une zone industrielle à Settat sur une superficie de 50 hectares et une autre à Ben Ahmed s'inscrivent dans le cadre de cette vision. Nous travaillons aussi sur deux zones similaires à Sidi Bennour et



Le Maigret du CANARD



Berrechid. Cette province est déjà dotée d'une plate-forme agro-alimentaire de 300 hectares et d'un marché de gros nouvelle génération.

Dans la commune rurale de Laghdira, à El Jadida, nous avons créé une zone industrielle de 257 hectares qui vient renforcer la dimension internationale de l'activité industrielle dans la province.

Toutes les forces vives de la région œuvrent pour concrétiser les projets programmés dans chacune des provinces dans le respect de l'identité de chaque territoire.

Qu'en est-il du désenclavement qui conditionne le développement d'une région ?

Le désenclavement fait partie des priorités du conseil régional, conscient du fait que certains territoires de la région ont besoin d'être sortis de leur isolement afin d'être mieux insérés par la construction de nouvelles routes. Pour relever ce défi, la région a mobilisé des financements conséquents : quelque 2,1 milliards de DH pour relier des communes et leurs douars, une enveloppe de 1 milliard de DH pour le raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau potable et 1,5 milliard de DH pour le réseau d'assainissement.

En tant qu'interlocuteur unique, la société régionale multiservices (SEM) nous a facilité la tâche, en ce qui concerne les dispositions réglementaires vis-à-vis des zones concernées.

Êtes-vous satisfait en tant que président du conseil régional du degré d'implication des autres collectivités territoriales, notamment la commune, dans le processus de développement et de mise à niveau de leurs territoires respectifs ?

Dans les collectivités territoriales en général, nous souffrons d'un problème de compétences qui est encore plus aigu dans les communes rurales. Dans ces petites entités, les compétences humaines pour préparer des dossiers, tout comme les ressources financières, font cruellement défaut. C'est auprès de notre région qu'elles sollicitent que ces communes démunies trouvent le conseil et l'expertise dont elles ont besoin. Certes, on agit du mieux qu'on peut pour aider dans le cadre du PDR (Plan du développement régional). Mais on n'a pas toujours les coudées franches face à une réalité communale souvent plus complexe du fait de manque de moyens.

Qu'est-ce que vous pouvez faire avec un excédent de 10 à 15 millions de DH ? Ce n'est même pas le budget pour construire un Souk !

J'en suis à ma quatrième année de mandature et je peux vous assurer que les moyens n'ont pas évolué, c'est toujours le même budget alors que les attentes à tous les niveaux sont devenues nombreuses.

Mais comment vous arrivez à affronter cette situation d'insuffisance des ressources ?

J'ai eu de la chance d'avoir hérité de mes prédécesseurs d'un excédent de 10 millions de DH qui nous a permis de financer les premiers besoins extra budgétaires des premières années. Agissant en fonction des moyens qui lui sont alloués, et ils ne sont pas considérables, la région ne peut pas répondre hélas à toutes les attentes que ce soit en termes d'orientations publiques ou des attentes des communes défavorisées. Surtout que l'organisation par notre pays de la coupe du monde en 2030 a imposé des projets supplémentaires pour la région qui participe, aux côtés d'autres acteurs, avec une contribution de 1 milliard de DH pour les infrastructures. Le processus en est encore à ses débuts. Les infrastructures sont importantes car elles agissent comme un catalyseur et un accélérateur du développement.

Mais dans quelle mesure ces infrastructures sont-elles utiles et déterminantes dans le décollage et l'essor de la région ?

Vous savez dans la théorie économique, la fonction d'utilité est subjective. L'utilité se définit et s'apprécie à l'aune d'une vision, par rapport à un objectif.

Casablanca-Settat est une grande région qui compte 154 communes y compris celle de Casablanca. Notre vision, partagée par les différents acteurs et partenaires, consiste à agir pour préserver son leadership et son chef-lieu, Casablanca, comme hub national et continental de premier plan. Ce leadership auquel nous sommes très attachés est multidimensionnel : économique, social, politique, infrastructurel. Il s'exprime aussi dans le cadre de vie, les métiers et les diverses opportunités offertes dans différents secteurs. Le Maroc se distingue en tant que leader régional dans le domaine de la formation des compétences. A l'échelle de la région Casablanca-Settat, nous sommes leaders dans plusieurs métiers, un acquis qu'il faut développer et créer de nouveaux.

Dans les nouveaux métiers mondiaux du Maroc, Casablanca est devenu une plate-forme de l'aéronautique que nous devons préserver. Nouaceur, son lieu d'implantation, ce n'est pas seulement des ateliers de fabrication. Derrière cette activité à haute valeur ajoutée s'est développé tout un écosystème. De la recherche, de la formation professionnelle et universitaire, des investisseurs, des moyens de transport, des commerces, des lieux de loisirs, un cadre de vie... Le développement appelle le développement... C'est un cercle vertueux qui se construit sur le long terme et ne se décrète pas.

En 2014, SM le Roi Mohammed VI a lancé le Plan de Développement du Grand Casablanca (PDGC). Où en est ce grand chantier ?

Je dois avouer que le PDGC a, sur certains projets, pris du retard par rapport à l'échéancier initial. Nous sommes en train de mettre les bouchées doubles pour rattraper ce retard.

Oui, les projets lancés par notre pays dans le cadre de la région sont utiles en ce sens qu'ils profitent d'abord au citoyen et à la collectivité et concurrent à leur bien-être.

C'est le cas par exemple d'un parc bien entretenu et arrosé régulièrement. Les gens sont contents d'avoir un espace de respiration et de détente. Les stades nouvelle génération, à l'image de celui de Benslimane, son en train de se construire. Les terrains de proximité se généralisent...

Le stress hydrique qui frappe le Maroc nous fait réaliser l'importance stratégique de recourir au dessalement et à développer les STEP... Comment vous gérez, à l'échelle de la région, cette grosse problématique de rareté de l'eau ?

Le stress hydrique n'est pas une surprise pour nous, mais ce qui nous a surpris le plus c'est son ampleur. Un budget de 27 milliards a été alloué à tout ce qui est ouvrages de connexion, bassins, barrages et stations de dessalement en 2010. Mais ces projets ont connu un retard quant à leur exécution. SM le Roi Mohammed VI est très directif sur ce dossier hautement stratégique dont il suit lui-même les chantiers et leur évolution.

De par sa croissance démographique et sa vocation économique et industrielle, Casablanca-Settat est la région qui souffre le plus du stress hydrique avec un rapport de réserves d'eau rapporté à la population des plus faibles. Les pouvoirs publics ont pris les choses en main, en adoptant des solutions à court et à long terme, pour atténuer les effets de ce stress sur les populations et le secteur agricole. Dans le court terme, il a fallu se résoudre au dispositif de transfert d'eau depuis le périmètre Saiss -Bouregreg pour alimenter la partie nord de Casablanca, tandis que la partie sud s'est fait approvisionner par la centrale de dessalement d'El Jadida. Pour le long terme, la région Casablanca-Settat mise sur 32 stations de dessalement dont quatre sont déjà opérationnelles.,

Pour la réutilisation des eaux usées, la région dispose de trois STEP, une station à Mériouna, une autre à El Hank et une autre station en cours de réalisation à Zenata. En fait, l'urgence hydrique nous pose en tant que pays et région des défis colossaux qui nous poussent à s'adapter au changement climatique, à agir dans la diligence et l'efficience et en tant que, citoyens-consommateurs, à rationaliser l'usage de cette denrée précieuse.

Les gens ne savent pas qu'on a passé les mois d'août, septembre et octobre derniers à gérer avec parcimonie au jour le jour les réserves d'eau dans la région. Face à cette situation critique, OCP nous a été d'un grand secours et je tiens à cet égard à remercier le management du groupe qui a réduit ses propres besoins en eau pour alimenter El Jadida, la commune de Moulay Abdallah et Azemmour qui étaient presque à sec.

Il faut aussi rendre hommage au Wali de la région qui a été pour nous un formidable accélérateur dans la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures et une force de proposition experte et expérimentée.

Quels sont les facteurs-clés de l'attractivité de la région Casablanca-Settat et dans quelle mesure ils peuvent contribuer à sa compétitivité dans un contexte

d'exacerbation de la mondialisation ?

Il faut préciser que Casablanca est née avec une vocation de métropole mondialisée puisqu'elle s'est construite dès le départ autour d'un port de dimension internationale. La mondialisation est inscrite dans l'ADN de Casablanca. C'est naturellement qu'elle représente le moteur économique du pays, son hub financier et son premier pôle industriel, médical et universitaire. Casablanca c'est aussi une plate-forme d'échange continentale et d'export vers d'autres pays... Tous ces atouts font de la région Casablanca-Settat un territoire à vocation mondialisée avec des ambitions de leadership incontournable qu'il faut défendre, préserver et développer. La région compte trois grands ports, celui de Casablanca, celui de Jorf Lasfar d'El Jadida et celui de Mohammedia.

Hub aérien international, l'aéroport Casablanca Mohammed V sera renforcé par la construction d'un nouvel aéroport d'une capacité de 20 millions de passagers. A ces plateformes, il faut ajouter l'aéroport de Benslimane et le petit aéroport de Tit Mellil. Côté routes et autoroutes, la région bénéficie d'une bonne connectivité que le rail viendra enrichir et renforcer par le projet de la nouvelle liaison LGV Casablanca Marrakech. D'ici 2029, la région sera équipée de la plus grande gare multimodale d'Afrique où se rencontreront tous les modes de transport. Casablanca-Settat vaut sincèrement le détour. Elle regorge de divers attraits qui en font une destination non seulement d'affaires mais également un haut lieu privilégié pour la pratique d'autres formes de tourisme comme le tourisme médical ou le tourisme culturel et rural.

Vous avez parlé du leadership économique de Casablanca. Un leadership fort et durable suppose aussi des ressources humaines qualifiées. Comment la région interagit avec cette question capitale dans un contexte de mondialisation des compétences ?

Sur ce sujet, je vais enlever, si vous permettez, ma casquette de président de région et mettre la casquette d'ancien ministre des MRE. La force du Maroc réside dans son ouverture qui se traduit forcément par une mobilité in et out, entrante et sortante. A partir de là, il n'y a pas de honte à chercher des compétences là où elles se trouvent, surtout que le Maroc est un pays attrayant où il fait bon vivre.

La coupe du monde 2023 va certainement renforcer cette ouverture...

Pour moi, la Coupe du monde se résume en deux maîtres-mots : un catalyseur et un accélérateur. Un catalyseur parce que cet événement sportif planétaire permettra au royaume de mieux se positionner mondialement et un accélérateur parce qu'il fera gagner à notre pays bien des projets d'infrastructures et de développement de classe mondiale qu'on n'aurait pas pu réaliser en temps normal et dans un contexte d'absence de pression. ▶



Le Maigret du CANARD



Affaire S.F.

La version du viol fait pschitt...

La juriste française est dans de mauvais draps. Elle a du mal à étayer ses allégations par des preuves irréfutables, se contentant lors de son audition au Maroc de s'accrocher comme une bernique à son rocher à son récit initial.

Le juge d'instruction près la Cour d'appel de Casablanca poursuit ses auditions des protagonistes de l'affaire du viol présumé dont aurait victime la plaignante, S.F., lors d'une soirée privée donnée, samedi 2 novembre 2024 par Kamil Bennis dans sa demeure à Casablanca.

Après avoir recueilli mardi 24 décembre le témoignage du principal accusé, Kamil Bennis, ainsi que de M'hamed Alj, il a enchaîné le lendemain avec deux autres mis en cause, Saâd Slaoui et Mohamed Amine Naguib, poursuivi, lui, en état de liberté. La plaignante, S.F., a été entendue, le vendredi 20 décembre, avant de repartir en France.

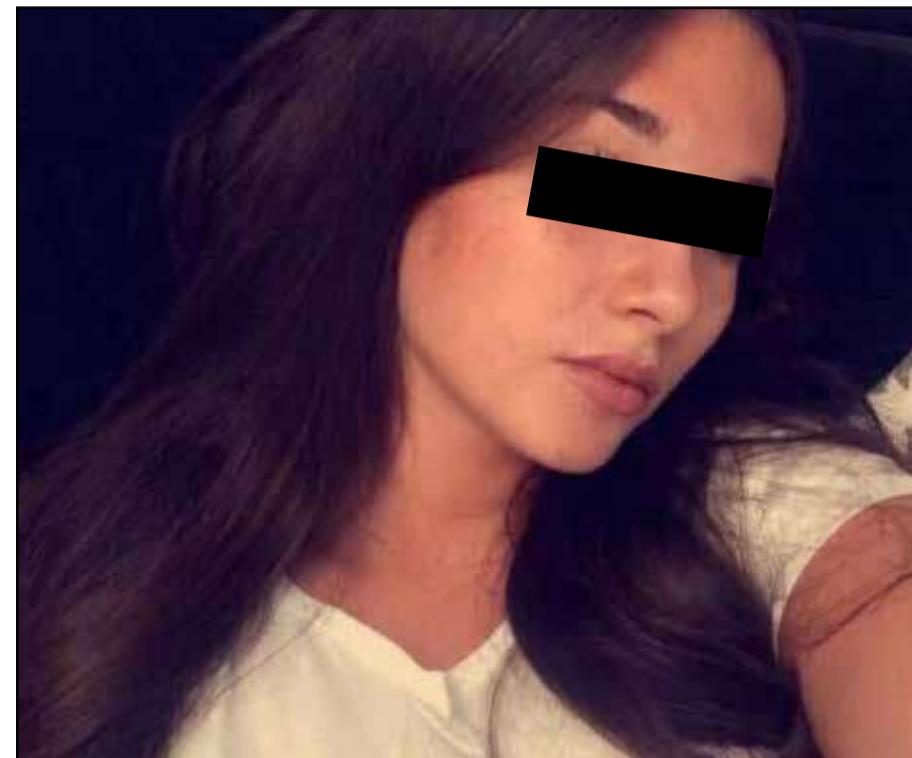
La juriste française est dans de mauvais draps. Elle a du mal à étayer ses allégations par des preuves irréfutables, se contentant lors de son audition au Maroc de s'accrocher comme une bernique à son rocher à son récit initial. Celui d'avoir été droguée à son insu par le GHB pour abuser d'elle sans son consentement. Mais les faits et les témoignages sont têtus.

Les 12 témoins, présents lors de cette réception qui a tourné au vinaigre, entendus par le juge d'instruction ont en effet tous réfuté les accusations de la présumée victime. Ce qui est en train de surgir comme vérité c'est une relation consentie avec le maître de céans, Kamil Bennis, comme l'a confirmé lors de son interrogatoire, un témoin oculaire de sexe féminin, qui aurait assisté à la scène.

En reconstituant l'enchaînement des événements à la lumière des dépositions concordantes des accusés et des témoins, une autre lecture plus juste de ce qui s'est passé prend le dessus. Nous sommes visiblement devant une mise en scène motivée par le désir de masquer en viol une fornication mal assumée le lendemain, une fois l'intéressée revenue sur terre après avoir plané jusqu'au petit matin. Ce qui représente un acte d'infidélité envers son compagnon marocain, Mohamed Amine Naguib, qui se trouve être le cousin de Kamil Bennis. Inventer cette histoire de viol ferait ainsi éviter à son copain d'être couvert de Chouha (honte) vis-à-vis de sa famille et de ses amis et à la plaignante de se dédouaner en se faisant passer pour une victime.

Or, le fait que Amine Naguib ait retiré il y a quelques semaines sa plainte déposée contre les trois accusés, Kamil Bennis, Saad Slaoui et M'Hamed Alj, infirme de manière claire le récit de sa petite amie dont il ne valide pas l'histoire à dormir debout...

Parmi les pièces à conviction produites par la défense au juge d'instruction figure un enregistrement, audio où Saâd Slaoui et M'hamed Alj tentent d'empêcher Amine Naguib qui était dans un état hystérique à cause du comportement indécent de sa campagne d'aller la rejoindre de peur que des bagarres éclatent. La situation pou-



La plaignante française S.F.

vait en effet fortement dégénérer après qu'elle a commencé à montrer, sous l'emprise de l'alcool, une attitude très provocatrice et aguicheuse envers certains convives.

Sur un autre plan, les avocats des accusés ne comprennent pas pourquoi leur demande de faire bénéficier leurs clients qui présentent toutes les garanties nécessaires, de la liberté provisoire a été rejetée, alors que le dossier d'accusation est vide. « Le fait que les accusés soient issus de la bourgeoisie ne font pas d'eux des coupables », renchérit un autre avocat qui plaide pour une lecture objective des faits loin de la haine de classe et la pression médiatique.

Les familles des suspects qui vivent un supplice quotidien depuis l'emprisonnement de leurs enfants sont tout aussi

étonnés qu'ils soient maintenus en détention préventive. « Nous faisons confiance à notre justice mais nous lui demandons juste de leur accorder la possibilité de comparaître en état de liberté surtout qu'ils ont été injustement accusés et n'ont commis rien de grave en flagrant délit », lance un père, la gorge nouée par l'émotion.

Les accusés vivent très mal leur détention, à commencer par Saad Slaoui en raison d'une opération du cœur qu'il a subi quelques semaines avant sa mise sous mandat de dépôt à Oukacha. Une prison qui souffre de surpopulation carcérale due justement à un usage excessif de la détention préventive dénoncée à plusieurs reprises par l'administration pénitentiaire. ▶

Dialogue inter libyen La sortie ratée d'un petit pantin Alger à Marrakech...

A quoi joue le gouvernement de l'Unité nationale libyen dont le mandat expire prochainement ? Une correspondance adressée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Taher Salem Al Baour à son homologue marocain Nasser Bourita soulève bien des interrogations. Dans cette lettre, le responsable libyen exprime son étonnement « que le Maroc ait abrité un nouveau cycle de dialogue inter-libyen mercredi 18 décembre 2024 à Bouznika « sans concertation préalable en observant les usages diplomatiques en vigueur dans ce genre de rencontres ». Et de préciser qu'il fait référence au « président du Haut Conseil d'Etat Mohamed Takala et les membres du bureau de la présidence » tout en invitant la diplomatie marocaine à coordonner l'avenir avec sa consœur libyenne. En réaction à cette sortie intemps, un communiqué publié par « Le Haut Conseil d'Etat » en date du 21 décembre désavoue Taher Salem Al Baour et le remet à sa place. Cette institution considérée dans sa lettre que la demande de coordination préalable formulée par le ministre libyen des Affaires étrangères avec son homologue « constitue une ingérence flagrante dans « les affaires des deux Conseils [d'Etat et la Chambre des représentants] » et met en lumière « une méconnaissance des limites du pouvoir exécutif » (...) et du principe de séparation des pouvoirs ». Or, le même Taher Salem Al Baour avait, à l'issue d'une entrevue avec Nasser Bourita, salué en décembre 2022 depuis Marrakech l'accord de Skhirat qu'il a considéré comme un référentiel de base pour parvenir à la stabilité de Libye. Qu'est ce qui a changé depuis pour que le responsable libyen se retourne deux ans plus tard contre le Maroc en lui reprochant sa médiation, saluée par les principaux protagonistes libyens ? Il paraît que Salem Al Baour est devenu entretemps un pantin d'Alger qui voit d'un mauvais œil la réussite de l'accord sur la phase préparatoire du processus électoral scellé à Bouznika. La caravane passe, les chiens aboient... ▶



Taher Salem Al Baour, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.



Le Maigret du CANARD



Le dernier chiffre du chômage annoncé par le Haut Commissariat au Plan le mardi dernier tel qu'il découle des résultats du recensement général de la population effectué en septembre 2024 est tombé comme une bombe sociale sur le pays. Alors que le taux de chômage donné par cette même institution pour le troisième trimestre 2024 est de 13,6%, il grimpe subitement à 21,3% selon les résultats du recensement. Soit un écart de près de 8 points ! c'est énorme dans les normes statistiques. Cela fait pratiquement 1 million de chômeurs de plus ! Comment peut-on expliquer cet écart ? Par une erreur d'analyse ? Une différence de méthode ? des déclarations imprécises de la part des personnes sondées ou recensées selon le cas ? Un véritable casse-tête en somme. Osons apporter, sinon des explications définitives, au moins des pistes de réflexion.

On trouve en premier lieu une différence de méthodologie. Alors que les enquêtes trimestrielles du HCP se basent sur un échantillon, le recensement se base sur les déclarations des personnes recensées. Cet échantillon, considéré comme représentatif, se compose de 9000 ménages, soit 400 000 personnes. La définition du chômage est celle adoptée dans la terminologie du Bureau international du travail selon laquelle « Un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. ». On le voit, c'est une définition extrêmement précise et restrictive.

Sur cette base, le taux de chômage au cours du troisième trimestre 2024 est de 13,6% avec des disparités entre le milieu rural et le milieu urbain, entre les sexes, entre les tanches d'âge et selon le diplôme. En combinant ces différentes variables, ce taux atteint 50,3% pour les jeunes de 15-24 ans en milieu urbain ! Aussi, une femme sur quatre est en chômage en milieu urbain, un diplômé sur cinq est sans emploi ... Des chiffres ahurissants que le taux de 13,6% ne saurait dissimuler. En plus des personnes en chômage, le HCP distingue les personnes en sous-emploi. « Le sous-emploi recouvre les personnes ayant un emploi à temps partiel qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi. ». Le taux du sous-emploi

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

Taux de chômage au Maroc

Un véritable casse-tête !

selon les données du HCP relatives au troisième trimestre 2024 est estimé à 10%.

Telle est donc la méthodologie suivie par les enquêtes trimestrielles. Dans le recensement général de la population, la méthode suivie est différente : on interroge directement les personnes recensées en leur posant les deux questions suivantes : « avez-vous travaillé au cours de la dernière semaine ? Etes-vous en train de chercher du travail et à travailler si vous en trouvez un ? A partir de ces questions et des réponses enregistrées, on dégage le fameux taux de chômage de 21,3 %.

Il n'est pas surprenant au regard de la nature duale du marché du travail et de l'importance du sous-emploi qui pourrait être assimilé par les personnes concernées au chômage. Entre le sous-emploi et le sans-emploi, la marge est serrée. Ce différentiel entre le taux de chômage mesuré (enquêtes) et le taux de chômage déclaré (recensement) a été relevé également lors du recensement de 2014 : selon l'enquête trimestrielle, le taux de chômage a été de 9% contre 16% d'après le recensement, soit une différence de 7 points.

En plus de cette différence méthodologique qui constitue, de notre point de vue, le facteur fondamental de ces deux taux de chômage divergents, on soulignera d'autres facteurs de moindre importance.

Tout d'abord, un certain nombre de personnes qui sont en situation de sous-emploi, notamment dans le monde rural, se considèrent comme si elles étaient en chômage. Il en va de même pour d'autres personnes qui exercent une activité à la sauvette en occupant des petits boulots, juste pour survivre. On les retrouve abondamment dans le secteur informel comme les vendeurs ambulants qui envahissent l'espace public dans les villes marocaines.

Le gouvernement a fait beaucoup de promesses, mais peu d'actions concrètes sur le terrain. Tant que les structures économiques sont ce qu'elles sont, le HCP aurait du mal à cerner le taux de chômage et la nature de l'emploi. Ce qui ne dispensera pas cette institution, avec ses cadres et ses statisticiens, de faire plus d'effort méthodologique pour approcher ce sujet complexe et difficile à cerner.

L'objectif ultime est de voir à terme, notre pays, disposer d'une assurance chômage généralisée. C'est à cette condition, et à elle seulement, qu'on saurait le nombre EXACT des personnes en chômage. ▶

Ensuite, on ne doit pas perdre de vue le cas des NEET, personnes sans emploi ne poursuivant pas d'études et ne suivant pas de formation, qui représentent 1,6 Million dans la tranche d'âge 15-24 ans et plus de 4 millions dans la tranche d'âge 15-34 ans. L'enquête du HCP n'intègre pas cette catégorie dans la population en chômage. Par conséquent, il n'est pas exclu qu'un certain nombre de personnes appartenant à la catégorie des NEET aient saisi l'occasion du recensement pour exprimer leur désarroi en se déclarant en chômage. Enfin, on estime, à tort ou à raison, que les personnes recensées reculent à se déclarer occupées pour ne pas être pris dans le piège du Registre Social Unique qui constitue la base de l'attribution de l'aide sociale. Une personne qui travaille n'a aucune chance de bénéficier d'une telle aide, car elle ne remplira pas les conditions requises.

Ce sont là quelques éléments à verser dans le débat. La question du chômage, en dépit de cette polémique des chiffres, demeure entièrement posée et prend dans certains cas des proportions dramatiques. C'est une question qui touche la dignité de l'être humain. Lémancipation ne peut se faire que par le travail et dans le travail. Seul le travail est libérateur et donne à l'homme et à la femme le sens d'exister. Pas de vie sans travail.

C'est pour cela que tout doit être fait pour assurer à chaque citoyen un emploi décent. Une tâche difficile certes, mais n'est pas impossible. La meilleure façon d'aider les gens est de leur offrir un emploi. Au lieu de leur donner un poisson, il vaudrait mieux leur apprendre à pêcher. Il faut pour cela encourager les activités fortement créatrices de l'emploi, à côté des grands chantiers structurants, libérer les initiatives, accompagner les porteurs de petits projets pour les aider à sortir de l'informel.

Le gouvernement a fait beaucoup de promesses, mais peu d'actions concrètes sur le terrain.

Tant que les structures économiques sont ce qu'elles sont, le HCP aurait du mal à cerner le taux de chômage et la nature de l'emploi. Ce qui ne dispensera pas cette institution, avec ses cadres et ses statisticiens, de faire plus d'effort méthodologique pour approcher ce sujet complexe et difficile à cerner.

L'objectif ultime est de voir à terme, notre pays, disposer d'une assurance chômage généralisée. C'est à cette condition, et à elle seulement, qu'on saurait le nombre EXACT des personnes en chômage. ▶

Ils ont cédé leurs intérêts dans la CTM

Le Jackpot des Joumani

Ces nababs du Sahara qui se sont enrichis davantage avec cette transaction ont empoché près de 300 millions de DH.

L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) a annoncé récemment une opération significative sur le marché de blocs, portant sur la gouvernance de la Compagnie de Transports au Maroc (CTM). Deux de ses actionnaires, les El Joumani, Sidi El Mokhtar et Sidi Salah ont cédé, respectivement, 283 186 et 70 000 actions CTM, au profit de l'actionnaire de référence qui n'est autre que Othman Benjelloun. Prix unitaire de l'action : 800 dirhams. Intervenue le 19 décembre 2024, cette opération change en profondeur la configuration profondément la structure de l'actionnariat de l'entreprise. Immensément riches et le deviennent davantage avec cette vente, les Joumani ne détiennent plus de parts dans la société de transport de voyageurs la plus moderne du pays.

Suite à cette opération, M. Benjelloun a déclaré détenir directement 353 551 actions, représentant 28,84% du capital de la CTM et indirectement 625 072 actions, dont 607 192 actions via RMA, 14 380 actions via Interfina et 3 500 actions via O Capital

Group, soit 50,99% du capital de l'entreprise. Au total, sa participation cumulée directe et indirecte dans le capital de la CTM grimpe à 79,82%, consolidant ainsi le contrôle de M. Benjelloun sur l'entreprise dans le cadre d'une vision à long terme.

Famille richissime originaire du Sahara, les Joumani ont empoché au titre de cette cession la bagatelle près de 300 millions de DH. Selon une source proche des Joumani, Sidi El Mokhtar a empoché la part du lion, soit près de 220 millions de DH, tandis que son fils Mohamed a touché 50 millions de DH, soit la même somme échue au frère Sidi Salah. Ce partage correspond à un schéma de cession familiale concertée.

Les Joumani font partie aux côtés des familles Derham, Ould Errachid, Bouaida et Tamek qui ont construit des fortunes colossales en profitant d'un large système de prébendes et de priviléges installé dans les provinces du sud sous le Maroc ancien.

Conseiller à la deuxième Chambre et président de la Chambre des pêches maritimes Sud (régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab), Sidi El Mokhtar Joumani possède possède de gros intérêts dans la pêche hauturière et plusieurs conserveries à Dakhla. Un gros poisson. ▶



Sidi El Mokhtar El Joumani.



Can'Art et CULTURE



7ème édition du FICA 412 dessinateurs du monde croquent la sécurité alimentaire à Agadir



Nourdine Bennani recevant un trophée du FICA.

La 7ème édition du Festival international de la caricature en Afrique (FICA) qui s'est tenu à Agadir du 12 au 15 décembre 2024, sous le thème « Sécurité alimentaire : le monde a soif de grandes résolutions », a connu une participation record, puisque le nombre d'artistes participants a atteint 412, issus de 80 pays de différents continents. Le nombre de caricatures en compétition a atteint 1 200 œuvres, reflétant artistiquement des défis mondiaux connexes tels que la sécheresse, le réchauffement climatique, les guerres et les épidémies. Le festival, organisé par l'Association Atlas de Caricature (AAC) et l'hebdomadaire « Le Canard Libéré », avec le soutien du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, de la RAM et d'Experienciah, a accueilli des œuvres d'art de haute facture dans le cadre du concours international qui a abordé le thème de la sécurité alimentaire comme un enjeu planétaire crucial. Le nombre de caricatures en compétition a atteint 1 200 œuvres, reflétant artistiquement des défis mondiaux connexes tels que la sécheresse, le réchauffement climatique, les guerres et les épidémies. Présidé par l'artiste Moubarak Bouali, le jury international de cette 7ème édition a attribué le premier prix du "Canard Libéré" au Turc Ahmed Rahma, tandis que le deuxième prix "Afrique" est allé à Abdullah Darkaoui du Maroc, et le troisième prix, "Coup de crayon", est revenu à « Mojmir » de Croatie. Des prix spéciaux ont été attribués à Kessusanto Luisvia d'Indonésie, Ali Shafei d'Iran, Blig Ba de Chine, Dendy Heru Hardono d'Indonésie, Klaus Pitter d'Autriche, Ahmed Mansour d'Égypte et Abdul Ghani Bin Hariza d'Algérie, et Sanaa Harrar et Khaled Baha du Maroc. La 7ème édition du FICA a mis à l'honneur le caricaturiste marocain de talent, Noureddine Bennani, qui avait enrichi le Canard Libéré de ses œuvres pendant les premières années du journal. La présence de ce professionnel de talent a été l'occasion de célébrer sa grande contribution à l'art de la caricature et de la bande dessinée au Maroc. Dans une déclaration au Canard Libéré, le directeur du FICA, Naji Banaji, a confirmé que cette édition est marquée par une bonne diversité artistique avec une large participation qui témoigne de l'importance de la thématique choisie qui a inspiré de nombreux dessinateurs à travers le monde. M. Benaji a ajouté que les promoteurs du FICA, premier festival du genre en Afrique organisé au Maroc, œuvrent pour faire rayonner davantage le FICA pour en faire une manifestation culturelle au service de la caricature comme art engagé et une occasion d'initiation des enfants aux techniques du dessin en général. En guise d'hommage, un concours international consacré au "Portrait de Bennani" a connu la participation de plus de 100 dessinateurs issus de différents pays. Les trois premiers prix ont été remportés par « Marco D'Agostino » d'Italie, Shahram Shirzadi d'Iran et Zoran Tovirac de Croatie. Les prix spéciaux du FICA ont été attribués, quant à eux, à Antonio Santos du Portugal, Samba Ndar du Sénégal, Dedy Ranggameda d'Indonésie, Marian Avramescu et « Cornel-marin Chiorean » de Roumanie, Susthanto Thanto d'Indonésie et Alvaro Seguin Amor d'Espagne, et Al-Aouni Al-Chaoubi et Youssef Khoui du Maroc. Le président du jury, Moubarak Bouali, s'est félicité de la qualité des œuvres en lice, si bien que le choix du jury n'a pas été facile. En marge du festival, un colloque international s'est tenu sous le titre "La Caricature dans les différentes langues du monde", auquel ont participé un groupe d'artistes marocains et étrangers, dont Larbi El Sabban du Maroc, Karim Kanki du Sénégal, Bassol Christian du Burkina Faso, Ricardo Ferreira du Portugal et Chadli Belkhamsa de Tunisie, Alvaro Seguin Amor d'Espagne et les journalistes Bouchaib Al Dabbar, Mohamed Aghlali, Abdelmadjid Al Hamdaoui et Ibrahim Al-Hassan.

Le directeur du Festival universitaire de la culture et des arts pédagogiques (FUCAP), Hisham el-Khalifi, a indiqué que le festival, dans le cadre de son ouverture sur les milieux académiques, a organisé une nouvelle version du Festival universitaire de la culture éducative et des arts en coopération en collaboration avec l'École supérieure d'éducation et de formation de l'Université Ibn Zohr d'Agadir. ●

Les gagnants des Prix du FICA 2024-Agadir décembre 2024

First Prize



Premier
Prix
**AHMED
RAHMA**

TURQUIE

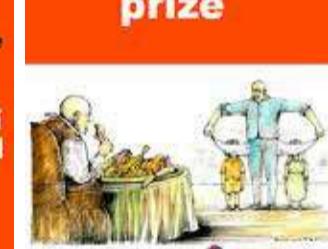
Second Prize



Deuxième
Prix
**DERKAOUI
ABDELLAH**

MAROC

Third prize



Troisième
prix
**MOJMIR
MIHATOV**

CROATIE

Special Prize



Prix
spécial
**ALI
SHAFEI**

IRAN

Special Prize



Prix
spécial
**BILIG
BA**

CHINE

Special Prize



Prix
spécial
**KESSUSANTO
LUSVIA**

INDONÉSIE

Honorary Award



Prix Honorifique

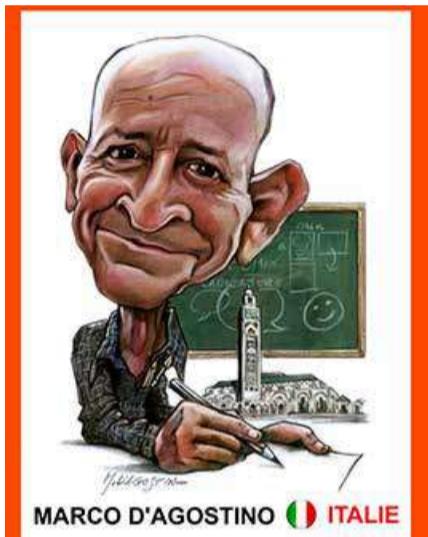




Can'Art et CULTURE

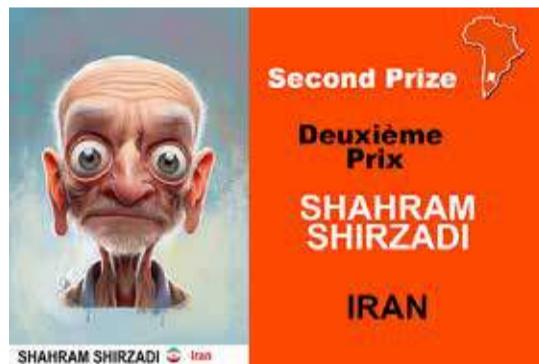


Les gagnants du concours du "Portrait"
Nourdine Bennani



First Prize
Premier Prix
Marco D'Agostino
Italie

MARCO D'AGOSTINO ITALIE



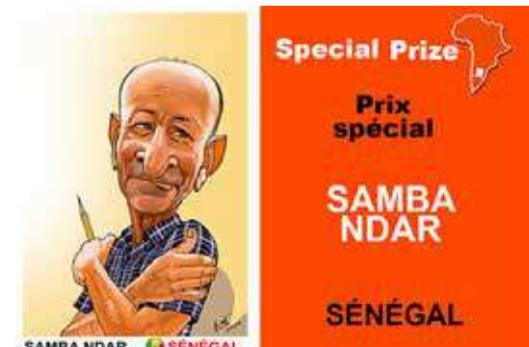
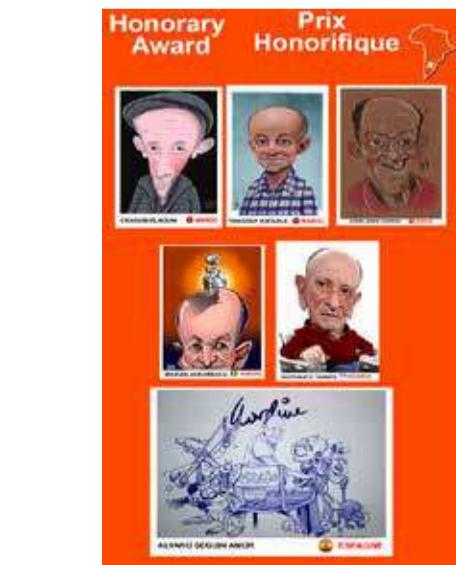
Second Prize
Deuxième Prix
SHAHRAM SHIRZADI
IRAN



Special Prize
Prix spécial
DEDY RANGGAMEDA
INDONÉSIE



Special Prize
Prix spécial
ANTONIO SANTOS
PORUGAL



Special Prize
Prix spécial
SAMBA NDAR
SENÉGAL

FICA 2024

Témoignage d'un membre du jury

Karim Gangue
Caricaturiste sénégalais



Karim Gangue recevant un trophée remis par le directeur du FICA Naji Benaji.

J'ai eu l'immense privilège de compter parmi les invités de la 7ème édition du festival international de la caricature en Afrique (FICA) qui s'est déroulé à Agadir du 12 au 15 décembre 2024. Exposition de caricatures, distribution de prix, ateliers de portraits, caricatures et conférence-débat sur « Arts plastiques et Éducation» ont rythmé ces journées dédiées à l'art. J'ai eu l'honneur d'être coopté parmi les dix membres du jury en tant que caricaturiste sénégalais expérimenté, professeur d'arts plastiques et président de l'association Phylactère des graphistes Sénégalais. La confiance placée en moi s'est traduite par un choix loyal parmi une présélection de 1179 œuvres de 411 participants issus de 80 pays. Le choix n'a pas été facile tant les conceptions graphiques étaient de haute qualité technique et esthétique. Le jury et les organisateurs félicitent les gagnants et encouragent tous les participants. Le thème de la sécurité alimentaire est d'une grande actualité et le dessin est un puissant moyen de communication pour atteindre les décideurs politiques. L'image est le langage universel de l'humanité et un dessin vaut 10 000 mots surtout à l'ère de la communication numérique et les réseaux sociaux avec un grand chambardement d'images qui permettent un décryptage spontané et une rapide compréhension. Le doyen et pionnier de la caricature au Maroc, Nourdine Bennani a reçu un vibrant hommage bien mérité. La participation massive et internationale témoigne de l'intérêt suscité par le Festival de caricatures. Cette 7ème édition qui a vu la participation active de plusieurs invités venant de divers pays place le Maroc parmi les centres dynamiques de festivals artistiques. Les expositions et les ateliers de dessins valorisent les arts plastiques et suscitent l'intérêt des masses populaires. Les conférences débats sur les arts plastiques dans les universités permettent aux étudiants de prendre conscience de l'importance de cette discipline dans l'éducation et la formation professionnelle et suscitent des vocations surtout dans les arts appliqués qui sont nés de l'industrialisation (design graphique avec l'infographie et le web design, design industriel, design architectural, design mobilier, stylisme et modélisme). Le FUCAP (Festival Universitaire de la Culture et des Arts pédagogiques) à l'Université Ibn Zohr d'Agadir a permis aux étudiants de s'imprégner de la discipline et de l'intérêt des arts plastiques. Au-delà de sa valeur artistique, le FICA est un facteur de rapprochement des peuples et de découvertes culturelles. Le caricaturiste Sénégalais que je suis a pu découvrir la culture marocaine, son peuple à l'accueil chaleureux, sa compagnie aérienne, la RAM, ponctuelle et professionnelle. J'ai fait de nouvelles connaissances Marocaines, Portugaise, Tunisienne et Burkinabè, et noué des liens de partenariat pour le futur. Remerciements et félicitations au président du FICA Abdellah Chankou, son directeur Naji Benaji et à tous ses collaborateurs. Cette prestigieuse fête de la caricature est un succès total qui laisse espérer des Festivals encore plus fantastiques dans le futur avec plus de participants, au grand bonheur des artistes et amateurs d'Art et au bénéfice de l'union culturelle des peuples.●



Can'Art et CULTURE



LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CROQUÉE PAR DES PARTICIPANTS



BELKHAMSA CHEDLY TUNISIE



AHMED BAHLOLY MAROC



AHMED BAHLOLY MAROC



TOŠO BORKOVIĆ SERBIE



YOUSSEF KHOUILA MAROC



ETRE MANGÉ À SON TOUR !



JONATHAN KANYINDA CONGO



ABDELLAH DERKAUI MAROC



JITET KUSTANA INDONESIE



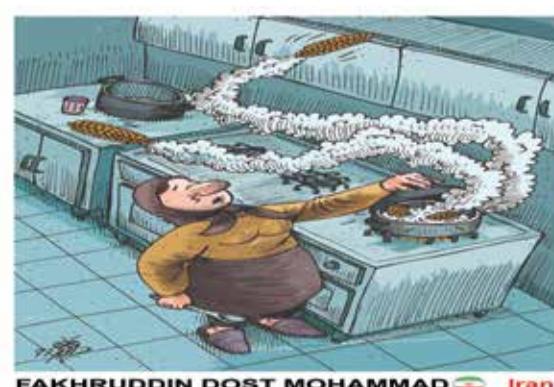
JITET KUSTANA INDONESIE



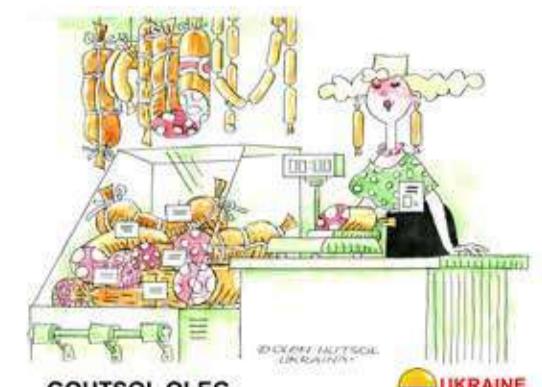
EMAD-HAJJAJ JORDANIE



CHEIKH TIDIANE SÉNÉGAL



FAKHRUDDIN DOST MOHAMMAD IRAN



GOUTSOL OLEG UKRAINE



KLOSSOU KOKOUI MAWULI TOGO



Can'Art et CULTURE



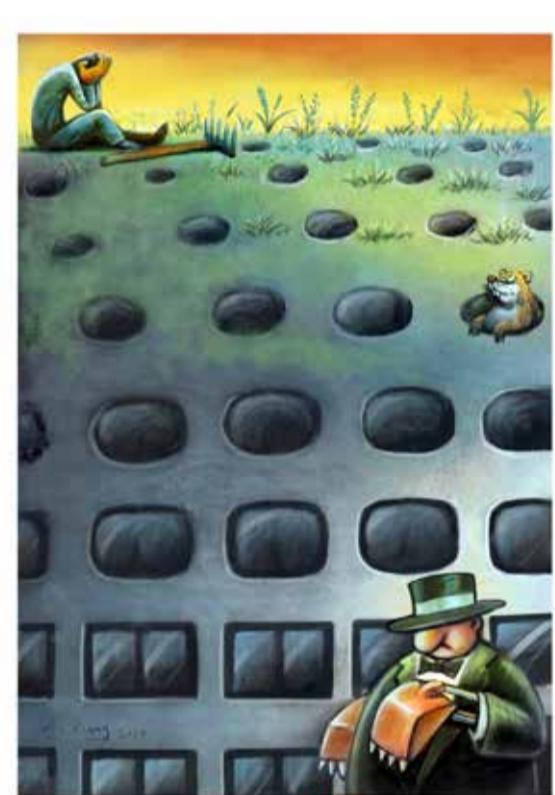
JUAN GABRIEL
BENAVIDES ESPAGNE



KUDIN VIKTOR UKRAINE



IVAILO TSVETKOV BULGARIE



LIU QIANG CHINE



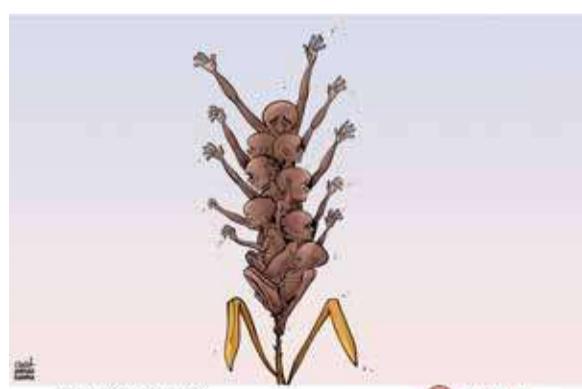
AHMED BAHLOUL MAROC



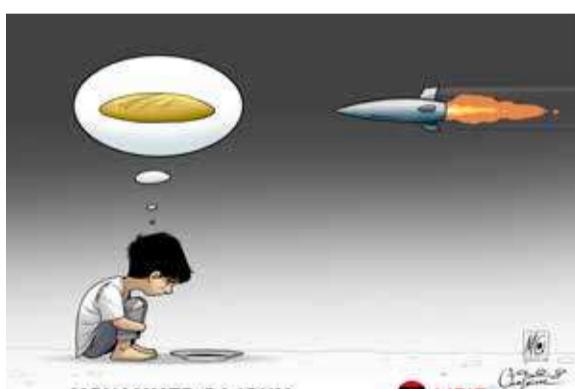
VLADIMIRAS BERESNIOVAS LITUANIE



MOJMR MIHATOV CROATIE



AHMAD RAHMA TURQUIE



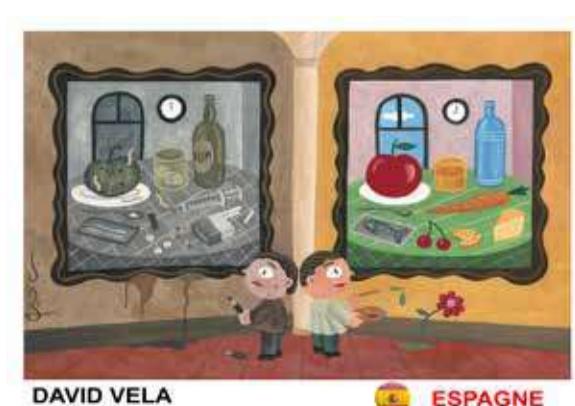
MOHAMMED GAJOUM LIBIE



HAMID SOUFI Iran



FAHD BAHADI TURQUIE



DAVID VELA ESPAGNE



SADI CAGDIR TURQUIE



Bec et ONGLES



Lahcen Essaadi

Je suis un secrétaire d'Etat en quête d'états de service

Secrétaire d'État auprès de la ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, chargé de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, Lahcen Essaadi s'est confié au Canard sur le vide qu'il vit au gouvernement.

Propos recueillis par
LAILA LAMRANI

Comment trouvez-vous la vie de secrétaire d'Etat dans le gouvernement Akhannouch ?

Sereine et peinarde. En tant que secrétaire d'Etat auprès de la ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, chargé de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire- c'est l'intitulé exact de ma fonction- je me la coule douce. C'est Club Med à Rabat.

Pourquoi ? Faute de dossiers à traiter et d'initiatives à lancer ?

En vérité, je ne sais pas quoi

faire pour apporter quelque chose aux secteurs dont j'ai la charge. Certes, ma patronne, Lalla Fatim-Zahra Ammor, m'a délégué des signatures et je lui en suis grandement reconnaissant mais je suis un peu démunie côté action. Pour l'instant que je suis, je me sens vraiment pommé.

Mais vous pouvez faire semblant de travailler, verser un peu dans l'agitation, faire de belles promesses ou commander une étude onéreuse sur l'artisanat à un cabinet étranger ?

Je fais de mon mieux être d'une

inefficacité irréprochable et inscrire mes efforts dans une inaction soutenue. Je suis un secrétaire d'Etat en quête d'états de service.

Mais il faut bien faire quelque chose avec les signatures que votre Lalla vous a déléguées ?

J'ai essayé mais je ne vois franchement pas en quoi je peux être utile à l'artisanat et à l'économie sociale solidaire, deux secteurs qui fonctionnent sans moi. La preuve que je suis indispensable et qu'on m'a confié un poste bidon.

Vous pouvez dans un premier temps, histoire de vous mettre dans le bain, vous faire concocter un petit programme de visites de coopératives et d'ateliers d'artistes ...

C'est une excellente idée que je vais soumettre à mon conseiller. Faire du terrain me permettra de tuer le temps et de garder la forme. Je ne vous cache pas que les journées sont longues pour moi.

Si vous aviez à choisir le portefeuille ministériel qui vous convient, lequel choisiriez-vous ?

Ministre des crèches, des heures supplémentaires et des cours accélérés.

Distinction La Dolbo "made in Algeria" est en réalité marocaine !

Décidément, les autorités militaires algériennes n'ont pas de chance avec le Maroc qu'ils rencontrent partout. Jusque dans la Fiat Dilbo célébrée par les médias locaux comme une voiture «Made in Algeria». Plus de 90% des composants et accessoires de cette bagnole lancée en octobre 2024 sont fabriqués au Maroc! La junte au pouvoir, qui carbure à la haine viscérale du Maroc, a eu le pare-choc, pardon, le choc de sa vie en apprenant que les Algériens roulent en fait dans une voiture marocaine assemblée en Algérie. Quel retour de manivelle ! L'Italien Fiat sera certainement accusé de mauvaise conduite... Encore un complot klaxonnant contre le régime des caporaux qui a été roulé dans le cambouis! ►



Cérémonie de présentation de la Dolbo en Algérie.

Certification Le siège de la BCP et le Data Center Diouri certifiés ISO 50001

La Banque Centrale Populaire (BCP) a renouvelé sa certification ISO 50001, en adoptant sa nouvelle version 2018, pour le siège BCP et le Data Center Diouri. Cette certification confirme la reconnaissance de la stratégie mise en place par la Banque dans le domaine de l'efficacité énergétique, dans le but de promouvoir une gestion rationnelle de l'énergie, d'encourager l'utilisation des énergies renouvelables et de réduire son empreinte carbone. Le renouvellement de la certification ISO 50001, dans sa version 2018, marque une étape clé dans la démarche durable initiée par la Banque depuis plus de huit ans. Il vient également conforter son rôle de leader, en matière de gestion rationnelle de l'énergie. Une stratégie énergétique durable et performante Depuis l'adoption, en 2016, d'un Système de Management de l'Énergie (SME) répondant à la norme ISO 50001, la BCP s'est inscrite dans une dynamique d'amélioration continue. La mise en place du SME a permis de réduire de 17 % la facture électrique de la Banque, grâce à des initiatives concrètes, parmi lesquelles, il y a lieu de citer : La modernisation des systèmes d'éclairage à travers la conversion des installations vers des solutions LED économies en énergie ; l'optimisation de la gestion énergétique via l'installation des systèmes intelligents pour surveiller et réduire la consommation énergétique ; la rénovation des infrastructures énergivores par l'adoption de technologies innovantes ; l'amélioration des Data Centers avec la mise en place de solutions de refroidissement performantes et adaptées aux besoins ; la promotion des énergies renouvelables à travers l'utilisation de l'énergie solaire thermique et photovoltaïque pour produire de l'énergie propre. Grâce à ces efforts, la BCP a réalisé un gain énergétique équivalent à 104 millions de DH depuis 2016, tout en alignant ses pratiques sur les normes internationales et les enjeux environnementaux du Maroc. ►



Le MIGRATEUR



François Bayrou nomme son équipe

Un nouveau gouvernement qui n'a rien de neuf...

Plus de dix jours après la nomination de François Bayrou à Matignon, la France a un nouveau gouvernement, le quatrième depuis le début de l'année. Deux anciens Premiers ministres font partie de ce nouveau casting gouvernemental qui pourrait bien faire long feu comme le précédent.

LAILA LAMRANI

La liste des ministres et des secrétaires d'État qui composent le gouvernement de François Bayrou – plus de 30, malgré la promesse classique d'une équipe resserrée – a été dévoilée par Alexis Kohler, le secrétaire de l'Elysée, sur le perron du palais présidentiel. L'annonce attendue la semaine dernière, puis lundi matin 23

décembre, a été reportée à 18h40 du fait du deuil national en hommage aux victimes du cyclone Chido à Mayotte, avec notamment une minute de silence observée à 11 heures à l'Élysée et à Matignon. Plusieurs personnalités politiques de poids, que l'on peut qualifier de chevaux de retour, figurent dans le casting gouvernemental : Élisabeth Borne, ancienne Première ministre, surnommée Madame 49.3 pour avoir 23 articles à son actif, hérite du grand ministère de l'Éducation nationale élargi à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. L'ancien ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin prend le ministre de la Justice, tandis que Manuel Valls, ancien Premier ministre de François Hollande, qui était notamment chargé du dossier de la Nouvelle-Calédonie, devient ministre des Outre-mer. De nombreux membres du gouvernement démissionnaire ont conservé leur portefeuille, c'est le cas du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, de Rachida Dati, ministre de la Culture,



François Bayrou risque comme son prédécesseur de faire long feu.

de Sébastien Lecornu, ministre des Armées ou encore de Jean-Noël Barrot aux Affaires étrangères. Si le Premier ministre François Bayrou s'est montré optimiste sur la durée de son cabinet, de nombreux observateurs politiques locaux ne donnent pas cher de sa peau. Disposant du plus important groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, le Rassemblement national, bienveillant pour le moment à l'égard du gouvernement, pourrait bien

être tenté de sortir le coupe-ret de la motion de censure que le La France Insoumise (LFI) dit vouloir déjà déposer. Si le gouvernement Bayrou tombe, le président Emmanuel Macron, accusé par les oppositions d'être à l'origine de ce blocage politique et institutionnel, doit en tirer les conséquences et convoquer des élections des présidentielles anticipées. La seule solution qui reste pour sortir de cette véritable ratatouille politique. ▶

Proche-Orient La nouvelle Syrie au cœur d'un grand ballet diplomatique

États-Unis, Turquie, France, Allemagne, Italie, Qatar, Egypte... Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, la nouvelle Syrie libérée est au centre d'un ballet diplomatique intense. De nombreux pays ont dépêché ces derniers jours leurs émissaires pour rencontrer le nouveau maître de Damas, Ahmed Charaa, chef du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham. Celui-ci a troqué son treillis vert olive pour le costume-cravate – et abandonné son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani –, et déploie ses talents politiques auprès de ses partenaires comme de ses anciens ennemis.

A chacun, de ses interlocuteurs, il a donné des gages pour rassurer sur ses intentions et obtenir en retour un appui,



Le nouveau maître de Damas avec un émissaire arabe.

diplomatique pour asseoir sa légitimité, et financier pour la reconstruction d'un pays ravagé par plusieurs années de guerre. Les ex-rebelles bénéficient d'un

soutien réservé des pays occidentaux et d'un appui déclaré de la Turquie d'Erdogan.

Pour sa part, le Qatar a souhaité une levée "rapide" des sanctions internationales contre la Syrie au lendemain de la rencontre à Damas d'une importante délégation de cet Etat du Golfe avec le nouveau dirigeant syrien

Entre espoir et incertitude, les Syriens attendent beaucoup de la communauté et de leurs nouveaux leaders pour pacifier le pays et le reconstruire. Un défi herculeen. ▶



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,
Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,
Laila Lamrani Amine et
Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil
s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression
Maroc Soir

DISTRIBUTION
Sapress

DOSSIER PRESSE
Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL
2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Le MIGRATEUR



Jésus est Palestinien

Par Lahouari Addi

Emouvant message d'un prêtre palestinien dans une vidéo à l'occasion de la fête de Noël que célèbrent aussi les nations qui ont armé Netanyahu pour commettre un génocide sur la terre où est né le Christ. Si l'on permet cet anachronisme, combien de Chrétiens de par le monde savent que Jésus-Christ, né en Palestine, est un Palestinien ? Avec le même anachronisme, combien d'entre eux savent que Moïse est Egyptien ? Si l'on garde en mémoire les lieux de naissance et la culture de ces deux prophètes, on se demande pourquoi l'Occident a une telle hostilité envers la terre d'où ils ont importé leur spiritualité. Dans une conférence célèbre prononcée en 1947 à Damas, Michel Aflak, le fondateur du parti Baath, reprochait aux Européens leur ingratITUDE vis-à-vis des Arabes qui leur ont fourni leurs prophètes. En effet, disait-il, Moïse et Jésus sont des Arabes. Mais ce que ne percevait pas Aflak à cette époque, c'est que l'Europe avait cessé d'être chrétienne pour devenir capitaliste. Aux Croisades du Moyen Age ont succédé les impératifs marchands pour qui le canal de Suez et les puits de pétroles étaient indispensables à l'accumulation du capital dans le cadre de l'ordre international colonial. Dès le début du 20ème siècle, les gouvernements britanniques et français étaient favorables à la formation d'un foyer juif en Palestine pour deux motifs : contrôler le Moyen-Orient en raison de sa position stratégique, et se débarrasser des juifs européens. Dès sa création, Staline avait reconnu Israël espérant que les juifs de l'Union Soviétique s'y installeront. Ce n'est donc pas par sympathie pour les juifs que les dirigeants européens étaient favorables à la création d'Israël. L'antisémitisme est une doctrine idéologico-culturelle enracinée en Europe. Vers la fin du 18ème siècle est apparu un mouvement hostile au judéo-christianisme, prétendant que les racines métaphysiques et spirituelles de l'Europe proviennent d'Athènes et non de Jérusalem. Appelée l'aryanisme, cette doctrine a trouvé son prolongement dans le nazisme qui l'a traduite en actes dans les chambres à gaz en tuant des millions de personnes. Hitler déclarait qu'il fera disparaître les Arabes de la surface de la terre après avoir éliminé tous les juifs. L'antisémitisme est une doctrine haineuse des juifs mais aussi des arabes. Ironie de l'histoire, Netanyahu s'inscrit dans la logique aryaniste en tuant en masse des membres de l'autre branche des sémites, les Arabes palestiniens. Le sionisme n'a rien à voir avec la religion juive. C'est un mouvement européen qui a été créé par des idéologues laïcs et athées d'origine juive s'inscrivant dans la logique coloniale de l'expansion de l'Europe. De nombreux intellectuels juifs, parmi lesquels Sigmund Freud et Albert Einstein, avaient compris que le judaïsme était utilisé comme ressource politique pour justifier la création d'une colonie européenne au détriment des Palestiniens. Ils avaient perçu que l'avenir des juifs était de conquérir leurs droits légitimes à la citoyenneté dans leurs différents pays et non de fonder un État colonial où ils opprimeraient les autochtones. Car le croyant juif, comme le croyant chrétien ou musulman, ne peut pas s'identifier à un État. Lorsque la religion définit l'identité politique et se propose de créer un État, c'est la porte ouverte à l'oppression et aux meurtres collectifs. C'est ce qui se passe à Gaza avec la complicité de l'Occident qui fête la naissance de Jésus chaque année et qui tue ses enfants toute l'année. ▶

Nota Bene:

Ce commentaire accompagnait une vidéo dans laquelle un prêtre palestinien appelait les Chrétiens à ne pas oublier les Palestiniens. Elle a été supprimée par l'administration de Facebook.

Pourquoi?



Communiqué de presse du Groupement Professionnel des Banques du Maroc (GPBM)

Ouverture exceptionnelle d'une partie des guichets bancaires samedi 28 et dimanche 29 décembre 2024

Afin de permettre au public, particuliers et entreprises d'effectuer les opérations bancaires de fin d'année, le Groupement Professionnel des Banques du Maroc (GPBM) annonce qu'une partie des guichets bancaires sera ouverte exceptionnellement samedi 28 et dimanche 29 décembre 2024 à travers toutes les régions du Royaume.

Chaque banque publiera sur son site internet la liste des agences bancaires qui seront ouvertes pendant ce week-end.

Dans ce cadre, le public est invité à consulter les informations qui seront publiées par chaque établissement bancaire.

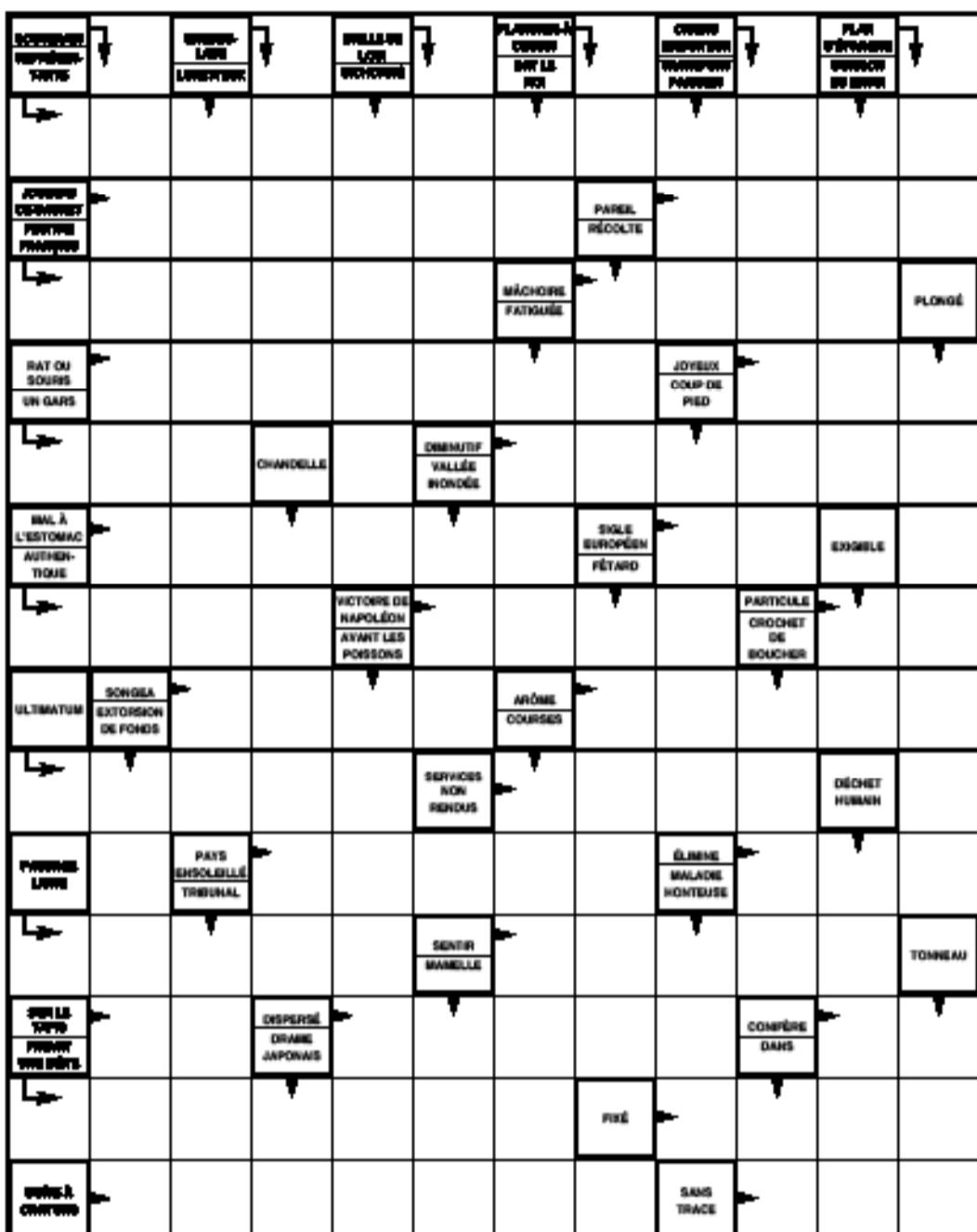
Casablanca, le 26 décembre 2024



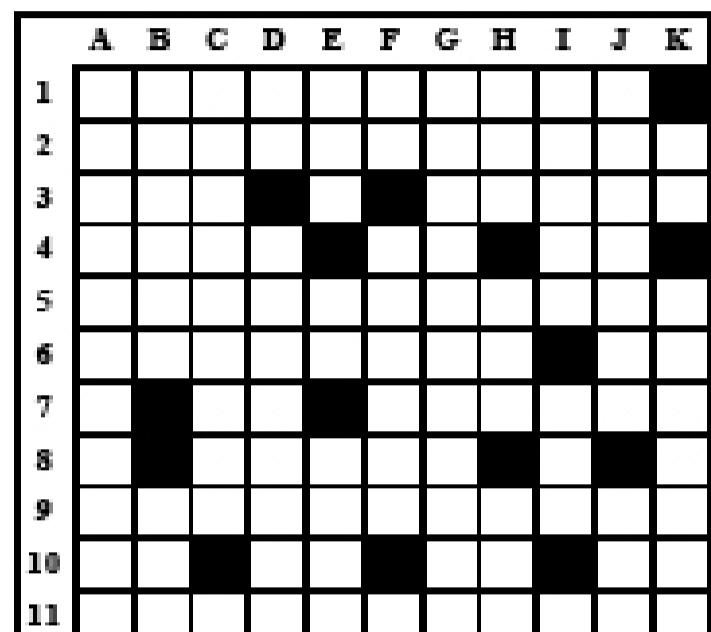
Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés



Mots croisés



Horizontalement

[1] Ses mémoires ne nous sont parvenus qu'après la mort d'un romancier. [2] Une des lettres célèbres de Pascal. [3] Les légumes d'Essai. Déesse berbère. [4] Subdivision d'une espèce. Au bord de l'eau. Romaine. [5] Elle plaisait à Montaigne. [6] Lieu commun. Phonétiquement: c'était un droit qui a disparu. [7] Pronom. Il mit Athènes à sac. [8] A l'opposé du zénith. [9] C'est ce que fera un froid glacial. [10] À l'entrée de la forêt. Fin infinitif. Préposition. À l'entrée de l'oasis. [11] Permet d'adoucir les bords.

Verticalement
[A] Pa exemple Barbe-bleue d'Offenbach. [B] Prénom de reines castillanes. Vieux suc de plantes. [C] Grand chef d'orchestre. [D] Phonétiquement: prénom masculin. Ne voit souvent que des chalands qui passent. [E] Chiffre étranger. Symbole d'un métal. Nom d'un grand illustrateur. [F] Aux deux bouts du train. Produit par un alchimiste. [G] Un peu plus qu'un septennat. [H] Au début du cri d'un chat. Presque un pere. Presque une femme. [I] Réserve dans les cours aux émules de Jean Valjean. Le numéro d'un roi auquel on a attribué une vaste paternité. [J] Recalé. Un diplomate à la double personnalité. [K] Préposition. Rendit sec.

Mots Mêlés

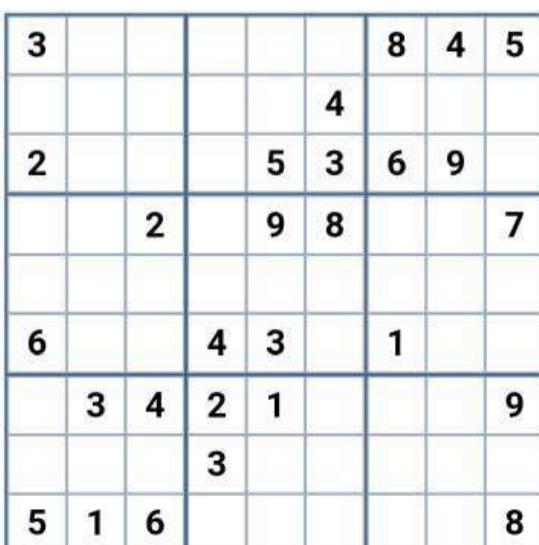


G Géant.
H Géant.
I Géant.
J Géant.
K Géant.

L Géant.
M Géant.
N Géant.
O Géant.
P Géant.

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



A méditer



« Le monde récompense plus souvent les apparences du mérite que le mérite même. »

François de La Rochefoucauld/
Maxime.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku



Mots fléchés



Mots croisés



Mots Mêlés

Mots Mêlés

Solution : Jaloux.



Et BATATI ET BATATA



Un Ougandais papa de 102 enfants

À 68 ans, il est à la tête d'une famille de 12 femmes, 102 enfants - le plus jeune âgé de 10 ans, le plus vieux de 50 ans - et 578 petits-enfants mais il s'arrêtera là. « J'ai appris de mon attitude irresponsable d'avoir eu autant d'enfants dont je ne peux pas m'occuper », assure-t-il. Sa vaste famille vit entre une maison délabrée au toit de tôle rouillée et une vingtaine de huttes en terre situées à proximité. « Avec ma santé défaillante et moins d'un hectare de terre pour une si grande famille, deux de mes femmes sont parties car je ne pouvais plus subvenir à l'essentiel, comme la nourriture, l'éducation ou l'habillement », souligne ce père de famille, actuellement sans emploi. Musa Hasanya Kesera s'est marié pour la première fois en 1972 à l'âge de 17 ans lors d'une cérémonie traditionnelle. Son premier enfant est né un an plus tard. « Comme on n'était que deux enfants (dans sa famille), mon frère, mes parents et mes amis m'ont conseillé d'épouser plusieurs femmes pour avoir beaucoup d'enfants et agrandir notre patrimoine familial », explique-t-il. Attirés par son statut de vendeur de bétail et de boucher, des villageois lui offrent alors la main de leurs filles, certaines encore mineures - une pratique interdite depuis 1995. Avec les années, il ne peut même plus identifier ses propres enfants. « Je ne me rappelle que des noms du premier et du dernier né, je ne me souviens pas de la plupart des autres », avoue-t-il sans détour, en fouillant dans des piles de vieux cahiers à la recherche de détails sur leurs naissances. Musa Hasanya Kesera avoue avoir aussi du mal à se souvenir du nom de certaines de ses épouses. Il doit les demander à l'un de ses fils.

Zebra Travel

Un zèbre échappé de son enclos qui s'était promené librement pendant des heures dans le centre de Séoul, devenant une vedette de l'internet, est rentré sain et sauf au zoo, ont indiqué vendredi 24 mars des responsables à l'AFP. Sero le zèbre est de retour dans son enclos dans un « état stable et en bonne santé », a déclaré un responsable du Seoul Children's Grand Park, après que l'animal eut passé trois heures jeudi 23 mars à trotter le long des routes et à éviter les voitures avant d'être finalement coincé par les gardiens du parc. Âgé de trois ans, Sero a été capturé à l'aide d'une barrière de sécurité après avoir pénétré dans une allée étroite et a été tranquillisé. Des photos publiées sur les réseaux sociaux le montrent en train d'être transporté, endormi, jusqu'au zoo. L'équidé a commencé à se comporter de manière erratique après la mort de ses parents — sa mère en 2020 et son père deux ans plus tard — selon une vidéo publiée en janvier sur la chaîne YouTube du zoo. « Il ne voulait pas retourner dans son enclos et s'est battu avec un kangourou », explique la vidéo. Les personnes qui s'occupent de lui ont commencé à lui donner des goûters spéciaux et des fruits pour essayer de l'empêcher de « vagabonder », ajoute-t-elle, mais en vain. Sa brève aventure dans les rues encombrées de Séoul a propulsé Sero au rang de célébrité sur l'internet, engendrant des milliers de vidéos et de même sur les réseaux sociaux en langue coréenne. Une vidéo montre Sero marchant calmement à travers un labyrinthe de voitures à l'arrêt, tandis qu'un témoin de la scène s'exclame : « Oh, il est beau ! D'autres internautes ont relevé que son évasion mettait en lumière la situation critique des animaux de zoo.

Une histoire d'eau et de gaz

La ville de Grigny (Essonne), qui demandait à l'usine locale de Coca-Cola d'arrêter de puiser de l'eau dans la nappe phréatique pour produire ses boissons, a annoncé un accord avec l'entreprise. « Un accord de principe » pour que l'usine Coca-Cola de Grigny « arrête de pomper dans la nappe phréatique » a été trouvé entre la municipalité et la multinationale, a annoncé mercredi 26 avril le maire (PCF) de Grigny, Philippe Rio. « Nous sommes en train de créer les conditions techniques » d'un raccordement de l'usine au réseau public de distribution d'eau de la ville, a précisé l'élu. De son côté, Coca-Cola Europacific Partners (CCEP), l'embouteilleur en Europe occidentale du géant américain des boissons gazeuses, a indiqué qu'« à ce stade l'accord avec la municipalité [était] en discussion ». L'entreprise dit travailler « avec la municipalité à des modalités pour acheter de l'eau de ville pour une partie » de ses boissons. Implantée depuis 1986 à Grigny, à 22 km au sud de Paris, l'usine Coca-Cola emploie 266 personnes et produit des bouteilles de Sprite, Coca-Cola ou encore de Fanta. Pour cela, elle puiserait près de 780 000 m³ d'eau par an dans la nappe phréatique, selon une source proche du dossier. Ce modèle est aujourd'hui « has been », selon Philippe Rio, pour qui « il faut protéger la ressource [en eau] car on ne sait pas de quoi demain sera fait ».



Rigolard



■ Un jeune garçon entre dans un salon de coiffure et le coiffeur chuchote à son client : "C'est l'enfant le plus bête du monde. Regardez-moi vous le prouver." Le coiffeur met un billet d'un dollar dans une main et deux pièces de 25 cents dans l'autre, puis il appelle le garçon et lui demande : "Lequel veux-tu, fiston ?" Le garçon prend les pièces et s'en va.

"Le garçon prend les pièces et s'en va. "Qu'est-ce que je t'avais dit ? "Ce gamin n'apprend jamais !" Plus tard, lorsque le client s'en va, il voit le même jeune garçon sortir du glacier.

Il lui dit : "Hé, fiston ! Puis-je te poser une question ? Pourquoi as-tu pris les pièces de 25 cents au lieu du billet d'un dollar ?"

Le garçon lèche son cornet et répond : "Parce que le jour où je prends le dollar, le jeu est terminé !"

■ Une femme s'est tellement énervée contre son mari qu'elle a fait ses valises et lui a dit de partir. Alors qu'il se dirigeait vers la porte, elle lui a crié : "J'espère que tu mourras d'une mort longue, lente et douloureuse."

Il s'est retourné et a dit : "Alors, tu veux que je reste ?"

■ Mon patron a été honnête avec moi aujourd'hui. Il est arrivé au travail avec sa nouvelle voiture ce matin et je l'ai complimenté à ce sujet. Il m'a répondu : "Si tu travailles dur, que tu te fixes des objectifs, que tu restes déterminé et que tu travailles de longues heures, je pourrai en avoir une encore meilleure l'année prochaine".

■ Après une longue sécheresse, lorsque la pluie est arrivée, tous les animaux de la forêt étaient heureux, sauf le kangourou. Lorsque les autres lui demandèrent la raison de cette tristesse, le kangourou révéla que la pluie signifiait que tous ses enfants allaient maintenant jouer à l'intérieur.

■ Le matin de la fête des mères, deux enfants ont ordonné à leur mère de rester au lit. Alors qu'elle était allongée, impatiente de prendre son petit-déjeuner au lit, une odeur de bacon s'éleva de la cuisine. Après une longue attente, elle descendit enfin pour enquêter. Elle les trouva tous les deux assis à la table, en train de manger du bacon et des œufs.

"En guise de surprise pour la fête des mères, expliqua l'un d'eux, nous avons décidé de préparer notre propre petit-déjeuner."

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





N° direct

080 2000 700

À PARTIR DE
367 000 DHS.

NOUVEAU SUV MINI COUNTRYMAN



BIG LOVE.



Repousser les limites du confort et de l'aventure avec le MINI Countryman. Son design unique, sa conduite dynamique et ses technologies avancées en font le véhicule idéal pour ceux qui veulent allier performance et polyvalence.

Le MINI Countryman est prêt à vous accompagner sur tous les terrains, avec un confort de conduite inégalé et un style qui ne passe pas inaperçu.

Roulez plus loin, vivez plus fort avec le nouveau MINI Countryman.

Possibilité de reprise de votre ancien.

Smeia
Importateur exclusif

Angle boulevard Moulay Slimane
et boulevard Tamiri Mohammed El Bakki.
Route côtière de Mohammedia - Casablanca
Téléphone : 080 2000 700
E-mail : contact@smeia.com

Réseau Smeia - MINI

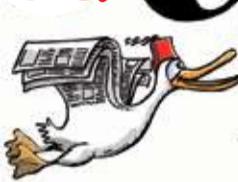
Casablanca : Smeia Casablanca 05 22 40 07 00
Rabat : Ryad Auto – Groupe Smeia 05 37 71 62 00
Tanger : Smeia Tanger 05 39 39 30/40
Marrakech : Smeia Marrakech 05 24 32 72 32/35
Fès : Smeia Fès 05 35 72 44 44
Oujda : Smeia Oujda 05 36 71 82 82

Spécial

FIN D'ANNÉE

2024

du Canard Libéré



Les cahiers

Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou



Nabil Adel

"Le Maroc face à plusieurs défis majeurs"

L'HOMME DE L'ANNÉE, L'ENFANT DE GAZA



Le Maroc et l'IA
Spécialisée

Un grand levier pour le progrès

Zakaria FAHIM.



Azzeddine HANOUN

Le Maroc en 2024

Entre accélération de la dynamique et la persistance des défis

EDITO

par Abdellah
Chankou

Le Canard n'a pas l'habitude de sacrifier à la tradition de l'homme de l'année pour la simple raison qu'il la trouve quelque peu discriminatoire. Mais cette fois, le volatile a décidé de déroger à la règle, sachant que son choix ne sera certainement pas contesté, pour accorder cet honneur à celui qui a marqué le plus l'actualité internationale et bouleversé comme jamais l'humanité entière par les images de l'horreur indicible qui ont fait irruption dans la vie de tous, mais aussi par la puissance de sa foi et la force de sa résistance face à la barbarie. A l'innommable : L'homme palestinien. Et plus particulièrement les martyrs de Gaza. Ces milliers d'anonymes broyés par la machine de guerre sioniste dans le silence assourdissant de la communauté internationale. Bébés et enfants. Femmes et fillettes. Jeunes et moins jeunes. Hommes et vieillards. Massacrés et « génocidés ». Mutilés et brûlés vifs. Déplacés de force et persécutés. Sans compter des dizaines de journalistes et de soignants tués délibérément. Que de destins brisés dans le fracas des bombes, lâchés depuis le 7 octobre 2023 jour et nuit au-dessus de leur têtes par des criminels sionistes désinhibés. Croyez-vous que les bombardements meurtriers se sont arrêtés ? Non, ils se poursuivent jusqu'à ce jour dans le nord de Gaza, où le dernier hôpital

plantés, amputés... Leurs cris de détresse, leurs visages apeurés... Chargé d'un désarroi indescriptible, le regard des enfants gazaouis, nous renvoyant en boomerang la lâcheté du monde et de ses dirigeants, hantera à jamais les consciences.

Que de questionnements déchirants comme des coups d'épée dans les yeux de cette enfance massacrée, livrée aux pires traitements ! « Pourquoi n'avez-vous rien fait pour nous sauver, pourquoi les avez-vous laissé nous exterminer, tuer nos parents, nos frères et sœurs, détruire nos maisons et nos écoles ? Nous ne sommes pas des êtres humains comme vous ? Nous ne méritons pas de vivre comme vos enfants ? »... Malgré le châtiment que les barbares colonisateurs leur font subir sur leur propre terre, les Gazaouis gardent la foi, rendent grâce à Dieu, heureux de mourir en martyrs. Pour que la Palestine résiste, ne meurt jamais... Comment ne pas admirer ce peuple stoïque qui ne craint pas la mort ?

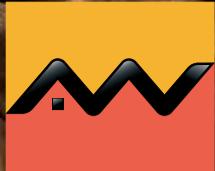
Dans son supplice infernal perpétré au mépris de toutes les lois internationales et humanitaires, l'être de Gaza n'était pas seulement aux prises avec l'aviation meurtrière de l'ennemi sioniste. L'Occident, les États-Unis en tête, lui a également déclaré la guerre via des livraisons d'armes tout en lui accordant dans une inversion flagrante des valeurs le droit de massacrer la victime au nom de « la légitime défense » ! Les puissances complices et leur protégé sanguinaire, servis par une propagande médiatique indigne, ont assumé sans le moindre état d'âme le fait de se liguer contre une population de civils, innocents et sans défense. Insensibles à son extrême détresse, les forces du mal, jusqu'ici dissimulées derrière le masque des idéaux de liberté et des droits de l'homme, ont choisi clairement le camp de l'injustice. Celui de l'opresseur génocidaire, déniant à la victime, opprimée et spoliée de sa terre et de son humanité, le droit de se défendre, de vivre en paix, dans la liberté et la dignité. Les États-Unis de Biden, la France de Macron et l'Allemagne se sont montrés tout de même un brin magnanimes et justes : Ils ont reconnu à la population gazaouie le droit de mourir sous les bombes, sans réagir ! Si l'heure est très sombre sur le terrain pour les Gazaouis, la vérité sur la cause palestinienne devient subitement claire dans les esprits. Pour la première fois, la rue occidentale, tenue jusqu'ici dans la méconnaissance des tenants et aboutissants de ce dossier par la manipulation médiatique, a interagi avec le martyr palestinien dans une mobilisation extraordinaire qui a touché de nombreuses universités dans le monde. De Madrid à Paris en passant par Londres, Copenhague, Genève, Berlin, Ottawa, Washington, New York et bien d'autres villes, les citoyens ont dénoncé d'une seule voix les atrocités de l'occupation israélienne et réclamé leur arrêt immédiat tout en traitant leurs dirigeants, otages du sionisme barbare, d'assassins aux cris de "shame on you" (honte à vous) et "free Palestine" (la Palestine libre).

Les Palestiniens ont gagné largement la bataille de l'image et de la communication, soutenue par un large mouvement de solidarité mondiale qui s'est exprimé au-delà de la sphère arabo-musulmane. On a assisté pour la première fois à un retournement spectaculaire de l'opinion publique occidentale. Un allié de poids dans leur lutte pour la liberté, qui représente le creuset des leaders politiques de demain. Les jours du sionisme barbare sont comptés. ●

L'homme de l'année, l'enfant de Gaza

Si l'heure est très sombre sur le terrain pour les Gazaouis, la vérité sur la cause palestinienne devient subitement claire dans les esprits. Pour la première fois, la rue occidentale, tenue jusqu'ici dans la méconnaissance des tenants et aboutissants de ce dossier par la manipulation médiatique, a interagi avec le martyr palestinien.

encore en fonction a été complètement détruit. Les tourments des habitants qui manquent de tout surtout du sentiment de sécurité sont décuplés à cause de la vague de froid qui frappe en cette fin d'année l'enclave en ruines. Les exactions des sicaires de Netanyahou continuent à être commises. Dans le désintérêt des médias qui ont trouvé un sujet plus vendeur avec la Syrie et la chute de Al Assad. La banalisation du génocide du peuple palestinien ! Un carnage sans précédent dans l'histoire contemporaine des conflits, qui a fait plus de 44.000 morts et plus de 105.000 blessés. Sans compter les survivants précarisés, la destruction des habitations et autres édifices, les hôpitaux saccagés les coupures permanentes d'eau et d'électricité, l'entrave à la délivrance d'aide humanitaire, la famine, et toutes les autres formes d'humiliation et d'arbitraire. Peuplant la Toile, les images des survivants constamment en sursis à cause des bombardements incessants sont insoutenables. Ceux qui sont en vie sont handicapés et traumatisés à jamais... Petits corps mutilés, ensan-



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank
Croire en vous



580.000

PORTEURS DE PROJET
ET TPE ACCOMPAGNÉS GRATUITEMENT

أنا معك

Pour Attijariwafa bank, Ana Maak, c'est bien plus qu'une promesse, c'est un engagement quotidien auprès de tous les porteurs de projet et TPE, clients et non-clients.

Pour vous, Attijariwafa bank a créé Dar Al Moukawil, un dispositif gratuit de soutien, d'accompagnement, de formation et d'information.

À ce jour, **580 000 porteurs de projet**, commerçants, artisans, très petites entreprises en ont bénéficié gratuitement.

Vous aussi, profitez de notre accompagnement dans **les centres Dar Al Moukawil** ou sur **daralmoukawil.com**

Spécial
FIN D'ANNÉE

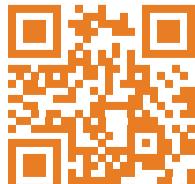
2024

**GAZA, LES IMAGES DE
L'INHUMANITÉ...**





CRÉDIT MOUJOUD **UN PRÊT QUI S'ADAPTE** **À VOS BESOINS**



SUIVEZ-NOUS

Avec CRÉDIT MOUJOUD de la Banque Populaire, financez vos projets en toute simplicité et bénéficiez de nombreux avantages : taux préférentiel et durée de remboursement flexible et même la possibilité d'un différé de remboursement.
Effectuez votre demande facilement via l'application mobile Pocket Bank ou rendez-vous directement dans l'agence Banque Populaire la plus proche.

POUR PLUS D'INFORMATION, Veuillez contacter le Centre de Relation Client au 2121

Janvier 2024 Opération libération du littoral



Mettre de l'ordre dans le domaine maritime était devenue une urgence.

Ce mois de janvier 2024 a été inscrit pour le Maroc atlantique et méditerranéen sous le signe des démolitions. Cafés, restaurants, maisons, petites auberges, écoles de surf et autres kiosques... Tout passe et fracasse sous les godets impitoyables des pelleteuses dont le bruit couvre les protestations des occupants.

Il s'agit d'une série d'opérations bulldozer encadrées sur le terrain par les représentants des autorités locales, des élus et la force publique. Ils ont reçu pour ordre de libérer le domaine maritime occupé illégalement par diverses constructions implantées notamment sur le littoral de nombre de sites relevant de deux grandes régions : Souss-Massa et Casablanca-Settat. Deux

régions qui ont changé de Wali, Saaid Amzazi pour la première et Mohamed Mhidia pour la seconde. Si le démantèlement des habitations anarchiques autour du Mausolée Sidi Abderrahmane à Aïn Diab n'a pas suscité d'émotion particulier dans l'opinion où elle a même été saluée, tel n'a pas été le cas pour le restant des localités visées : la plage d'Imsouane située à 70 km au nord d'Agadir, le petit village de pêcheurs de Tifnit, juché sur une pointe rocheuse à 45 km au Sud d'Agadir en allant vers Tiznit et Dahomey Plage à proximité de Bouznika, accessible à seulement 40 minutes de Rabat et de Casablanca. Les maisons en front de mer de Imsouane et de Dahomey, ainsi que les échoppes et les clubs de surf du rivage, ont été transformés en tas de gravats. Le

ciblage de ces endroits à vocation touristique a eu un retentissement médiatique énorme aussi bien dans la presse locale que les médias étrangers. Paradis pour surfeurs de renommée internationale, prisé notamment par les touristes hexagonaux, Imsouane a eu droit à des articles dans la presse française. Après des consignes orales des autorités locales, il y a une semaine, une mise en demeure de quarante-huit heures a été lancée aux occupants pour vider les lieux. Ces derniers sont à la fois scandalisés et choqués. Qui par la disparition brutale de sa demeure, qui de son gagne-pain.

Certains ont dénoncé le caractère brusque et hâtif de la démarche des responsables, essentiellement dans la province de Chtouka-Aït Baha dans le Souss (Sidi Ifni, Sidi Taoual, Sidi Ouassay, Sidi R'bat, Douira). Il fallait sans doute donner plus de temps aux concernés et offrir une alternative viable à ceux qui ont perdu brutalement leur gagne-pain. C'est dans le même cadre de libération du domaine maritime que s'est inscrite l'opération de démolition intervenue vendredi 13 janvier du fameux mausolée Sidi Abderrahmane et des constructions anarchiques alentour utilisées pour des activités de sorcellerie et de charlatanisme. Une grosse tache noire sur le littoral casablancais a été ainsi supprimée, à la grande satisfaction des habitants. ●

Janvier 2024 Les Lions de l'Atlas ratent la CAN



Le déception était grande.

Les Marocains se sont réveillés avec la gueule de bois après la défaite amère des Lions de l'Atlas dès les huitièmes de finale mardi 30 janvier face aux Bafana Bafana de l'Afrique du Sud (2-0) qui ont exploité les faiblesses de leurs adversaires.

Dans un scénario cruel mais prévisible, le Maroc a quitté pour la énième fois la Coupe d'Afrique des nations par la

petite porte. A la grande déception du public qui a cru que son équipe pouvait cette fois-ci aller loin dans la compétition. Par la seule magie de son épope du mondial qatari de 2022 où elle était la première équipe africaine et arabe à arriver au stade des demies-finales. Belle illusion sur toute la ligne. En trébuchant contre l'Afrique du sud, le Onze national a échoué à confirmer ce statut très enviable, en montrant par la

même occasion que sa performance historique n'était peut-être qu'une petite parenthèse glorieuse. Retour sur terre après que les supporters ont vécu sur un petit nuage. Réveil brutal et douloureux. La réalité footballistique nationale a vite repris ses droits. Quelques petits tours et puis s'en vont. Ainsi font, font, font, les Lions de l'Atlas que certains médias trop complaisants ont trop célébrés et survendus. Un pas en avant et deux en arrière puisque les coéquipiers de Achraf Hakimi ont fait moins bien que lors de la CAN 2021 qu'ils ont quittée en quarts de finale suite à leur défaite face à l'Egypte (2-1).

Malgré la sortie des Lions de l'Atlas dès le 1/8 de finale de la CAN 2023 remportée par la Côte d'Ivoire, la Fédération royale marocaine de football (FRMF) a décidé de renouveler sa confiance au sélectionneur Walid Regragui. Cette décision a été annoncée dans un communiqué rendu public lundi 5 février où elle a exprimé sa volonté de « mobiliser tous les moyens à même d'assurer à l'équipe nationale le plein succès ». La CAN 2025 qui se joue au Maroc sourira-t-elle aux Lions de l'Atlas qui n'ont pas remporté le sacre africain depuis 1976 ? ●

28 février 2024

Asmaa Rhlalou démissionne



L'ex-maire de Rabat.

Cible d'une vive contestation aussi bien de la majorité que de l'opposition, la maire RNI de Rabat, Asmaa Rhlalou, a remis sa lettre de démission, mercredi 28 février 2024, moins de trente mois après son élection en septembre 2021. Une page communale chaotique est tournée avec l'élection le lundi 25 mars à sa place de Fatiha El Moudni, issue du même parti qu'elle, qui occupait jusque-là le poste de secrétaire du conseil communal. Les désaccords entre l'ancienne maire et les quelque quatre-vingts conseillers municipaux de la ville s'accumulent depuis plus de deux ans.

Plus largement, les élus reprochent à Mme Rhlalou une gouvernance « sans concertation » et des prises de décision « unilatérales ». Fait rare, ses rapports avec le wali étaient jugés tendus. La grogne fut telle qu'elle gagna jusqu'aux rangs de la majorité au conseil communal, conduisant à une situation de blocage inédite. Le 20 février, la mairie de Rabat fait encore l'actualité, rubrique fait divers ! Un groupe de conseillers de la majorité (RNI, Istiqlal et PAM) venus déposer au bureau d'ordre de la commune une demande en vue de la tenue d'une session extraordinaire signée par 65 membres, ont été victimes d'actes de violence physiques et d'intimidation perpétrés par des élus proches de la maire frondeuse.

Imperturbable, Asmaa Rhlalou persiste et signe, multipliant les provocations, les cas de népotisme et de mauvaise gestion. Les décisions cavalières comme cette décision unilatérale de virer de 10 millions de DH du budget communal sur le Fonds spécial pour la gestion des effets du séisme d'Al Haouz. Sans concertation aucune avec les membres du conseil de la ville. ●

Mars 2024 Brahim Diaz dans la tanière des Lions de l'Atlas



Une bonne prise pour l'équipe nationale.

Après une hésitation qui a duré plusieurs mois, Brahim Diaz a finalement fait son choix. C'était le mercredi 14 mars 2024. Ce sera le Maroc dont il a décidé de porter le maillot, mettant ainsi fin à un long suspense. Né en Espagne d'un père marocain et d'une mère espagnole, le jeune milieu offensif du Real Madrid de 24 ans dont la FIFA vient de valider le changement de nationalité, figurera dans la liste des Lions de l'Atlas pour les rencontres amicales face à l'Angola et la Mauritanie lors de la prochaine trêve. Si les responsables de la FRMF ont déployé des trésors d'énergie et de charme pour convaincre le madrilène de choisir son pays d'origine, rien véritablement de tel du côté de leurs homologues espagnols qui n'ont pas montré qu'ils tiennent à ce que Diaz joue pour la Rioja. Tout le contraire de son compatriote Lamine Yamal pour lequel la fédération espagnole a bataillé pour qu'il reste dans le giron du football ibérique. D'où sa réaction qui serait

empreinte de colère et de dépit? Diaz pour le Maroc, Yamal pour l'Espagne. Match nul entre deux grands pays voisins et amis unis par une communauté de destin, l'amour du football et la coupe du monde 2023... ●

Juin 2024 Le Roi Mohammed VI ordonne un recensement de la population

Le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), qui s'est déroulé du 1er au 30 septembre 2024, a fait l'objet d'une lettre adressée le 20 juin par le Roi Mohammed VI au chef du gouvernement, Aziz Akhannouch. Dans sa lettre d'orientation, le souverain, a souligné l'importance stratégique de ce recensement, le 7ème du genre depuis 1960. Celui-ci va permettre à travers les données collectées auprès des ménages d'avoir une vision claire de l'état de la nation sur le plan socio-économique et démographique, tout en anticipant les besoins de la population pour les années à venir dans des domaines aussi essentiels que l'éducation et la santé. Il s'agit donc d'un outil de développement et de prospective, d'une opération qui, par la multitude et l'importance des données et des indicateurs qu'elle génère, constitue une aide précieuse à la concrétisation de notre projet de société et au bon déploiement de notre modèle de développement, bâti sur les principes de démocratie politique, d'efficacité économique, de développement humain et de cohésion sociale et territoriale », a précisé d'emblée le chef de l'État qui ajoute à l'adresse du chef du gouvernement : « Il ne t'échappe guère, au regard des objectifs poursuivis, l'importance stratégique de cet événement décennal qui intéresse la nation toute entière



SM le Roi Mohammed VI.

et au-delà : institutions nationales et internationales, acteurs politiques, syndicaux et économiques, société civile, et plus encore, familles marocaines et l'ensemble des résidents étrangers ». Et le souverain d'exhorter « le ministre de l'intérieur, le Haut-Commissaire au plan et l'ensemble des walis et gouverneurs à veiller à une organisation opérationnelle optimale de ce recensement dans le respect des délais impartis et en étroite coordination avec les autres intervenants sur le terrain. » ●

Juillet 2024 Boudrika, fuite et fin

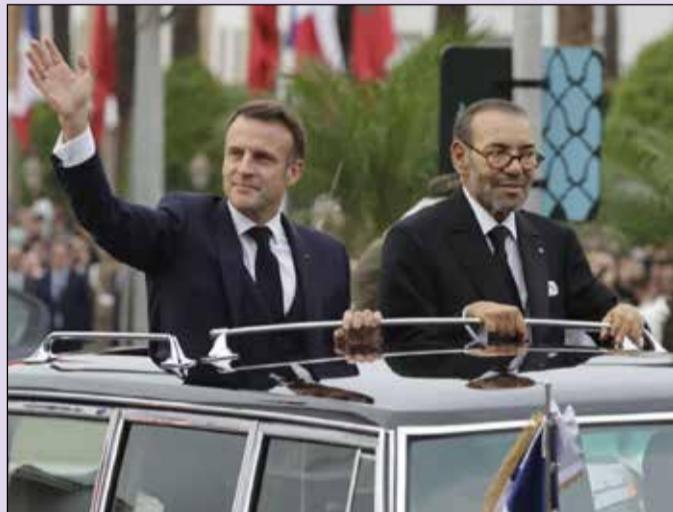


Une vraie galère...

Fin de cavale pour Mohamed Boudrika. Le président du Raja est tombé le 17 juillet à Hambourg en Allemagne où il a débarqué en provenance des Emirats-arabes unis où il était en fuite pour rencontrer le coach allemand de l'équipe du Raja Josef Zinnbauer. Mal en a pris à Boudrika qui collectionne les déboires. Objet d'un mandat d'arrêt lancé par les autorités marocaines pour son implication présumée dans une affaire de faux et usage de faux en relation avec son business immobilier, destitué par la justice le 6 mai 2024 de la présidence du Conseil de l'arrondissement Mers Sultan à Casablanca et viré de la chefferie du Raja dans la foulée de son arrestation, le passager n'a pas pu franchir les portes de l'aéroport. Celui qui a longtemps nié être en état de fuite, arguant qu'il s'est rendu à l'étranger pour y effectuer une opération du cœur (en fait un séjour médical factice) n'a pas réussi à dribbler les policiers allemands. Mise en garde-à-vue immédiate du suspect dans l'attente de son extradition au Maroc qui n'a toujours pas eu lieu.

La nouvelle, qui s'est répandue comme une traînée de poudre, a fait vaciller sur ses bases le club-phare de Casablanca. Ce n'est pas là le scénario rêvé pour un club qui venait alors de remporter un double sacre, championnat et coupe du Trône, et qui se préparait pour conquérir de nouveaux titres notamment à l'échelle continentale. Mais la tâche se complique pour les Verts après leur défaite en ligue des champions dimanche 15 décembre 2024 face au club Sud-africain Mamelodi Sundowns. ●

30 juillet 2024 La France reconnaît enfin la marocanité du Sahara



Des retrouvailles après une longue brouille entre pays amis.

Ce mardi 30 juillet 2024 marque le 25ème anniversaire de l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI. Et c'est ce jour de fête que le président français Emmanuel Macron a choisi dans une symbolique politique évidente pour annoncer dans une lettre au souverain la décision de Paris d'officialiser sa reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur son Sahara.

Attendue depuis longtemps, dans l'air depuis quelques mois, l'évolution de la position française sur le dossier de l'intégrité territoriale du Maroc est significative et importante, selon les adjectifs employés par le Cabinet royal.

Dans sa lettre, M. Macron reconnaît en effet que le plan marocain d'autonomie présenté par Rabat en 2007 est « la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ». Le chef de l'État français ajoute que « le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine ». Une position franche, claire et précise qui rompt avec l'ambivalence de la France qui se contentait jusqu'ici de considérer le plan marocain d'autonomie comme « une base de discussion sérieuse et crédible » et pas la « seule ». Cette ambiguïté accompagnée de surcroît d'un rapprochement franco-algérien a fini par indisposer profondément le Maroc qui le fait payer à son principal allié d'une longue crise diplomatique, pénalisante à plus d'un titre pour la France, qui enfanta quelques séquences spectaculaires dont le refus par les autorités marocaines de l'aide française dans la foulée du séisme d'Al Haouz.

La France était en train de perdre le Maroc sans gagner véritablement l'Algérie, se sont émus bien des responsables français alarmés par les postures diplomatiques hasardeuses du locataire de l'Élysée...

Pour sceller ces retrouvailles historiques et retisser des liens privilégiés profondément distendus par trois ans de brouilles, le président français a effectué une visite de 3 jours (28-30 octobre) à Rabat où il a été accueilli en grande pompe par SM le roi Mohammed VI. Le point d'orgue de ce déplacement aura été le discours de Macron devant les deux Chambres du Parlement où il a réaffirmé la reconnaissance française de la marocanité du Sahara en indiquant que le plan d'autonomie marocaine est la seule base de discussion pour une solution durable et négociée.

A cette occasion, les deux pays ont conclu plusieurs accords institutionnels et des contrats d'investissement dont le montant global atteindra « jusqu'à 10 milliards d'euros », avait annoncé la présidence française. ●

Fête du Trône 2024

Le Roi Mohammed VI gracie plusieurs journalistes

Al'occasion de la Fête du Trône, qui marque cette année le 25ème anniversaire de son intronisation, SM le Roi Mohammed VI a accordé le 30 juillet 2024 sa grâce à 2.476 prisonniers, dont certains sont en détention et d'autres en liberté, condamnées par différents tribunaux du Royaume, indique un communiqué du ministère de la Justice. Parmi les personnes graciées figurent des journalistes : Omar Radi, Taoufik Bouachrine et Souleiman Raissouni et les youtubers Mohamed Reda Taoujni et Youssef El Hirech. La grâce a bénéficié aussi à des journalistes et activistes poursuivis en état de liberté. Il s'agit de Afaf Barani, Imad Stitou et Hicham Mansouri. A noter que la grâce royale est intervenue le même jour de la confirmation par la Cour d'appel de Casablanca de la peine de 4 mois de prison ferme prononcée il y a quelques mois à l'encontre de l'animateur vedette de Hit Radio Mohamed Bousfiha, dit Momo. Ce jugement est en relation avec l'affaire de l'auditeur coupable, selon la justice, de simulation d'un vol de son téléphone portable en direct pendant l'émission « Momo Ramadan Show ». ●



Mercredi 28 août 2024 Karim Mosta boucle son périple à vélo Casablanca-Pékin



Après son arrivée à Pékin.

Relier Casablanca, sa ville natale, à Pékin, la capitale chinoise, à vélo et en solitaire s'il vous plaît, ce n'est pas de la tarte ! C'est un périple de tous les dangers. Mais Karim Mosta, sportif hors pair, l'a fait, relevant le défi monumental qu'il s'était lancé en février dernier en démarrant son très long voyage. A la seule force de ses mollets, il a parcouru 15.370 km en 204 jours. Avant d'arriver à destination, mercredi 28 août 2024, où il a été accueilli en héros, il a traversé pas moins de 15 pays issus de trois continents : Afrique, Europe et Asie. Un exploit digne des grands aventuriers que l'histoire retiendra ! Au compteur, Karim Mosta affiche 69 ans qu'il ne fait pas évidemment. Un physique de grand athlète. Mais surtout quelle énergie, quel mental d'acier, quelle détermination, ce Karim Mosta ! « J'ai affronté la pluie, les inondations, le froid, la neige, la chaleur accablante, le désert, les tempêtes de sable, les routes difficiles, et la fatigue. Sans oublier les montagnes et les nombreux dénivelés, j'ai traversé des steppes et des forêts, affronté la solitude, le danger des chiens, le manque de ma famille, les routes et les tunnels difficiles, ainsi que les problèmes mécaniques de mon vélo », écrit-il dans son communiqué de presse. « J'ai également dû dormir chaque nuit dans un endroit différent, souvent dans ma tente au cœur des forêts. Il a fallu m'adapter aux différents types de nourriture que je trouvais sur ma route, ainsi qu'au décalage horaire, aux langues, aux monnaies, et aux comportements variés de chaque pays traversé, tout en restant vigilant face aux dangers de la circulation et aux agressions potentielles », ajoute ce sportif d'exception, déjà double vainqueur de la coupe d'ultra-marathon. Toujours en mouvement, ne sachant pas s'arrêter, il ne vit que pour pousser les limites du possible. Lors de son aventure extraordinaire, il a bravé toutes les difficultés imaginables, sans jamais douter de sa capacité à aller jusqu'au bout de son rêve. Celui de partir sur les traces d'un compatriote pionnier du 13ème siècle, Ibn Battouta, qui se rendit en Chine à pied depuis sa ville natale, Tanger. Mission accomplie. Karim Mosta a immortalisé cette séquence historique émouvante en posant, le visage fier aux côtés de la statue du grand explorateur installée au musée de Quanzhou. ●

14 août JO de Paris : El Bakkali décoré par le souverain

Sur le Roi Mohammed VI a reçu, mercredi 14 août 2024 au Palais Royal à Tétouan, l'athlète Soufiane El Bakkali, médaillé d'or du 3.000 m steeple masculin lors des Jeux Olympiques de Paris 2024. A cette occasion, le Souverain a décoré le champion du Ouissam Al Arch de l'Ordre de Commandeur. Cette audience, qui s'est déroulée en présence du président de la Fédération royale marocaine d'athlétisme (FRMA), Abdeslam Ahizoune, traduit la Haute sollicitude dont Sa Majesté le Roi, entouré constamment les jeunes et l'intérêt particulier qu'elle accorde au secteur du sport, toutes disciplines sportives confondues. Soufiane El Bakkali a réalisé une prouesse historique en conservant son titre pour la deuxième fois consécutive après l'édition des JO de Tokyo 2020. ●



El Bakkali, un champion en or.

Septembre 2024 Migration irrégulière : alerte à Sebta



Un assaut déjoué par les autorités marocaines.

De mémoire de Marocain, on n'a jamais vu une telle mobilisation sécuritaire. Un convoi interminable de véhicules des forces de l'ordre (police, gendarmerie, armée) s'est déployé dimanche 15 septembre 2024 autour de Sebta et Fnideq. Objectif : déjouer une tentative d'immigration collective sans précédent par son ampleur vers le préside occupé. Une expédition migratoire qui aurait été déclenchée par de mystérieux appels diffusés avec

insistance sur les réseaux sociaux. Selon des rumeurs officieuses, il s'agirait d'une entreprise malveillante orchestrée par les services algériens qui auraient utilisé le phénomène migratoire comme une arme pour déstabiliser le Maroc et le mettre en difficulté vis-à-vis de son ami espagnol. Mais la vigilance et le professionnalisme des forces de l'ordre ont fait avorter cette action dont les images ont fait le tour des réseaux sociaux. Mission accomplie côté sécuritaire à coups d'arrestations dans les rangs de milliers de candidats au départ parmi lesquels figurent de nombreux mineurs marocains mêlés à des subsahariens et des Algériens. Mais sur le plan politique, le problème, manipulation mal intentionnée ou pas, reste entier, renvoyant aux décideurs l'extrême détresse matinée de révolte d'une bonne partie de la population marocaine. Des jeunes et moins jeunes désœuvrés et paumés, sans perspectives d'avenir, rongés par un désespoir social si fort qu'ils voient dans l'immigration, qu'ils sont prêts à tenter au péril de leur vie, la dernière chance pour s'en sortir et aider leurs familles. Sans raisons d'espérer, ils sont nombreux à s'accrocher à ce fil tenu qu'est la migration comme à une bouée de sauvetage dans une mer très agitée. ●

Septembre 2024 Tata dévasté par des inondations

Au mois de septembre 2024, le sud-est du Maroc, notamment la province de Tata, a connu des pluies torrentielles qui ont provoqué, à certains endroits, la crue des oueds ainsi que des inondations aux conséquences dévastatrices pour les habitants et leurs maisons en pisé. D'un côté, ces intempéries exceptionnelles, nonobstant l'ampleur des dégâts humains et matériels provoqués, ont apporté des flux d'eau précieux à une région désertique particulièrement affectée par la sécheresse. De l'autre, elles ont de nouveau révélé au grand jour l'extrême vulnérabilité de cette partie du Maroc dont les séquelles de la catastrophe rappellent un peu celles du séisme d'Al Haouz de septembre 2023. C'est le même Maroc géographique avec un habitat fragile (en pisé) identique, où vit une population aux prises avec le dénuement, qui a été dévasté par le déchaînement des éléments. Ce Maroc-là, qui commence depuis les contreforts des montagnes de l'Atlas et s'étire jusqu'à Oued Draa dans l'Anti-Atlas, continue de souffrir de marginalisation, ne bénéficiant que dans proportions marginales des fruits de la croissance. Situé à environ 280 kilomètres au sud-est d'Agadir, Tata, province la moins lotie de la région Souss-Massa, a payé un lourd tribut à ces violentes averses orageuses en dégâts aussi bien humains que matériels. Faute de barrage, l'essentiel des précipitations tombées en montagne notamment dans la commune de Tamanart se sont déversées dans l'atlantique après avoir copieusement irrigué le lac Iriki, à Foum Zguid, longtemps victime d'assèchement. Cette zone oasis qui va de Tata jusqu'à Errachidia en passant par Ouarzazate, Zagora et Tafilet a besoin d'un véritable plan de développement (une espèce de plan Maroc ruralité) pour, d'un côté, compenser l'agonie des palmeraies,



Une région pauvre et marginalisée.

naguère principale source de subsistance des habitants, rongés par la maladie du Bayoud et la rareté des pluies et permettre, de l'autre, à ces territoires de tirer profit de leur potentiel sous-exploité jusqu'ici. Eu égard aux paysages à couper le souffle dont regorge le grand sud, les activités alternatives sont offertes par le tourisme qu'il faudra développer davantage en introduisant la formation touristique dans les villages et par le financement des projets concourant à la création de l'emploi et à la valorisation du savoir-faire local, notamment artisanal. Les crues phénoménales de Tata ont montré aussi la nécessité d'adapter le bâti rural en terre cuite de l'Anti-Atlas au changement climatique qui représente une menace pour la biodiversité et un véritable danger pour les populations. Comment ? en y introduisant des techniques de constructions solides tout en veillant sur l'interdiction de faire ériger des maisons en bordure des oueds. ●

Octobre 2024 Le gouvernement autorise l'importation des viandes rouges



Les prix ont atteint des sommets...

se livrent les importateurs des animaux vivants. Ce sont eux qui ont mis le feu aux prix des viandes en n'alimentant le marché de l'abattage qu'en doses homéopathiques de telle sorte d'organiser la rareté qui a conduit au renchérissement actuel. «Le comportement de ces profiteurs de la crise qui s'enrichissent de manière indue sur le dos du consommateur est scandaleux surtout qu'ils ont bénéficié de plusieurs exonérations de taxes à l'import», explique une source agricole qui n'écarte pas la possibilité de les obliger à restituer les avantages financiers dont ils ont bénéficié au titre des exonérations fiscales. ●

Pour agir à la baisse sur les prix des viandes rouges qui ont atteint des niveaux astronomiques, pesant très lourd sur le pouvoir d'achat de la population, le gouvernement a donné le feu vert pour l'importation « dans une durée limitée » des viandes rouges, congelés ou réfrigérés. Dans une décision en date du 15 octobre 2024, l'ONSSA a précisé les pays d'importation. Pour les viandes ovines et caprines, il s'agit des pays de l'Union européenne, Andorre, Albanie, Argentine, Australie, Canada, Chili, États-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle Zélande, Russie, Serbie, Singapour, Suisse et Uruguay. Quant aux viandes bovines, l'autorisation d'importation inclut, en plus des pays en question, le Brésil, le Paraguay et l'Ukraine. Les importateurs sont tenus de fournir aux services concernés le certificat d'abattage rituel halal fourni par les organismes issus des pays d'origine de la marchandise. Derrière la décision d'ouvrir les vannes d'importation des viandes étrangères se cache la volonté gouvernementale de casser le monopole et la spéculation auxquels

C'est l'une des crises les plus longues qui a secoué le secteur de l'enseignement supérieur au Maroc. Celle de la grève des étudiants en médecine et pharmacie. Après 11 mois de boycott des cours et des examens, les grévistes ont décidé de suspendre leur mouvement qui a paralysé les facultés de médecine et de pharmacie. Un accord, facilité par le Médiateur, a été signé le 8 novembre 2024 entre le Comité national des étudiants en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire avec le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la Santé et de la Protection sociale. Il convient de signaler que cette sortie de crise est intervenue dans la foulée du remaniement gouvernemental du 23 octobre 2024 qui a vu le départ



Une crise qui aurait pu être évitée...

16 décembre 2024

La FIFA ouvre un bureau permanent à Rabat



Un accord qui met le Maroc au cœur du foot mondial.

Après la cérémonie des CAF Awards 2024 qui a eu lieu lundi 16 décembre 2024 au Palais des Congrès de Marrakech, un autre événement a mis en vedette le football continental : la signature officielle de l'accord pour l'installation du nouveau siège de la FIFA à Rabat. Côté marocain, cet accord a été signé par le chef du gouvernement Aziz Akhannouch, le président de la FRMF Fouzi Lekjaa et le patron de la Fifa Gianni Infantino. A l'issue de cette cérémonie, ce dernier a exprimé sa satisfaction : « Je tiens à remercier le gouvernement. Je tiens à remercier le Maroc et tous les Marocains. C'est ici que nous tracerons l'avenir du football africain, ensemble. Nous écrirons des chapitres fascinants du futur du football africain. Je suis certain qu'en ensemble, nous donnerons à l'Afrique le succès qu'elle mérite ». Certains observateurs locaux voient dans le choix de la FIFA d'implanter son siège continental au Maroc la montée en puissance du Maroc dans les affaires du football mondial.

A rappeler que la FIFA dispose depuis 2021 d'une représentation à Paris, en France et ouvert en août 2024 des bureaux (section juridique) à Miami, aux États-Unis. En novembre 2023, l'instance du foot mondial a inauguré un antenne à Jakarta, en Indonésie. ●

Novembre 2024

Fin de la plus longue grève étudiante ...

des deux ministres de tutelle, Abdellatif Miraoui (Enseignement supérieur) et Khalid Aït Taleb (Santé et Protection sociale) qui ont été incapables de trouver un arrangement avec les futurs praticiens. Bien au contraire. Sous leur mandat, le mouvement s'est radicalisé en s'enlisant dans un bras de fer préjudiciable qui aurait pu être évité. La principale revendication des étudiants portait sur la suppression de la décision gouvernementale de 2022 qui a réduit le nombre d'années d'études de 7 à 6 ans. Une décision de nature, selon eux, à rejouer sur la qualité de la formation médicale à un moment où il y a besoin d'en améliorer le contenu notamment par les stages cliniques. Le compromis approuvé, sous l'égide du Médiateur, par les nouveaux ministres, Azzedine El Midaoui et Amine Tahraoui, fixe la durée de la formation à 7 ans pour les étudiants de la 5ème, 4ème, 3ème et 2ème années, et à 6 ans, avec une année optionnelle et hausse du volume horaire pour les étudiants de 1ère année. Falait-il gâcher une année scolaire pour arriver à cette solution qui était pourtant évidente ? ●

Ils nous ont quittés en 2024

Me Abdelaziz Benzakour, avocat (1943-1984)

L'ancien Médiateur du Royaume, Abdelaziz Benzakour, est décédé, mardi 2 janvier 2024, à Casablanca, des suites d'une longue maladie, à l'âge de 81 ans. Avocat au Barreau de Casablanca, agréé auprès de la Cour de Cassation, maître Abdelaziz Benzakour a présidé l'Institution du Médiateur de 2011 à 2018.

Fort de ses compétences juridiques et de sa culture du compris, il a siégé au sein de plusieurs instances nationales et internationales comme l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Arbitre agréé auprès de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale-Maroc et membre fondateur de l'Organisation Marocaine des Droits Humains, le défunt a également exercé des fonctions associatives, il fut président de l'association des Ombudsmans de la Méditerranée et 1er vice-président de l'association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie.



Mohamed Bensaïd Aït Idder, homme politique (1er juillet 1925- 6 février 2024)



C'est le dernier des nationalistes et des hommes politiques de la première heure qui a tiré sa révérence, à l'âge de 98 ans, dans la matinée du mardi 6 février 2024, à Rabat. Il s'agit de Mohamed Bensaïd Aït Idder, figure emblématique de la gauche marocaine qui s'est distinguée par son "refusnisme". C'est-à-dire son refus de participer au gouvernement que ses amis politiques, notamment l'USFP et le PPS, avaient fini par rejoindre dans le cadre de l'alternance octroyée en 1998 conduite par Abderrahmane Youssoufi. Un parfait exemple de résistance. Pas seulement contre l'occupation mais aussi à la

tentation du pouvoir. L'ex-patron de l'ex-OADP (Organisation de l'action démocratique populaire), un mouvement d'extrême-gauche, a limité le cadre de sa participation politique au Parlement où il a été député pendant 23 ans de sa province natale, Chtouka Aït Baha dans la région d'Agadir. Ce fut, paix à son âme, un homme de principes et de convictions, respecté de tous, qui était persuadé que le Maroc de Hassan II n'avait pas encore atteint le niveau de démocratie souhaitable pour qu'il intègre pleinement le jeu politique. En 1996, l'OADP, pourtant membre de la Koutla démocratique, n'a-t-elle pas refusé de voter pour la constitution révisée, estimant que le texte ne répondait pas aux aspirations démocratiques du pays ? Ce refus a eu comme conséquence d'accentuer la marginalisation de l'OADP sur l'échiquier politique et d'aggraver les dissensions internes entre le courant des "participationnistes" et la mouvance des »refuzniks ». Pilier parmi les piliers de l'Armée de libération dans le sud du Maroc et membre du parti de l'Istiqlal à la fin des années 40 puis membre fondateur de l'UNFP en 1959, feu Aït Idder avait comme compagnons de route Abdallah Ibrahim et Fkhi Basri, Mehdi Ben Barka et Abderrahmane Youssoufi. Il vit longtemps en exil en France suite à sa condamnation en 1963 dans le cadre du procès de Marrakech intenté contre les figures de l'UNFP et ne rentre au bercail qu'en 1981 après une amnistie politique décrétée par le roi défunt. Il fonde alors en 1983 avec un aréopage de camarades l'OADP dans la foulée de la légalisation du Mouvement d'extrême-gauche de 23 mars. Bensaïd en restera secrétaire général jusqu'aux années 2000 et le seul député représentant son parti avant de fusionner en 2005 avec d'autres groupuscules gauchistes pour donner naissance au Parti socialiste uniifié (PSU). Ceux qui ont connu et côtoyé Mohamed Bensaïd Aït Idder, qui a vécu modestement à Casablanca auprès de sa famille, en gardent le souvenir d'un homme simple et accessible, qui n'aime pas les conflits, très attaché à ses principes qu'il n'était pas prêt pour rien au monde à négocier.

Certains ont vu dans ses positions tranchées l'expression d'un entêtement politique contreproductif et une forme de radicalité stérile. Reste que ce résistant de valeur, décoré par S.M le Roi Mohammed VI en juillet 2015 qui a publié ses mémoires en 2019, a marqué son époque par sa vision désintéressée de l'engagement politique qu'il considérait comme un moyen pour changer le cours des choses et non pour changer à titre personnel de situation sociale.

Gabriel Banon, homme d'affaires et consultant (6 janvier 1928-26 février 2024)

Gabriel Banon est décédé dans la nuit du dimanche 25 à lundi 26 février 2024, à Casablanca. Il était âgé de 96 ans. Économiste, chroniqueur et consultant international, l'homme qui a traversé le siècle a été inhumé, mardi 27 février, dans le cimetière juif de Ben M'sick à Casablanca, sa ville natale, où est enterrée son épouse. Gabriel Banon, qui partageait sa vie entre le Maroc, la France, les États-Unis et la Suisse, a eu un destin fabuleux. Il a conseillé les grands de ce monde comme le président palestinien Yasser Arafat qui en a fait son conseiller économique en chef juste après les accords d'Oslo, les anciens présidents français Gorges Pompidou, Jacques et le président américain Gerald Ford. De ses diverses missions auprès des personnalités politiques internationales les plus en vue, il en a tiré une connaissance approfondie du monde et de son fonctionnement, ses enjeux complexes et souvent obscurs. Un savoir politique et géopolitique impressionnant qui transparaissait dans ses chroniques et écrits dans les médias nationaux, notamment Maroc Hebdo International qui était le premier journal à lui ouvrir ses colonnes à la fin des années 90. Ce qui distinguait le plus cet homme taillé en athlète. Gaby pour ses amis, c'était son rire et son sourire inimitables qui dégageaient une grande bonhomie et une énergie phénoménale. Titulaire d'une licence en droit, lauréat de l'école polytechnique de Oslo, feu Banon était très attaché à ses racines marocaines, fier de son pays qui a toujours illuminé son cœur jusqu'au dernier souffle.



"c'était un grand esprit, cultivé, affectueux, fidèle en amitié, militant pour la paix et la liberté, avec un engagement d'un Marocain pour le Maroc et ses fondamentaux dont son intégrité territoriale avec un lobbying infatigable, discret et constant..." écrit Mustapha Sehimi dans la nécrologie publié sur le site quid.ma.

Abdou Cherif, chanteur (26 août 1966- 8 mars 2024)



Abdou Cherif était attendu vendredi 8 mars 2024 au complexe cinématographique Megarama à Casablanca pour une soirée musicale à l'occasion de la journée de la femme. Un concert qui devait lui permettre de renouer avec ses fans. Mais le destin en a décidé autrement, le chanteur marocain succombera le jour même à une crise cardiaque. Il était âgé de 52 ans. La nouvelle de sa disparition brutale a attristé ses fans au Maroc et à l'étranger. Artiste talentueux, Abdou Cherif a acquis une immense popularité auprès d'un large public au Maroc et au-delà dont il conquis le cœur .

Il doit sa célébrité notamment à son interprétation magistrale des grands noms de la chanson arabe comme Oum Kaltoum et Abdelhalim Hafez.

Le défunt avait fait sensation dans les années 2000 sur la scène de l'Opéra du Caire en Égypte où il chanté du Abdelhalim. « Le nouveau Rossignol », surnom qui lui a été donné par un public subjugué, est né et il était Marocain natif de Casablanca.

Le paysage médiatique et cinématographique national a perdu mardi 26 mars 2024 l'une de ses figures de proue. Il s'agit de Fatima Loukili, une artiste dans l'âme, pionnière parmi les pionniers, qui a contribué avec son style distingué à façonner l'histoire de l'audiovisuel national tout en marquant de son empreinte le parcours du cinéma marocain.

Cette Meknassie de naissance venait de décrocher au début des années 80 un diplôme universitaire de philosophie et des sciences sociales. Mais sa véritable passion c'est l'écriture, le cinéma, l'information, les ondes, l'envie de transmettre quelque chose de fort au public. Avec ses multiples vocations, la jeune Fatima bouillonne de vie, déborde de talent. Elle veut crever le plafond. Sa vivacité d'esprit servie par une grande sensibilité et une belle aisance verbale sont ses meilleurs atouts qui lui ouvrent les portes du succès et de la notoriété. C'est dans la rédaction de la radio Medi1 fondée par Pierre Casalta en 1982 qu'elle fait ses premières armes en faisant montre de ses qualités dans le domaine de l'animation et de l'information. Déjà une star de la radio, Fatima Loukili décide de changer d'employeur et cède aux sirènes de la première chaîne de télévision marocaine RTM dont elle devient rédactrice en chef du desk arabophone après en avoir présenté le JT de 20h 30. La défunte entame au début de la décennie 90 une nouvelle expérience professionnelle à 2M où elle anime des débats politiques de l'heure en recevant des personnalités natio-



#DREAMAFRICA
#MEETMOROCCO

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



PAYEZ, CUMULEZ, ET VOYAGEZ AVEC PAY&FLY !

GAGNEZ VOS MILES EN RÉGLANT VOS ACHATS PAR CARTE



080 100 8100
BANKOAFRICA.MA

BANK OF AFRICA - S.A. au capital de 2 125 656 240 Dirhams - Établissement de crédit - Arrêté d'agrément n°2348-94 du 23 août 1994
- 140 avenue Hassan II - 20 039 Casablanca - Maroc - RC : 27129 Casa - N° IF : 01085112

nales et arabes de premier plan comme feu Yasser Arafat qu'elle interviewe en mars 1993. Parallèlement au métier d'informer, Fatima Loukili cultivait une autre passion, le cinéma, qui ne l'abandonnera jamais.

Fatima Loukili c'était la gentillesse incarnée, un bon cœur, le visage constamment ensOLEillé d'un large sourire. Avec cette étincelle qui brille au fond du regard, mélange d'innocence et de tendresse.

Réda Dalil, journaliste (3 mai 1978-19 mars 2024)

La presse nationale a été de nouveau endeuillée par le décès de Réda Dalil, le rédacteur en chef de Tel Quel. Journaliste talentueux, professionnel jusqu'au bout des ongles, homme d'une extrême courtoisie, notre confrère est parti, le 19 mars 2024, dans la fleur de l'âge, à 45 ans, succombant lors d'une opération chirurgicale pour soigner une maladie dont il se croyait définitivement remis. « Réda avait lutté contre une longue maladie en 2020. Il s'était rétabli avant de connaître une rechute et subir une intervention chirurgicale qui a connu des complications », a annoncé Tel Quel sur sa page Facebook. Sa disparition prématurée a plongé sa famille et ses amis dans une grande stupeur mâtinée d'une tristesse déchirante. « Réda avait lutté contre une longue maladie en 2020. Il s'était rétabli avant de connaître une rechute et subir une intervention chirurgicale qui a connu des complications », écrit Tel Quel sur sa page Facebook. Financier de formation, Feu Dalil quitte en 2008 son job dans une multinationale anglaise où ce natif de Casablanca se sent de plus en plus à l'étroit pour s'abandonner à sa vocation première, sa passion d'enfance : l'écriture. Le journalisme n'est pas loin, qui lui ouvre ses bras, lui offrant l'occasion de donner la pleine mesure de son talent. Celui qui fera ses premières armes dans les hebdomadiers Le Temps et Économie & Entreprises s'est également distingué comme romancier avec deux livres salués par la critique, « Le Job », qui lui a valu le prix de la Mamounia 2014, et « Best-Seller, œuvres conçues comme des satires sociales où il dénonce toute en finesse les travers et les paradoxes de la société marocaine.



Abdelaziz Nouidi, avocat



En militant engagé et sincère, Abdelaziz Nouidi a défendu la loi et le droit, la liberté d'expression et le pluralisme démocratique, jusqu'au dernier souffle. C'est en plein interview filmé dans les locaux du site Sawt Al Maghrib que cette figure du barreau de Rabat, ex-secrétaire général de Transparency Maroc et membre de l'USFP proche de Abderrahmane Youssoufi est décédée brutalement, jeudi 2 mai 2024, suite à un malaise cardiaque. Dans cet entretien diffusé à titre posthume par ses auteurs, le défunt a abordé, sous l'angle de la justice et du droit, une série de dossiers

de l'heure, notamment la situation politique du pays, le rôle central de la monarchie dans la conduite des réformes. Mais aussi ce qu'il qualifie d'irrégularités de procédure dans le procès pour diffamation intenté par le ministre de la Justice, à l'encontre de son client, le youtubeur Reda Taoujini, condamné récemment en appel à 4 ans de prison ferme après avoir écopé de deux ans en première instance. Les dernières confidences de presse de cet homme de convictions qui avait refusé en juillet 2014 la Légion d'honneur en guise de protestation contre le soutien de la France de François Hollande aux « massacres de la population palestinienne » par le colonisateur israélien sont tellement fortes qu'elles peuvent avoir valeur de testament politique.

Abdessadak Benaissa, journaliste (1961-2024)

L'une des voix arabophones emblématiques de Medi 1 s'est tue à jamais dimanche 26 mai 2024. C'est celle de Abdessadak Benaissa, journaliste et animateur talentueux qui a rejoint en 1981 la radio basée à Tanger, (ville dont il est natif) pour ne plus la quitter. C'est dans cette grande station radio dont l'histoire se confond avec la sienne qu'il a fait toute sa carrière. Une carrière de plus de 40 ans. Une vie. Des auditeurs de différentes générations ont grandi en écoutant sa grande voix. Travailleur infatigable, passionné par son métier, il gravit tous les échelons. Il est promu rédacteur en chef puis coordinateur des rédactions après avoir démarré, à l'âge de 20 ans, comme superviseur de la préparation et

de la diffusion des bulletins d'information. Décédé dimanche 26 mai à l'âge de 63 ans, feu Benaissa a développé son propre style, un style original et inimitable, notamment comme narrateur exceptionnel de faits divers spectaculaires puisés dans les registres policiers dans le cadre de l'émission « Milafat Boulissia » (dossiers policiers). On doit aussi à ce professionnel exigeant apprécié pour son extrême courtoisie des programmes à succès comme « Hariboun » (fugitifs), « Lahdat mina tarikh » (Moment de l'Histoire) ou Wojouh mina dil (figures de l'ombre). Abdessadak Benaissa était aussi une école à lui tout seul puisqu'il a partagé son expérience du journalisme radiophonique avec les jeunes qui ont débarqué au fil des années dans la rédaction.



Mustapha Dassoukine, comédien (14 juillet 1942-6 juillet 2024)



Avec la disparition de Mustapha Dassoukine samedi 6 juillet 2024 à l'âge de 82 ans suite à une longue maladie, la comédie marocaine perd l'une de ses grandes figures emblématiques. Un pilier de l'art dramatique parmi les piliers s'en va, laissant derrière lui une famille éprouvée et des amis artistes tristes et abattus. Ce natif du quartier Derb Soltane à Casablanca en 1942, a marqué plusieurs générations de Marocains par son art inimitable . Avec son sens de la repartie, son accent distinctif et son visage sympathique , il savait faire rire sans forcer son talent qu'il exerçait en duo avec son ami de toujours Mustapha Zaâri. Au cinéma, les deux artistes, qui ont conquis le cœur d'un large public au fil des années, ont joué ensemble dans plusieurs productions, comme « Feu vert » d'Abdellah Mesbahi (1974), « Le Tourbillon -Moi l'artiste » d'Abdellah Zerouali (1978), « La braise -Al jamra » de Farida Bourquia (1982) et « Hors zone » de Noureddine Douguenna (2012). Mustapha Dassoukine a rejoint en 1961 la célèbre troupe « Masrah Ennas » de feu Taïb Saddiki, puis la troupe d'Abdeladim Chennaoui « Al Okhoua Arabia ». C'est ainsi qu'il démarre une carrière artistique, riche en feuilletons, sketchs et sitcoms, qui durera de longues années.

Dr. Leila Mezian Benjelloun, ophtalmologue et mécène (1938-2024)



La société civile marocaine a perdu l'une de ses figures emblématiques de valeur, une grande dame du mécénat : Dr.Leila Mezian Benjelloun, présidente de la Fondation BMCE Bank pour l'éducation et l'environnement et de la Fondation. Le nom de l'épouse de Othman Benjelloun, qui s'est éteinte samedi 13 juillet 2024, était associé notamment à l'engagement en faveur de la promotion de l'éducation dans les milieux défavorisés notamment du monde rural. Convaincue que l'accès à un enseignement performant favorise l'égalité des chances et

représente un facteur de réussite sociale, la défunte militait sans relâche pour que les enfants scolarisés dans les établissements du réseau « Medersat.com », accèdent bénévolement à un enseignement digne de ce nom. Consciente que l'enseignement préscolaire constitue l'une des conditions incontournables de la réussite scolaire, la Fondation BMCE procède, dès 2001, à sa généralisation à l'ensemble des écoles du réseau Medersat. C'est à cette date aussi que la Fondation BMCE généralise l'enseignement et l'évaluation de l'Amazighe à tous les niveaux de son réseau d'écoles et fait éditer des manuels de l'Amazighe et développer, entre autres outils innovants deux didacticiels pour l'apprentissage multimédia interactif de l'Amazighe. L'engagement éducatif du Dr. Leila Mezian lui vaut plusieurs prix et distinctions. « Medersat.com est récompensé en 2013 dans le cadre des Wise Awards par le trophée de World Innovation Summit for Education en guise pour sa contribution dans la promotion d'une éducation d'excellence et son esprit créatif dans l'enseignement des langues qui comprend le mandarin.

En 2016, la Fondation Rockfeller lui décerne le Rockfeller Bridging Leadership Award et se fait décorer du Wissam Al Arch de classe Officier par SM le Roi Mohammed VI.

Originaire du Rif mais née en Espagne où elle a longtemps vécu avant de rentrer au Maroc, la fille du maréchal Mohamed Mezian s'est distinguée également sur un autre front : le combat pour la préservation et la promotion de l'histoire, du patrimoine, de la langue, de la culture et de l'éducation au Maroc et en Méditerranée. En mars 2023, l'action du Dr. Leila Mezian est reconnue par le « Prix méditerranéen de la femme » de 2022, décerné par le gouvernement régional d'Andalousie, en partenariat avec la Fondation Trois Cultures de la Méditerranée, basée à Séville. «La philanthrope marocaine Leila Mezian Benjelloun représente un modèle de femme engagée dans la préservation et la promotion de l'histoire, du patrimoine, de la langue, de la culture et de l'éducation en Méditerranée», avait expliqué le gouvernement régional andalou à l'occasion.

Jamal Berraoui, journaliste (22 septembre 1955-26 août 2024)



Le décès de Jamal Berraoui est intervenu lundi 26 août 2024. Avec sa disparition, le secteur médiatique national perd l'une de ses figures emblématiques. Une plume au ton incisif trempée dans un référentiel de gauche qu'il défendait de toutes ses forces. Ce proche de l'USFP qui s'est forgé en touchant à plusieurs secteurs d'activité dont la banque avant de se reconvertis dans la presse écrite dont il a appris les ficelles sur le tas était un journaliste à part. Atypique. Anticonformiste. D'un naturel bonhomme, volontiers enjoué, bon vivant indécrottable, ce Safioite né le 22 septembre 1955 cultivait l'apparence négligée des grands artistes mais avait l'élégance des âmes généreuses.

généreuses. S'il donnait très peu d'intérêt à l'apparence vestimentaire, il mettait en revanche une grande passion dans la défense de ses idées jusqu'à la provocation ou au dérapage contrôlé. Tout un art qu'il savait manier avec maestria. Sans jamais rien renier de ses principes. Politiquement construit et économiquement instruit, le défunt a bâti son parcours professionnel en dirigeant plusieurs publications, notamment la Vie Économique, le Journal et la Gazette du Maroc (devenu Challenge). Avant de se reconvertis au cours de ces dernières années dans la radio comme intervenant politique lors d'une émission sur l'excellente Radio MFM. Dans un message de condoléances et de compassion adressé aux membres de la famille de feu Berraoui, le souverain a salué «sa générosité et son attachement constant aux principes de la déontologie professionnelle qu'il a incarnés, avec audace et en toute objectivité, pour la défense dans un esprit élevé de patriotisme sincère des intérêts suprêmes de la patrie».

Dr. Mohamed Ezzouhairi, **Ophthalmologue**

La communauté des ophtalmologistes au Maroc a été endeuillée par la disparition tragique jeudi 29 août 2024 au Mexique du docteur Sidi Mohammed Ezzouhairi. Figure emblématique de l'ophtalmologie au Maroc et à l'international, feu Mohammed Ezzouhairi occupait depuis 2020 jusqu'à sa disparition la présidence de la Société Marocaine de Glaucome (SMG). Le défunt, qui devait être inhumé jeudi 5 septembre 2024 au cimetière Chouhada à Rabat, s'est distingué comme un éminent spécialiste du glaucome. Son dévouement et son engagement pour le développement de cette spécialité au Maroc, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient témoignent d'un esprit pionnier, qui a la santé visuelle au cœur de ses préoccupations. Après un parcours académique brillant à Bordeaux, il s'est installé à Mohammedia où, grâce à un travail de tous les instants, il a fondé un centre de glaucome dont la renommée a largement dépassé les frontières nationales. Il fut également l'initiateur des premières campagnes de dépistage du glaucome au Maroc, l'organisateur des Ateliers de Controverses en Ophtalmologie et Réflexions (ACOR), et l'instigateur de nouvelles méthodes de traitement chirurgical du glaucome.



Belaïd Bouimid, **journaliste** (1951-septembre 2024)



La presse nationale a perdu l'un de ses pionniers qu'il a marqué de son empreinte. Il s'agit du journaliste sportif Belaïd Bouimid, décédé lundi 23 septembre 2024 à Casablanca des suites d'une longue maladie. Feu Bouimid a fait l'essentiel de sa carrière qu'il débuta dans les années 70 à Al Bayane, organe officiel du PPS dont il était aussi un militant. Fort d'une bonne culture générale qu'il acquiert lors son parcours universitaire en France, fin connaisseur du sport national particulièrement son football, il avait en charge la confection des pages sportives du journal mais aussi

l'animation de ses rubriques politiques notamment par ses dessins de presse où il excellait aussi. Ceux qui l'ont connu ont appris à apprécier un homme d'un naturel bonhomme passionné par son métier jusqu'au bout des ongles. Au cours de ces dernières années, ce natif d'El Jadida en 1951 s'est reconvertis dans le commentaire sportif audiovisuel pour le compte de chaînes de télévision et de stations radiophoniques. Paix à son âme ! Nous sommes Dieu et à lui nous retournons.

Naïma Lamcharki, actrice (11 juillet 1943- 5 octobre 2024)



Naïma Lamcharki décède à Casablanca, sa ville natale, samedi 5 octobre 2024, à l'âge de 81 ans. Tout au long de son parcours, la défunte a enrichi les répertoires du théâtre, du cinéma et de la télévision de son talent de comédienne remarquable dans plusieurs films emblématiques comme « À la recherche du mari de ma femme», de Mohamed Abderrahmane Tazi ou «L'automne des pommiers», de Mohamed Mouftakir. Derrière l'actrice passionnée il y a la femme engagée, au visage constamment ensoleillé d'un beau sourire. Ambassadrice de bonne volonté auprès de l'UNICEF, elle a donné de son temps et de son énergie pour la promotion de nombreuses opérations caritatives et la défense de plusieurs causes notamment celle des droits de l'enfant au Maroc. Dans un message de condoléances adressé à la famille de la défunte, SM le Roi Mohammed VI a salué la mémoire « de l'une des pionnières du théâtre, de la télévision et du cinéma au Maroc, qui a contribué, des décennies durant, à enrichir la scène artistique marocaine par des œuvres distinguée ».

Mustapha Zaari, comédien (5 novembre 1945-3 décembre 2024)

C'est une grande figure de la comédie nationale qui a tiré sa révérence, à l'âge de 79 ans, mardi 3 décembre 2024 après un long combat contre la maladie. Mustapha Zaari, né en 1945 à Derb Sultan à Casablanca, qui a fait ses premières armes en 1967 avec la troupe théâtrale Abdelkader El Badaoui, fait partie de ces vedettes qui ont marqué plusieurs générations de téléspectateurs par leur humour distingué et contribué au rayonnement de la télévision marocaine particulièrement dans les années 70 et 80. A cette époque-là, Mustapha Zaari formait un duo remarquable avec un autre monument du théâtre et du petit écran, feu Mustapha Dassoukine, décédé en juillet 2024. On avait alors hâte de rentrer à la maison pour s'offrir une bonne dose de rire et de divertissement. Il faut dire qu'ils avaient l'art de se donner la réplique dans notre dialecte inimitable. Jusqu'au bout, ils sont restés l'un et l'autre égaux à eux-mêmes, modestes, humbles et authentiques, incarnant le visage d'un Maroc enraciné dans ses traditions et ses valeurs ancestrales. Paix à leurs âmes! Mustapha Zaari a montré un talent inégalable sur les planches, avec des pièces comme «Halouf Karmouss» ou «Daba t'ji Dada», la télévision dans des feuilletons comme «Merhaba B's7abi», «Setta men Settine» ou «Saâdi B'bniati» ou encore au cinéma dans des films du cru comme «Toufoula Moughtassaba» ou étrangers comme «Arrissala».



Mohamed El Khalfi (1937-2024)



La scène artistique nationale a perdu samedi 21 décembre 2024 l'un de ses monuments, emporté par la maladie : Mustapha El Khalfi. Il était âgé de 87 ans. Dans un message de condoléances et de compassion aux membres de la famille de l'artiste défunt, SM le Roi Mohammed VI lui a rendu hommage à celui « , qui a laissé un riche et varié héritage dans le théâtre, la télévision et le cinéma et a marqué de son empreinte la mémoire de larges générations de passionnés de son art. Né à Casablanca en 1937, Mohamed El Khalfi a laissé un héritage artistique considérable dans les domaines du théâtre, de la télévision et du cinéma,

ce qui lui a donné une place particulière dans le cœur du public marocain qui a apprécié en lui l'acteur prodige qui ne forcait pas son talent pour s'imposer et en imposer. Le défunt, qui a vécu modestement tout au long de sa vie, a démarré sa carrière artistique en 1957 dans le théâtre amateur, aux côtés de figures emblématiques telles que Tayeb Saddiki et Ahmed Tayeb Laâlej, avant de fonder en 1959 la troupe "Le Théâtre Populaire", puis "Les Artistes Unis". Mohamed El Khalfi a également laissé son empreinte dans le paysage audiovisuel national au début des années 1960, avec sa première série télévisée, intitulée "Le Sacrifice". Au cinéma, il a participé à des œuvres comme "Silence, direction interdite" du réalisateur Abdallah Mesbah, "Ici et là" du réalisateur Mohammed Ismail, et "Les Beaux Jours de Sheherazade" de Mustapha Derkaoui...

Nabila Bennaghmouch : Une enseignante de valeur tire sa révérence

Le 31 octobre 2024, Nabila Bennaghmouch, épouse de Saad Taoujini, consultant en politique, management et droit de la santé et de la protection sociale, quitte ce monde, laissant derrière elle une famille éploquée et des amis chagrinés. Tous inconsolables de la disparition de cette diplômée en économie du travail et ressources humaines de l'Université Paris I (Sorbonne), ainsi qu'en droit international du développement de l'Université Paris V (René Descartes). Consultante en études de marché au niveau national et international, elle a enseigné le marketing pendant plus de 25 ans à l'Université Hassan II de Casablanca. Intellectuel engagé et désintéressé, d'un naturel discret, Feue Bennaghmouch a accompagné des générations de jeunes étudiantes et étudiants en leur permettant de pour-

suivre leurs études à l'étranger, à une époque où cela semblait un rêve inaccessible pour beaucoup d'entre eux.

Nombreux sont ceux qu'elle a aidés à accéder au monde professionnel où certains sont devenus des leaders respectés, d'autres ont créé leur propre entreprise. Pour chacun, elle demeure bien plus qu'une mentor de valeur : elle est une figure lumineuse qui a transformé le cours de leur destinée. Dans ce livre, Mesdames Mansouri et Bennaghmouch ont mené une étude stratégique rigoureuse auprès de tous les acteurs de l'écosystème et révélé l'ampleur des dysfonctionnements ayant entraîné les déperditions dans les universités marocaines alors que le marché de l'emploi manque cruellement de nombreux profils qualifiés.

Le jeudi 5 décembre 2024 à Paris, chez les éditions L'harmattan, du livre co-écrit par feue Nabila Bennaghmouch et Pr Zoulal Mansouri au sujet des déperditions dans les universités marocaines. Un livre très instructif qui explique et analyse ce phénomène qui sévit dans les établissements universitaires à accès ouvert. Les auteurs se sont penchés sur les sources préuniversitaires qui impactent le parcours des étudiants, avant d'aborder les facteurs académiques à l'origine du décrochage des étudiants après leur arrivée dans le monde universitaire. Un paradoxe alors que le Maroc manque cruellement de profils qualifiés.



Ali Najab (31 décembre 1943-26 novembre 2024)



C'est un héros national au sens vrai du terme qui nous a quittés mardi 26 novembre 2024. Il s'agit du capitaine Ali Najab. Éteint à l'âge de 81 ans dont 25 passés en captivité dans les geôles du Polisario à Tindouf. Une épreuve douloureuse dont il tire un livre poignant « 25 ans dans les geôles de

Tindouf, mes mémoires de prisonnier de guerre », paru en janvier 2020, où il raconte par le menu son calvaire et celui de ses compagnons d'infortune. Feu Ali Najab était un pilote de chasse. En septembre 1978, son mirage F5 tombe après avoir été touché par un missile sol-air soviétique (SAM-6) au-dessus du Sahara alors qu'il était en mission de reconnaissance. Il ne sera libéré ainsi que d'autres camarades qu'en septembre 2003. Jusqu'à cette date, Ali Najab faisait partie de ce que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) considérait comme étant "les plus vieux prisonniers de guerre du monde". Nombre d'entre eux ne sont pas malheureusement revenus de l'enfer de l'emprisonnement et des affres de la maltraitance. Ceux qui ont survécu, souvent avec des séquelles physiques et psychologiques profondes, ont eu du mal à retrouver une vie normale. Des familles disloquées. Des destins brisés à jamais.

Dans ses témoignages à la presse, Najab indiquait avoir « vu de ses propres yeux » 48 tombes de prisonniers marocains, la plupart exécutés sommairement, après une tentative d'évasion mise en échec. Plus d'une centaine d'entre eux sont morts en détention dans des conditions atroces. On doit à cet officier d'un rare courage originaire de Taza, pétri des valeurs de patriotisme et d'engagement jusqu'à la moelle, sa médiatisation de cette tragédie qui était un secret bien gardé du Royaume. Sujet tabou dans le Maroc de feu Hassan II qui ne reconnaissait pas avoir des prisonniers de guerre chez le Polisario, "les plus vieux prisonniers de guerre du monde" ont longtemps été accueillis presque clandestinement au bercail après leur libération. Tenus au devoir de réserve, ces soldats oubliés vivent dans la douleur et la frustration leur retour à « la mère patrie ». Une double peine en quelque sorte. La donne change pour ces héros de la nation dans le Maroc de Mohammed VI. Ils retrouvent un peu d'estime et dignité dans un contexte où les langues commencent à se délier grâce à la mobilisation de feu Ali Najab pour faire connaître leurs souffrances et l'injustice qui les a frappés alors qu'ils ont sacrifié leur vie pour la défense de la patrie et son intégrité territoriale.

Valeureux et vaillant officier, Ali Najab a fait de la réhabilitation de la mémoire de ses frères d'armes, injustement oubliés, le combat de sa vie. Sur ce front aussi, il a fait preuve d'une grande bravoure.



**L'OPTICIEN QUI
SUBLIME VOTRE
REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angie Moulay Driss 1er et rue L'ysen - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma

Spécial FIN D'ANNÉE

2024

LE MAROC EN DESSINS



Nabil Adel : "Le Maroc face à plusieurs défis majeurs"

Dans cet entretien, Nabil Adel, enseignant chercheur à l'ESCA, commente dans cet entretien les principales caractéristiques de l'année qui s'achève sur le plan national et international tout en esquissant les contours de celle qui vient.

Propos recueillis par Jamil Manar

Le Canard Libéré : De votre point de vue d'expert, l'année 2024 est-elle une année que le Maroc a terminée sous de bons auspices ?

Nabil Adel : L'année 2024 a été marquée par des défis significatifs pour le Maroc, notamment une crise hydrique sévère qui a affecté le secteur agricole, représentant 13 % du PIB et plus de 30 % des emplois. Sur le plan économique, le pays a connu une croissance du PIB estimée à 3,5 % en 2024, soutenue par la vigueur de l'investissement et des exportations. Quant à l'inflation, elle a baissé à 2,3 %.

Cependant, l'année 2024 se termine sur des signes inquiétants pour le Maroc, avec des défis économiques, sociaux et environnementaux qui n'ont pas été adéquatement pris en charge par le gouvernement. La sécheresse et le stress hydrique, qui ont frappé particulièrement le secteur agricole, ont mis en lumière une mauvaise gestion de la ressource en eau, exacerbée

quées, maintenant de nombreuses familles dans la précarité. Plus grave encore, la vie chère persiste, ce qui affecte directement le pouvoir d'achat des citoyens, en particulier les plus défavorisés. Le gouvernement semble plus préoccupé par des réformes économiques symboliques que par des actions concrètes en faveur de la population. Et puis, le millésime 2024 a été marqué par le manque d'efficacité des politiques publiques et par un éloignement croissant des aspirations populaires. Les réformes promises sont restées lettre morte, et le pays semble s'enliser dans une crise socio-économique sans réelle perspective de sortie.

Justement, quelle lecture faites-vous de la situation des finances publiques ?

La situation des finances publiques met en lumière plusieurs défis majeurs. Le déficit budgétaire continue de croître, atteignant 40,5 milliards de dirhams à fin octobre 2024, avec un besoin de financement accru en raison de l'augmentation de l'endettement public. Bien que les recettes fiscales aient progressé de 13 %, cette hausse semble déconnectée de la croissance économique, suggérant que les mesures prises pour l'augmenter pourraient être temporaires. Parallèlement, les dépenses publiques connaissent une hausse importante, notamment les dépenses de fonctionnement et le service de la dette qui exercent une pression forte sur les finances de l'État. L'augmentation des dépenses de fonctionnement, combinée à l'augmentation des intérêts de la dette, surtout de la dette extérieure, rend la situation budgétaire fragile et suscite des inquiétudes quant à la capacité du pays à maintenir un endettement soutenable. Enfin, la réduction de la charge de compensation, en dépit de la vie chère, a des implications sur le pouvoir d'achat des couches vulnérables. Dans l'ensemble, la situation des finances publiques du pays présente des signes préoccupants, notamment un déficit croissant, une pression fiscale accrue et une dette de plus en plus difficile à gérer. La combinaison de ces facteurs pourrait limiter la flexibilité budgétaire et mettre en péril la résilience économique du pays.

Le chômage des jeunes et la vie chère sont les principaux dossiers où le gouvernement a montré bien des insuffisances. Quelle analyse faites-vous de ces deux phénomènes et comment les résorber ?

Le chômage des jeunes et l'augmentation du coût de la vie sont des défis majeurs. Le Maroc fait face à un taux de chômage des jeunes particulièrement élevé, avec 26,6 % des jeunes de 15 à 24 ans sans emploi, études ou formation, l'un des plus élevés de la région MENA. Le chômage au Maroc est également alimenté par une faible croissance économique. En effet, une croissance modeste du PIB, estimée à 3,2 % pour 2024, n'est pas suffisante pour absorber le nombre croissant de jeunes entrants sur le marché du travail. La faible dynamique de certains secteurs clés, combinée à une économie encore dépendante de certains secteurs traditionnels et vulnérables aux chocs externes, limite la création d'emplois durables. Cela entraîne une inadéquation entre l'offre de travail et la demande du marché, accentuant le chômage, notamment parmi les jeunes diplômés et les populations vulnérables.

Pensez-vous que les aides directes entrées en vigueur à partir de 2024 sont de nature à compenser cette perte de pouvoir d'achat et relancer la consommation intérieure ?

Les aides directes introduites en 2024 sont certainement une bonne mesure pour soulager les populations les plus vulnérables, en particulier face à l'augmentation du coût de la vie. Elles permettent de réduire momentanément les inégalités et d'offrir un soutien financier crucial à ceux qui sont les plus affectés par l'inflation et les pressions économiques. Toutefois, ces aides, bien qu'importantes, risquent de ne pas être suffisantes à long terme car ne traitant pas les causes structurelles du problème, à savoir une croissance économique insuffisante et un marché du travail qui peine à créer des emplois durables. Pour que ces aides aient un impact véritablement transformateur, elles doivent être accompagnées de politiques visant à stimuler une croissance économique soutenue, à diversifier l'économie et à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes et les populations les plus fragiles. Sans une croissance économique significative, les aides risquent de n'être qu'une solution temporaire, sans effet durable sur la relance de la consommation intérieure.

A votre avis, quels sont les domaines sur lesquels le Maroc doit s'appuyer pour assurer son développement sur des bases solides et favoriser une croissance à deux chiffres ?

Le Maroc doit se concentrer sur plusieurs leviers clés pour bâtir une économie résiliente et durable :

- Facilitation de la vie des TPME : Les Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) sont des moteurs importants de l'emploi et de la croissance locale. En simplifiant les procédures administratives, en facilitant l'accès au financement et en créant un environnement plus favorable, le Maroc peut encourager l'innovation et la création de valeur à l'échelle nationale.

- Lancement d'une nouvelle génération de métiers mondiaux : Le Maroc doit se positionner sur des secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'intelligence artificielle, et les énergies renouvelables. En développant des formations adaptées et en incitant les entreprises à investir dans ces domaines, l'économie peut se diversifier et créer des emplois qualifiés.

§ Encouragement des exportations : Le développement des exportations est crucial pour la croissance économique. Le Maroc doit renforcer sa compétitivité en diversifiant ses marchés d'exportation, en renforçant sa compétitivité-prix, et en consolidant sa présence dans les chaînes de valeur mondiales.

- Maintien de la politique des investissements en infrastructures : Les infrastructures sont la clé du développement à long terme. L'investissement dans des projets d'infrastructures de qualité (routes, ports, aéroports, etc.) stimule la croissance économique et améliore la connectivité et l'efficacité du marché.

- Réduction du train de vie de l'État : Un contrôle plus strict des dépenses publiques et une réduction du train de vie de l'État sont nécessaires pour libérer des ressources afin de soutenir les priorités de développement, telles que l'éducation, la santé et la réduction de la dette.

- Baisse de la pression fiscale : Une réduction de la pression fiscale sur les entreprises et les particuliers, en particulier les petites et moyennes entreprises, peut stimuler la consommation, encourager l'investissement et favoriser un environnement économique plus propice à la création de richesse.

En concentrant les efforts sur ces domaines, le Maroc peut établir des bases solides pour une croissance durable et inclusive à long terme.



Nabil Adel

par le manque de vision à long terme en matière de politique environnementale. Le gouvernement n'a pas su anticiper ces crises malgré des alertes répétées.

Le chômage, notamment chez les jeunes, reste un fléau persistant. La situation est d'autant plus préoccupante avec l'explosion du phénomène des NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation). Ce phénomène démontre l'incapacité du gouvernement à offrir des perspectives aux jeunes marocains, notamment dans un contexte où l'accès à une éducation de qualité et à des opportunités professionnelles demeure limité.

Le chantier de l'État social, qui avait pourtant été annoncé comme une priorité, semble être en panne. Les mesures mises en place pour soutenir les populations vulnérables sont insuffisantes et mal appliquées.

Spécial FIN D'ANNÉE

2024

Les pouvoirs publics mettent les bouchées doubles dans le domaine des infrastructures en prévision de la coupe du monde 2030. Qu'est-ce que le pays est en droit d'attendre en termes de retombées de cet événement planétaire ?

La Coupe du Monde 2030 pourrait offrir au Maroc des retombées significatives en termes de visibilité internationale. Un événement de cette ampleur permettrait au pays de se mettre en avant sur la scène mondiale, non seulement en tant que destination touristique, mais aussi comme un acteur clé en Afrique et dans la région MENA. Cette visibilité pourrait également favoriser des investissements étrangers, renforcer les relations diplomatiques et dynamiser les échanges commerciaux. De plus, cet événement représente une opportunité de modernisation des infrastructures, notamment dans les secteurs du transport, des stades et des installations publiques. Ces investissements dans les infrastructures devraient, à long terme, bénéficier à la population, en améliorant la connectivité et en facilitant la mobilité, ce qui stimulerait le développement économique et social du pays.

Cependant, l'organisation d'un tel événement mondial comporte également des risques, notamment en termes de dépenses publiques. Les coûts associés à la construction de nouvelles infrastructures, à la sécurisation de l'événement et à l'organisation des villes hôtes peuvent être exorbitants. Cela pourrait entraîner une explosion des dépenses publiques et une augmentation significative de l'endettement national, ce qui pourrait compromettre la stabilité financière du pays si les investissements n'apportent pas les retombées économiques espérées. De plus, il existe un risque que certaines infrastructures restent sous-utilisées après la Coupe du Monde, ce qui limiterait leur rentabilité à long terme.

Bien que la Coupe du Monde 2030 présente des avantages indéniables en termes de visibilité internationale et de modernisation des infrastructures, il est crucial que le Maroc gère soigneusement les dépenses et s'assure que les investissements réalisés génèrent des bénéfices durables à l'économie. Le Mondial offre une grande opportunité, mais il doit être intégré dans une stratégie économique à long terme pour éviter des déséquilibres financiers.

Côté décollage économique et industriel, le Maroc est un peu à la peine alors qu'il est confronté à des défis énormes et croissants dans bien des domaines. Comment expliquez-vous cette situation ?

Le Maroc connaît une stagnation économique marquée par des taux de croissance faibles et un chômage élevé, atteignant actuellement 13,5 % et progressant vers les 15 %. Cette situation met en lumière le manque d'efficience des politiques publiques, notamment celles visant à l'emploi, qui n'ont pas su répondre aux ambitions initiales, telles que la promesse d'un million d'emplois. Aujourd'hui, les

Marocains espèrent simplement préserver les emplois existants face à une conjoncture qui met en évidence les failles structurelles de l'économie nationale. Une première explication réside dans le poids excessif du secteur public. Depuis des décennies, la croissance repose principalement sur l'investissement public et la redistribution des richesses, souvent financée par la dette. Ce modèle a créé une fausse croissance, ne générant pas de richesses réelles, tout en imposant une lourde charge au secteur privé. De plus, l'administration publique, bien que surdimensionnée, ne crée pas directement de richesses, limitant ainsi les ressources disponibles pour le secteur privé. Les récentes augmentations de salaires dans la fonction publique aggravent ce problème en détournant davantage de ressources pouvant être orientées vers des investissements productifs.

Un autre problème et non des moindres réside dans la faible productivité du travail, aggravée par un déclin démographique accéléré. Le Maroc peine à compenser la lente évolution de sa population active par une augmentation de la productivité. Cette faiblesse se reflète dans un PIB par habitant très bas et des niveaux de salaire souvent décrétés par la voie politique au lieu d'être générés par une création effective de la richesse. La prédominance du secteur informel et des secteurs à faible valeur ajoutée, comme l'agriculture traditionnelle et les services de base, limite encore davantage les opportunités d'emploi bien rémunérés et freine la croissance économique.

La lenteur des cycles économiques constitue une autre entrave. Les délais excessifs d'exécution des commandes publiques, la faible productivité durant certaines périodes comme le Ramadan, et un nombre élevé de jours fériés affectent négativement le rythme des transactions. Ces interruptions régulières limitent la capacité du pays à accélérer le rythme de sa productivité et sa croissance économique. Enfin, le modèle économique marocain repose principalement sur la demande intérieure, ce qui réduit les opportunités de croissance. Le marché intérieur, étroit et peu dynamique, ne permet pas d'absorber de nouvelles entreprises sans cannibaliser les activités existantes. Cette situation freine l'innovation et la création de richesse à grande échelle.

Quels leviers actionner pour lever ces freins et instaurer un cercle économique vertueux ?

Les solutions à ces défis requièrent des réformes profondes et courageuses, notamment pour moderniser les infrastructures, améliorer l'éducation, et dynamiser les secteurs à fort potentiel. Ces réformes risquent de rencontrer de fortes résistances, rendant leur mise en œuvre difficile. Mais elles sont nécessaires pour avancer.

Le monde continue à être déstabilisé par les guerres de type classique. La guerre en Ukraine déclenchée en 2022

et le génocide sioniste contre la population de Gaza lancé en octobre 2023. Quelle lecture géopolitique faites-vous de ces deux guerres ?

Les guerres contemporaines, qu'elles soient classiques ou asymétriques, témoignent des tensions persistantes dans l'ordre géopolitique mondial. La guerre en Ukraine et la guerre à Gaza illustrent deux dynamiques distinctes, mais elles convergent dans leur impact sur la stabilité mondiale, révélant les fractures géopolitiques profondes et les limites du droit international.

La guerre en Ukraine, déclenchée en février 2022 par l'invasion russe, est avant tout une manifestation des rivalités géopolitiques entre grandes puissances. Elle traduit le retour des conflits interétatiques en Europe, marquant une rupture avec la relative stabilité observée depuis la fin de la Guerre froide. La Russie cherche à redéfinir les équilibres de puissance en Europe de l'Est, en contestant l'élargissement de l'OTAN et l'influence occidentale dans sa sphère géographique.

Ce conflit a non seulement redessiné les alliances stratégiques mondiales, mais a également mis en lumière la dépendance énergétique de nombreux États européens et leurs vulnérabilités économiques. Par ailleurs, il a entraîné une polarisation du système international, avec un bloc occidental soutenant l'Ukraine et un groupe de puissances émergentes, comme la Chine, observant ou soutenant implicitement la Russie. Cette guerre a également révélé les limites de l'ONU, incapable d'agir efficacement face à un conflit impliquant un membre permanent du Conseil de sécurité.

Le conflit à Gaza, intensifié en octobre 2023, s'inscrit dans une logique différente mais tout aussi déterminante. Il illustre un conflit asymétrique enraciné dans un contentieux historique lié à la colonisation et aux droits des populations palestiniennes. Les bombardements intensifs sur Gaza, qualifiés de génocide, révèlent une escalade de violence sans précédent, avec des répercussions humanitaires dramatiques.

Ce conflit met en lumière l'échec des solutions politiques pour résoudre la question palestinienne, ainsi que le soutien indéfectible de l'Occident, principalement les États-Unis, à Israël, malgré les critiques croissantes sur la scène mondiale. La gestion de ce conflit divise profondément les opinions publiques et accentue la méfiance entre les pays du Nord et ceux du Sud global, notamment les pays arabes et musulmans.

Ces deux guerres, bien qu'ayant des dynamiques différentes, révèlent des tendances géopolitiques communes. Elles marquent un recul de l'ordre multilatéral et du droit international, où les intérêts nationaux des grandes puissances et des États régionaux prennent sur les principes du droit international. Ces conflits exacerbent également les tensions mondiales, alimentent les rivalités géoéconomiques, et approfondissent les fractures idéologiques et civilisationnelles. Enfin, ils soulignent la

difficulté pour la communauté internationale de promouvoir une paix durable dans un monde multipolaire où les rapports de force se reconfigurent rapidement. Ces guerres constituent un rappel brutal des défis à relever pour construire un ordre mondial fondé sur la justice et la sécurité collective.

A quoi le monde doit s'attendre avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche compte tenu de l'inquiétude qui s'est emparée des dirigeants européens ?

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis suscite de vives inquiétudes parmi les dirigeants européens, qui anticipent des répercussions significatives sur les relations transatlantiques et la stabilité mondiale.

L'une des principales préoccupations concerne le soutien américain à l'Ukraine. Donald Trump a exprimé son intention de réduire, voire de cesser, l'aide militaire à Kiev, ce qui pourrait affaiblir la position ukrainienne face à l'agression russe et modifier l'équilibre des forces en Europe de l'Est. Les dirigeants européens, conscients de cette menace, ont récemment intensifié leurs discussions pour renforcer leur soutien à l'Ukraine et assurer la sécurité du continent. Par ailleurs, les politiques commerciales protectionnistes prônées par Donald Trump, notamment l'imposition de droits de douane sur les produits européens, font craindre une escalade des tensions économiques entre les deux rives de l'Atlantique. Ces mesures pourraient perturber les échanges commerciaux, affecter les économies européennes et engendrer des représailles, menaçant ainsi la stabilité économique mondiale.

Face à ces défis, les dirigeants européens appellent à une plus grande unité et à une autonomie stratégique accrue. Le président français Emmanuel Macron a souligné la nécessité pour l'Europe de "prendre son destin en main" en renforçant sa souveraineté, notamment dans les domaines de la défense, de l'économie et de l'énergie. Cette position vise à réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis et à préparer le continent aux incertitudes liées à la nouvelle administration américaine.

En outre, la réélection de Donald Trump pourrait exacerber les divisions au sein de l'Union européenne, certains dirigeants populistes européens ayant exprimé leur soutien à sa présidence. Cette situation pourrait compliquer la coordination des politiques européennes et affaiblir la cohésion du bloc face aux défis internationaux.

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche impose à l'Europe de repenser ses stratégies en matière de sécurité, d'économie et de politique étrangère, en privilégiant l'unité et l'autonomie pour pouvoir trouver son chemin dans un environnement international de plus en plus incertain.●

* Enseignant chercheur à l'ESCA

Le Maroc en 2024

Entre accélération de la dynamique et la persistance des défis

Azzeddine Hannoun *

Le Maroc se trouve à un tournant décisif de son histoire contemporaine, marqué par des dynamiques politiques, économiques et sociales qui reflètent sa volonté d'avancer sur la voie de la modernité tout en consolidant les fondements de son État social et renforcer son rayonnement à l'international. Les événements récents, de portée tant nationale qu'internationale, traduisent d'ailleurs cette ambition. Ils constituent également une illustration forte des défis qui devraient être relevés.

La question du Sahara marocain : un enjeu central

Au cœur de l'agenda royal demeure la question du Sahara marocain, pierre angulaire de la politique étrangère du Royaume. L'approche adoptée ces dernières années, fondée



Azzeddine Hannoun *

sur une offensive diplomatique proactive, continue de porter ses fruits. De nouveaux États reconnaissent la souveraineté marocaine, et l'ONU semble davantage réceptive aux propositions marocaines, notamment l'initiative d'autonomie, saluée comme une solution réaliste et pragmatique.

L'engagement royal autour de ce dossier ne se limite pas au plan diplomatique. Les investissements massifs dans les provinces du Sud traduisent une volonté de faire de cette région un hub économique, tout en répondant aux aspirations des populations locales. Ce choix stratégique confère au Maroc un rôle clé dans la stabilité de la région sahélienne-saharienne.

A l'occasion de deux discours Royaux cette année, Sa Majesté Le Roi avait bien réitéré la centralité de la question du Sahara. Il a appelé à la mobilisation de différentes ressources nationales afin de mieux défendre la cause nationale. Il est ainsi clair que l'Etat marocain compte passer à une vitesse dans la recherche d'une solution à ce conflit qui confirme la souveraineté marocaine.

Coupe du monde 2030 : un horizon porteur de promesses et de défis

L'attribution conjointe de la Coupe du monde 2030 au Maroc, à l'Espagne et au Portugal représente bien plus qu'un événement sportif. Elle cristallise l'élan d'un Maroc tourné vers l'avenir et capable de rivaliser avec les grandes nations en matière d'infrastructures et d'organisation. Ce projet constitue une opportunité unique pour mobiliser des investissements colossaux, moderniser davantage les infrastructures et promouvoir l'image du Royaume comme une destination d'envergure mondiale.

Mais au-delà du rayonnement international, cet événement peut servir d'accélérateur pour des réformes sociales et économiques, notamment dans les secteurs du tourisme, du transport et du développement durable. Il s'agit d'un moment historique où sport et diplomatie se rencontrent pour renforcer la stature du Maroc sur la scène internationale. Le Maroc a décidé de se baser sur les échéances internationales notamment dans le domaine sportif afin de donner un élan décisif au développement des infrastructures. Ainsi, lors du dernier conseil ministériel, le président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2030 avait fait un exposé devant Sa Majesté sur les préparatifs de cette organisation suite à la bonne notation conférée par la FIFA au dossier marocain.

Le remaniement ministériel et l'action gouvernementale

Le récent remaniement ministériel consacre une certaine méthodologie propre au gouvernement Akhennouch. Cette méthodologie se caractérise par une recherche de la stabilité gouvernementale, de la cohésion et un peu de sobriété politique. On a ainsi gardé la même composition de la majorité gouvernementale autour des trois partis arrivés premiers lors des dernières élections législatives. Chaque parti a vu le remplacement de seulement deux ministres et la nomination de deux secrétaires d'Etat. On y a déduit une volonté de renforcer l'efficacité et la connotation politique du gouvernement. Il est vrai que certaines nominations ont suscité de réelles interrogations notamment celle du ministre de l'éducation nationale qui n'a pas de stature politique ni même une expérience dans le domaine.

Le remaniement a pour objectif d'insuffler un nouvel élan à des réformes majeures, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Il ne devrait pas seulement être un exercice institutionnel, il devrait traduire la vision royale qui aspire à renforcer la performance gouvernementale en harmonie avec les attentes citoyennes croissantes. Ce geste traduit aussi une réactivité politique face aux défis économiques, marqués par la nécessité de relancer l'activité dans un contexte international difficile. Le message est clair : les institutions doivent

être au service des priorités nationales et de l'amélioration tangible des conditions de vie des Marocains. Cette version renforcée du gouvernement Akhennouch devrait s'atteler sur les points où l'action gouvernementale se trouve face à des difficultés. C'est le cas des investissements étrangers où on a relevé un certain retard. Les retombées de la sécheresse et de la conjoncture internationale ont également impacté le taux de chômage qui a connu une certaine augmentation. Une feuille de route pour booster l'emploi a été élaborée et dotée d'une enveloppe budgétaire assez conséquente.

Rebondissements dans le Paysage politique

La majorité et l'opposition ont gardé les mêmes configurations. Néanmoins, on a senti un certain raidissement dans les relations entre ces partis. Le PJD avec à sa tête Benkirane n'a pas cessé les prises de position hostiles au gouvernement et notamment à l'égard du chef du gouvernement et du ministre de la Justice. Deux thématiques ont été exploitées en vue d'engranger des points de popularité perdue par dix années d'exercices des responsabilités gouvernementales : il s'agit du projet de réforme du code de la famille et la question de la normalisation des relations avec Israël. La guerre de Gaza a également été l'occasion de vouloir se rapprocher de la rue tout en faisant pression sur l'Etat.

Le PAM, qui, cette année a connu l'organisation de son congrès ordinaire a essayé de répondre d'une manière inédite à sa crise de leadership qui dure depuis des années. (le PAM a connu en 15 ans d'existence 6 secrétaires généraux). En effet, il a été procédé à l'élection de trois secrétaires généraux. Cette formule a connu dès les premières semaines une secousse suite à la destitution de Salaheddine Aboulghali.

Cet épisode conjugué à l'arrestation en décembre dernier de deux grandes figures du parti n'a fait que fragiliser davantage ce parti. Le parti de l'Istiqlal connaît des remous depuis plus d'un an. Il est vrai que la dernière rentrée politique et parlementaire a contribué à réduire la tension interne grâce à des arrangements, néanmoins, il est clair que le parti continue à vivre des moments difficiles. Le seul parti de la majorité qui arrive à tirer son épingle du jeu est le RNI dont le président arrive à bien maîtriser les rangs de son groupe.

Le recensement général : un outil pour une gouvernance éclairée

Le recensement général de la population et de l'habitat, en cours cette année, a constitué un autre jalon fondamental. Il ne s'agit pas simplement de compter les Marocains, mais d'obtenir une cartographie précise des besoins socio-économiques. Ces données permettront d'affiner les politiques publiques, d'orienter les investissements et de répondre

efficacement aux défis posés par une population jeune et en quête d'opportunités. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de rationalisation et de modernisation de l'action publique, indispensable pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du Nouveau Modèle de Développement.

L'État social en marche

Enfin, la consolidation de l'État social demeure un chantier prioritaire pour le Royaume. La généralisation de la protection sociale, initiée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, est une réforme sans précédent. En étendant les couvertures sociales à tous les citoyens, en renforçant les systèmes de santé publique et en instaurant des mécanismes de soutien aux plus démunis, le Maroc veut se positionner comme un État solidaire et inclusif. Néanmoins, la question qui se pose est celle de savoir si ces réformes seront suffisantes à satifaires les demandes sociales insistantes et faire face à la fragilisation de plusieurs catégories sociales. En effet, en lançant des réformes décisives dont les fruits ne pourraient être cueillis que dans plusieurs années, le gouvernement pourrait faire face à un front social de plus en plus frondeur. L'augmentation constante du coût de la vie ne fait que fragiliser davantage de familles y compris de la classe moyenne. La lutte contre le secteur informel met également des populations en situation de fragilité et d'attente ce qui pourrait également mener à des contestations sociales limitées.

La réussite du dialogue social (Accord social de 2024) a permis certes de limiter les dégâts de l'inflation. Les hausses des salaires ne sont certes pas de nature à complètement résoudre le problème de la précarité, ils ont néanmoins permis de renforcer momentanément la paix sociale. L'avancement dans le processus législatif concernant la loi organique sur le droit grève constitue un pas important dans la régulation des rapports entre différents acteurs sociaux et mieux gérer cette phase transitoire très sensible.

Conclusion :

Ces développements, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux, traduisent une même ambition : faire du Maroc un acteur central sur la scène régionale et internationale, tout en répondant aux attentes légitimes de ses citoyens. Le chemin reste parsemé de grands défis, l'ampleur des réformes est porteuse de risques aussi importants notamment au niveau social. Le Maroc de 2024 est résolument en mouvement. Un mouvement qui allie modernisation, souveraineté affirmée et engagement social. Un mouvement qui porte en lui également des risques et défis. ●

* Professeur de droit public à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université Ibn Tofail



**Avec mon appli
j'ai accès à la
nouvelle génération
des smart services**

Diplomatie

2024, une année de triomphes diplomatiques pour le Maroc

Dr. Talal CHERKAOUI *

L'année 2024 marquera un tournant décisif dans l'histoire contemporaine du Maroc, une année où la diplomatie marocaine, sous l'impulsion visionnaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a non seulement défendu avec force la souveraineté nationale mais a aussi su positionner le Royaume comme un acteur incontournable sur la scène internationale. À travers des percées stratégiques, des alliances inédites et une gestion habile des enjeux globaux, le Maroc a renforcé sa stature de puissance régionale, tout en redéfinissant les contours de son influence à l'échelle mondiale. Le Sahara marocain, pierre angulaire



Dr. Talal CHERKAOUI *

de cette diplomatie proactive, a été au centre de toutes les avancées, mais les succès ne se sont pas limités à cet enjeu, s'étendant à des domaines aussi divers que la sécurité, l'énergie, la coopération économique et le soft power.

Le Sahara marocain : un pivot de la reconnaissance internationale

Le dossier du Sahara marocain a, en 2024, connu des développements spectaculaires qui traduisent la pertinence et la solidité de l'approche marocaine. L'événement majeur de l'année demeure la reconnaissance explicite par la France de la souveraineté marocaine sur le Sahara. Cette position, réitérée devant le Parlement marocain, a marqué un alignement stratégique de Paris avec Rabat, s'inscrivant dans une dynamique où de nombreux

États européens, comme la Finlande, le Danemark ou encore l'Estonie, ont également salué le plan d'autonomie marocain comme une « solution réaliste et durable ». Les percées ne se sont pas limitées à l'Europe. En Amérique latine, des pays comme l'Équateur ont suspendu leur reconnaissance de la pseudo-rasd, consolidant un mouvement international en faveur de la position marocaine. En Afrique, l'ouverture d'un consulat par le Tchad à Dakhla, portant à 30 le nombre de représentations diplomatiques dans les provinces du Sud, confirme l'adhésion croissante des nations du continent à la souveraineté du Maroc sur son Sahara. Ces gestes ne sont pas symboliques : ils reflètent une reconnaissance de la transformation économique et sociale que connaît la région, à travers des projets structurants qui intègrent pleinement les Provinces du Sud dans la dynamique nationale.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a, par ailleurs, adopté en octobre 2024 la résolution 2756, qualifiée de victoire diplomatique majeure.

Cette résolution consacre, pour la 17e année consécutive, la prééminence de l'initiative marocaine d'autonomie, en la désignant comme l'unique base réaliste pour une solution durable au conflit. Elle a également mis en lumière les responsabilités de l'Algérie, notamment en appelant à un recensement des populations séquestrées dans les camps de Tindouf, et en insistant sur la participation directe de ce pays aux négociations.

Une diplomatie Royale fondée sur le pragmatisme et l'inclusion

Le succès de la diplomatie marocaine repose sur une vision multidimensionnelle articulée autour d'une défense ferme des intérêts nationaux et d'une ouverture stratégique aux partenariats internationaux. À travers des initiatives audacieuses, telles que le projet du gazoduc Nigéria-Maroc, le Royaume s'impose comme un acteur clé dans la redéfinition des équilibres énergétiques entre l'Afrique et l'Europe. Ce corridor énergétique, soutenu par de nombreuses institutions internationales, illustre la capacité du Maroc à mobiliser des ressources et à s'inscrire dans des

projets à long terme qui transcendent les intérêts nationaux pour répondre à des besoins continentaux et mondiaux. Dans un registre similaire, le port de Dakhla, en cours de modernisation, est appelé à devenir une plateforme logistique majeure reliant l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et les Amériques. Ces infrastructures témoignent de la volonté royale d'intégrer pleinement les provinces du Sud dans les circuits économiques globaux, tout en les positionnant comme des pivots de la coopération sud-sud.

Les discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, notamment celui du 6 novembre 2024 à l'occasion de l'anniversaire de la Marche Verte, ont souligné l'importance d'un développement équilibré qui conjugue la défense de l'intégrité territoriale avec des investissements massifs dans les infrastructures et les services publics.

Cette stratégie, ancrée dans une démarche inclusive, se reflète également dans l'attention accordée aux droits de l'Homme dans les provinces du Sud, saluée par les rapports des commissions onusiennes.

Des alliances stratégiques renforcées à l'échelle mondiale

L'efficacité de la diplomatie marocaine repose également sur sa capacité à construire des alliances solides dans des forums multilatéraux et bilatéraux. Les relations entre le Maroc et les grandes puissances, telles que les États-Unis, ont été consolidées en 2024, comme en témoigne le soutien américain réaffirmé au plan d'autonomie.

À travers des partenariats économiques et stratégiques avec des pays comme la Chine, le Japon ou encore le Brésil, le Royaume diversifie ses alliances, tout en se positionnant comme un interlocuteur crédible et incontournable.

Un exemple éloquent de cette approche est l'engagement du Maroc dans la lutte contre le terrorisme. La coopération entre les services marocains et des partenaires européens, comme l'Espagne, a permis de démanteler plusieurs réseaux transnationaux.

Ce succès a renforcé la réputation du Maroc comme pilier de stabilité régionale, tout en mettant en lumière l'efficacité de la DGST et de la DGED sous

la direction d'Abdellatif Hammouchi et de Mohamed Yassine Mansouri.

Un soft power qui consolide le rayonnement marocain

Au-delà de la diplomatie traditionnelle, le Maroc a su exploiter son soft power pour renforcer son image à l'international. En 2024, des événements culturels et sportifs d'envergure ont permis de projeter l'image d'un Maroc moderne, dynamique et ouvert sur le monde. La candidature conjointe du Maroc pour l'organisation de la Coupe du Monde de football avec l'Espagne et le Portugal en 2030 illustre cette ambition de s'affirmer comme un carrefour des cultures et des civilisations. La culture, le sport et les initiatives éducatives ont joué un rôle crucial dans la consolidation de l'image d'un Maroc stable et visionnaire. Ces efforts, combinés aux succès économiques, renforcent l'attractivité du Royaume, tant pour les investisseurs que pour les partenaires stratégiques.

Un avenir prometteur sous une vision royale éclairée

En 2024, le Maroc a démontré que sa diplomatie repose sur des fondements solides, alliant pragmatisme, ambition et ouverture. Toutefois, ces succès n'auraient pu être atteints sans une vision royale qui priviliege la stabilité, le dialogue et le développement durable. L'avenir s'annonce tout aussi prometteur, à condition de maintenir cette dynamique et d'intensifier les efforts pour capitaliser sur les acquis. Le Royaume, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a su s'affirmer comme un acteur incontournable à l'échelle régionale et internationale. Plus qu'une année de triomphes, 2024 marque un jalon dans la transformation du Maroc en une puissance proactive, prête à relever les défis du XXIe siècle tout en restant fidèle à ses valeurs et à son histoire.●

* Professeur de sciences économiques, sociales et politiques à l'Université Mohammed V.

Le Maroc et l'IA Spécialisée

Un grand levier pour le progrès

Cette forme d'IA est particulièrement adaptée aux secteurs clés, tels que l'agriculture, la santé, les services financiers et l'éducation.

Zakaria FAHIM *

La réforme du système de retraite se met en place avec deux pôles (public et privé), en préservant les droits acquis et en renforçant la gouvernance. Une nouvelle loi encadre l'exercice du droit de grève pour assurer un équilibre entre ce droit constitutionnel et la liberté du travail, tout en clarifiant les concepts liés et en renforçant les mécanismes de dialogue. Enfin, la législation du travail sera progressivement révisée pour équilibrer productivité et compétitivité des entreprises, lutter contre la précarité de l'emploi, et améliorer la formation profes-



Zakaria FAHIM

sionnelle continue. L'IA spécialisée, également connue sous le nom de « narrow AI » ou « IA faible », est une technologie conçue pour accomplir des tâches spécifiques avec une grande efficacité, contrairement à une intelligence artificielle générale capable de résoudre une variété de problèmes comme un être humain. Cette forme d'IA est particulièrement bien adaptée aux secteurs clés en Afrique, tels que l'agriculture, la santé, les services financiers, et l'éducation, car elle peut résoudre des problèmes concrets et spécialisés auxquels le continent fait face. Dans le cas de l'Afrique, l'IA spécialisée peut être une réponse appropriée et efficace pour les défis de développe-

ment parce qu'elle permet d'apporter des solutions pratiques et rapides dans des domaines où les ressources humaines ou les infrastructures sont limitées. Contrairement à une IA générale qui nécessite une infrastructure technologique avancée, l'IA spécialisée peut être mise en œuvre plus facilement dans des contextes spécifiques où les besoins sont urgents (comme l'agriculture, la santé, etc.). L'IA spécialisée peut être adaptée aux besoins locaux avec des solutions conçues pour des secteurs spécifiques, comme l'optimisation des rendements agricoles ou la télémédecine dans les zones rurales. Dans les domaines ciblés, l'IA spécialisée fournit des résultats immédiats, contribuant ainsi directement à l'amélioration de la productivité et des services.

S'agissant du Maroc, il s'engage activement dans le développement et l'adoption de l'intelligence artificielle spécialisée dans plusieurs secteurs stratégiques. Grâce à ses infrastructures croissantes et à son ambition de devenir un hub technologique en Afrique, le Maroc pourrait utiliser l'IA spécialisée pour relever des défis socio-économiques clés comme le secteur agricole représente environ 15% du PIB marocain et emploie une grande partie de la population rurale. L'IA spécialisée peut optimiser le rendement du secteur grâce à l'agriculture de précision, en utilisant des capteurs et des drones pour surveiller les sols, la météo et la croissance des cultures. Des startups marocaines et des entreprises agricoles utilisent déjà des solutions d'IA pour améliorer la gestion de l'eau et des ressources agricoles. Cela permet de réduire les coûts tout en augmentant la productivité agricole.

Le Maroc cherche à moderniser son système de santé, et l'IA spécialisée joue un rôle clé dans la télémédecine, en particulier pour les zones rurales. Des solutions d'IA permettent d'accélérer les diagnostics médicaux et de proposer des consultations à distance, réduisant ainsi les délais d'attente et améliorant l'accès aux soins. Des



S'adapter au progrès technologique.

plateformes comme Botmd utilisent l'IA pour analyser les symptômes et fournir des recommandations de traitement, tandis que des projets locaux encouragent l'utilisation de l'IA pour le suivi des maladies chroniques et la gestion des hôpitaux. Casablanca est un exemple d'une ville qui peut adopter progressivement des solutions d'IA spécialisée pour devenir une ville intelligente.

L'IA est utilisée pour optimiser la gestion des transports, la consommation d'énergie, et les services publics. Grâce à l'IA, la gestion des feux de circulation et des embouteillages peut être optimisée, et des solutions de transport durable, comme les vélos électriques partagés, peuvent être mieux gérées.. L'IA spécialisée peut aussi révolutionner le secteur de l'éducation au Maroc en offrant des solutions d'apprentissage personnalisé. En analysant les progrès des étudiants, l'IA peut recommander des parcours d'apprentissage adaptés à chaque individu. Des solutions basées sur l'IA sont déjà en place dans certaines universités marocaines pour améliorer l'enseignement à distance et offrir des cours adaptés aux besoins des étudiants en matière de compétences numériques. L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), située à Benguerir, s'est rapidement imposée comme un acteur

clé dans le développement de l'intelligence artificielle (IA) en Afrique. L'UM6P place la recherche et l'innovation au cœur de sa stratégie, en s'appuyant sur son centre d'IA pour résoudre des défis locaux et globaux dans des secteurs variés tels que l'agriculture, l'énergie, et la santé. Le Maroc collabore avec des pays comme la France et la Chine pour intégrer des technologies d'IA dans ses différents secteurs économiques. Ces partenariats permettent de transférer des compétences et d'accélérer l'adoption des technologies de pointe dans les secteurs clés.

Le pays bénéficie également d'incubateurs et de centres technologiques, comme ceux de Casablanca Techopark, pour soutenir les startups travaillant sur des solutions d'IA. Le Maroc est bien positionné pour utiliser l'IA spécialisée comme levier de développement socio-économique dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la santé, la fintech, et la gestion urbaine. Avec des partenariats internationaux et des investissements dans les technologies émergentes, le pays pourrait devenir un modèle pour l'adoption de l'IA en Afrique. ●

* Président
Union des Auto Entrepreneurs

Mars 2024 Poutine encore et toujours !

Au pouvoir depuis 2000, Vladimir Poutine, 71 ans, a été réélu dimanche 14 mars 2024 pour un nouveau mandat de six ans et devrait donc dépasser Joseph Staline en termes de longévité au pouvoir. Peu après l'annonce de ces résultats, Vladimir Poutine, dont le pays est embourbé dans la guerre en Ukraine depuis février 2021, a déclaré à la télévision que sa réélection prouvait "que la Russie a choisi la bonne voie" et allait permettre de "consolider la société russe".

"Nous avons beaucoup de tâches concrètes et importantes à accomplir. Les résultats de l'élection témoignent de la confiance des citoyens du pays et de leur espoir que nous ferons tout ce qui est prévu", a encore déclaré Vladimir Poutine. L'ex-président russe Dmitri Medvedev a salué dimanche "la victoire éclatante" de Vladimir Poutine. Dmitri Medvedev, numéro 2 du conseil de sécurité russe, avait occupé la présidence de 2008 à 2012, avec Vladimir Poutine comme Premier ministre, car ce dernier était touché par la limite des mandats. ●



Vladimir Poutine.

Mars 2024 Sénégal : Deux ex-détenus politiques prennent le pouvoir



Bassirou Diomaye Faye.

Le 24 mars 2024, l'événement politique au Sénégal est la victoire à l'issue du premier tour de la présidentielle de Bassirou Diomaye Faye. Le successeur de Macky Sall, 44 ans, accède au pouvoir dix jours après être sorti de prison avec son ancien mentor Ousmane Sonko, figure emblématique de l'opposition, qu'il nommera Premier ministre. La victoire du candidat des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), M. Diomaye Faye est reconnue dès le lendemain du scrutin par Amadou Ba, candidat du pouvoir. « Je salue le bon déroulement de l'élection présidentielle du 24 mars 2024 et félicite le vainqueur, M. Bassirou Diomaye Faye, que les tendances donnent gagnant. C'est la

victoire de la démocratie sénégalaise », a tweeté de son côté le président sortant Macky Sall. Les manœuvres politiciennes de ce dernier, notamment sa tentative de reporter la date du scrutin en décembre alors qu'il était initialement prévu le 25 février avant qu'il ne soit désavoué par la Cour constitutionnelle, ont largement contribué à la victoire dès le premier tour du chef de file du Pastef. Ce plébiscite est le résultat d'un profond sentiment d'exaspération vis-à-vis de la gouvernance de Macky Sall. En effet, le Sénégal, pays où on ne badine pas avec les traditions démocratiques, vivait depuis quelques années au rythme des tensions politiques qui ont débouché sur de nombreuses poursuites judiciaires et l'emprisonnement de nombre de figures politiques dont le nouveau président et son mentor Ousmane Sonko. Bénéficiant d'une base électorale solide, le Pastef a engrangé les suffrages de nombreux électeurs qui rejettent un changement (de président) dans la continuité de la politique de Macky Sall dont le dauphin a été victime d'un vote-sanction. Sans expérience politique, M. Diomaye Faye n'a jamais exercé de fonction élective. Ce qui pourrait être un handicap pour celui qui a suscité d'immenses attentes dans la population sénégalaise notamment le peuple des défavorisés et les laissés-pour-compte.

Le choix des Sénégalais d'opérer une rupture totale dans la gouvernance politique et publique du pays a été confirmé par la victoire écrasante obtenue par le camp présidentiel lors des législatives anticipées du 17 novembre 2024. Le parti d'Ousmane Sonko, Les Patriotes, emporte 130 sièges sur les 165 qui composent le Parlement. ●

17 octobre 2024 L'artisan du 7-Octobre Yahya Senouar mort en héros

Yahya Senouar voulait mourir en martyr. Vœu exaucé. Une volonté qu'il avait exprimée auparavant lors d'une conférence de presse, diffusée sur les réseaux sociaux après sa mort, en expliquant qu'il est plus noble de "mourir en martyr que d'une maladie comme le covid ou l'AVC". Le chef du Hamas à Gaza, considéré par les sionistes criminels comme le cerveau de l'acte de résistance du 7-Octobre, est mort jeudi 17 octobre 2024 en héros, les armes à la main, en se battant jusqu'au bout. Une fin héroïque que le régime terroriste de Tel Aviv a contribué lui-même sans le vouloir à installer dans le monde entier en diffusant les séquences de ses derniers instants, le montrant habillé en uniforme militaire. Voilà qui infirme de manière sans équivoque la thèse sioniste que les combattants du Hamas se cachaient parmi la population pour justifier les bombardements massifs contre les civils sans défense. Le martyr palestinien n'était pas non plus caché dans un tunnel, il était dans la quartier de Tel Al-Sultan à Rafah avec des compagnons de la résistance. Réalisant qu'elles ont commis une grosse erreur de communication en diffu-



Yahya Senouar est mort en se battant jusqu'au bout...

sant les images héroïques de leur ennemi numéro 1, les forces d'occupation se sont empressées de trouver des artifices de propagande dans une tentative désespérée d'effacer la réputation de héros éternel avec laquelle il a quitté ici-bas. Il insupporte aux terroristes sionistes que l'artisan de l'opération du 7-Octobre passe comme résistant héroïque à la postérité et non comme leur propagande mensongère veut le présenter. C'est ainsi que des

images ont été dévoilées à l'occasion d'une conférence de presse de l'armée israélienne ce 19 octobre. On y voit Yahya Sinouar quelques heures avant le lancement des attaques du mouvement palestinien contre Israël le 7 octobre 2023, accompagné de sa femme et de trois enfants dans ce qui est présenté comme des tunnels de la bande de Gaza. « Vous pouvez voir comment Sinouar et sa famille s'échappent dans un complexe souterrain situé sous sa maison le soir du 6 octobre, quelques heures seulement avant le terrible massacre, a commenté le porte-parole de l'armée sioniste Daniel Hagari. Ils restent seuls pendant des heures. Sinouar et son fils montent et redescendent avec de la nourriture, de l'eau, des oreillers, un écran TV plasma, des matelas et d'autres choses pour un long séjour», ajoute-t-il dans une volonté à peine voilée de le dépeindre en "terroriste". Une légende est née et elle est inspirante pour un peuple qui refuse de mourir malgré l'extrême sauvagerie de ses bourreaux. ●

Mai 2024

Le président Ebrahim Raïssi explode en plein vol

Le dimanche 19 mai 2023, l'Iran est sous le choc. Le pays perd son président, Ebrahim Raïssi, 63 ans, dans un crash aérien mystérieux. Élu à la tête du pays le 18 juin 2021, il décède brutalement dans un accident d'hélicoptère avec plusieurs autres responsables de haut rang dont le ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian. Survenu dans une région montagneuse et brumeuse du nord-ouest du pays, le drame est attribué officiellement aux mauvaises conditions météorologiques, avec de la pluie et un épais brouillard. A la suite de ce crash, le chef d'Etat-major Mohammad Bagheri a ordonné « à un comité de haut rang de lancer une enquête sur la cause» de ce crash qui laisse en effet songeur. Soupçonne-t-il un acte de sabotage ou un tir de missile ennemi? Comment ne pas s'interroger sur cet accident fatal intervenu un peu plus d'un mois après la fameuse attaque aux drones lancée contre Israël par l'Iran en guise de représailles des frappes israéliennes du 1er avril 2024 sur le consulat d'Iran à Damas, qui ont tué deux gradés des gardiens de la révolution ? Faut-il voir dans la mort du président iranien, qui incarne la ligne dure du régime, la main des services secrets israéliens ? Auquel cas M. Raïssi a certainement péché par imprudence en prenant l'hélicoptère par temps Mossad... .

Ebrahim Raïssi était-il une cible? On ne le saura peut-être jamais. Surtout que la thèse de l'accident est privilégiée pour l'instant, et il sera difficile de connaître les véritables causes et circonstances du drame, si les investigations officielles iraniennes s'arrêtent à la thèse de l'accident qui viendrait s'ajouter à la longue liste des crashes aériens non élucidés, sur lesquels plane le spectre de services secrets étrangers, ont été nombreux dans l'histoire (lire encadré).

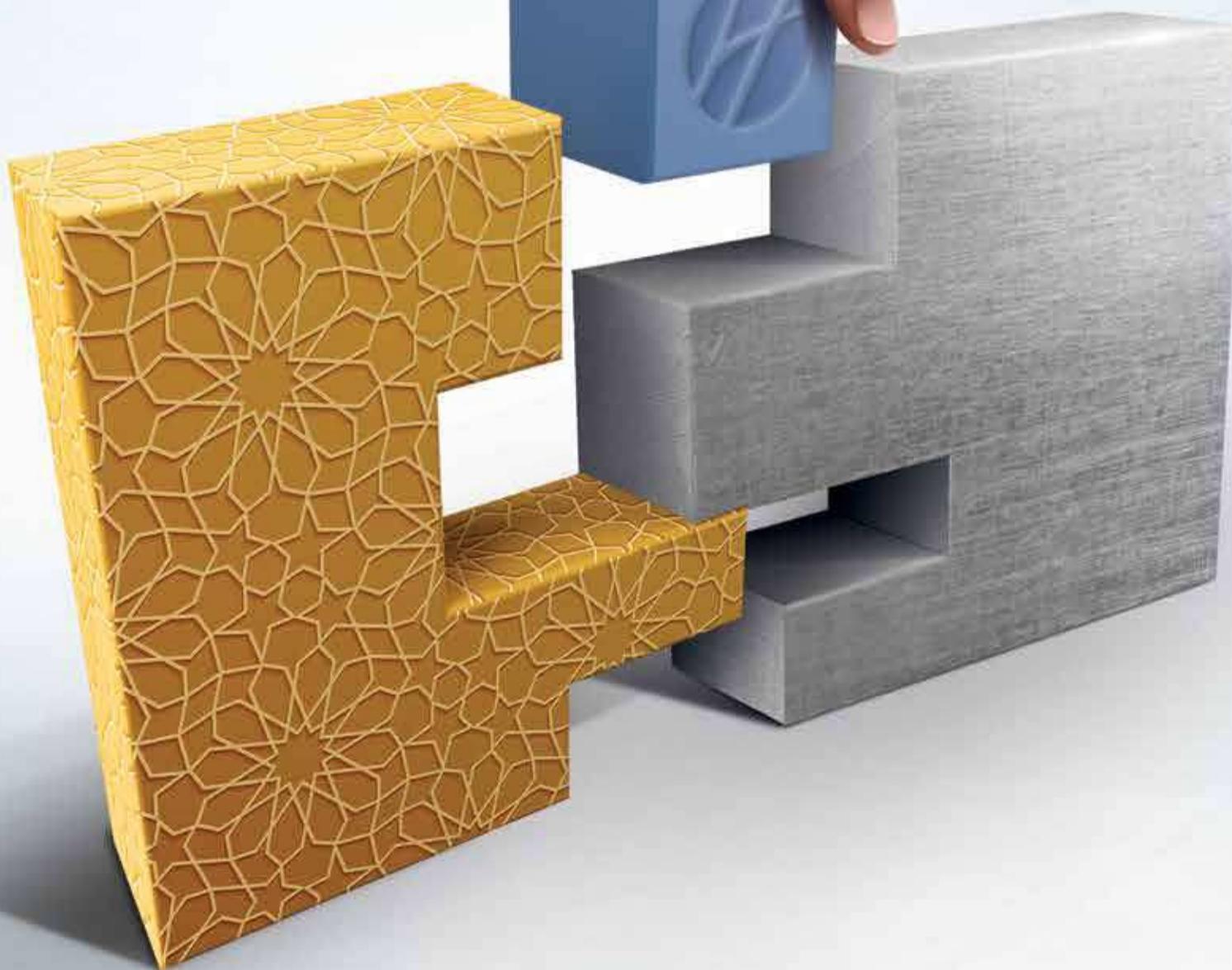


Feu Ebrahim Raïssi.

Jusque-là, les frappes ou les attentats attribués à Israël contre l'Iran ont toujours ciblé des responsables militaires ou scientifiques du régime, notamment ceux engagés dans les opérations à Gaza, en Syrie, ou les experts du programme nucléaire. Ce qui laisse penser que le régime est infiltré au plus haut niveau. Le dernier raid contre le consulat iranien à Damas le 1er avril 2024, qui a coûté la vie à deux généraux, Mohammad Reza Zahedi et Mohammad Hadi Haji Rahimi, est significatif à cet égard.

Ces deux officiers n'ont pu probablement être localisés, et visés par l'aviation israélienne, que grâce à une information obtenue a priori de l'intérieur, puisque les deux responsables ont été touchés juste après la sortie de la salle de réunion du Consul d'Iran. Comment expliquer autrement que par un acte de mouchardise l'assassinat ciblé, le 3 janvier 2020, du Général Qassim Soleimani par un drone de l'armée américaine sur l'aéroport international de Bagdad? En l'espace d'une décennie, entre 2010 et 2020, l'Iran a perdu, selon le même mode opératoire, cinq experts nucléaires dans ce qui ressemble à des assassinats. Parmi les victimes figure, Mohsen Fakhrizadeh, considéré comme le père des activités nucléaires secrètes de l'Iran. Il a été attaqué dans le village d'Absard, situé à l'est de la capitale. D'après le ministère iranien de la Défense, l'homme, âgé alors de 59 ans, fut pris pour cible par un groupe d'assaillants alors qu'il se trouvait à l'intérieur de son véhicule, en compagnie de ses gardes du corps. Quelle coïncidence ! ●

Nous puisions dans
nos racines...



MOSAIK

... pour conquérir l'avenir

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entreprenante, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

Maroc - Sénégal - Bénin - Côte d'Ivoire - Burkina Faso

www.holmarcom.ma



Juin 2024 France : une dissolution et (toujours) pas de solution

Le président français a pris la classe politique de court en annonçant dimanche 9 juin 2024 la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue des élections législatives les 30 juin et 7 juillet 2024, soit à quelques semaines des Jeux Olympiques! Un véritable séisme politique qui accouchera d'une France politiquement ingouvernable avec trois blocs qui n'ont pas obtenu la majorité. Ignorant superbement l'arrivée en tête du Nouveau Front Populaire (NFP) emmené par Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron finit par nommer jeudi 5 septembre 2024, l'ex-commissaire européen de droite à Matignon. Ce choix survient au terme d'une longue valse-hésitation du président français, confronté à une situation inédite provoquée par sa décision ratée de dissoudre l'Assemblée nationale.

Comme il fallait s'y attendre, les différentes composantes du NFP ont immédiatement proclamé leur volonté de censurer le gouvernement. Barnier. Une volonté entérinée par Lucie Castets, la candidate du NFP pour Matignon que M. Macron a éconduit, provoquant la colère du bloc de gauche emmené

par La France Insoumise, qui estime que le président français leur a volé leur victoire électorale. Les députés d'Ensemble pour la République (ex-Renaissance), du Modem et d'Horizons se sont rangés derrière le choix d'Emmanuel Macron. Et ce, bien que l'entourage du chef de l'État considère que Michel Barnier est un « opposant politique au président de la République ».

Dans ce contexte politique incertain, le Rassemblement national (RN) fait figure d'arbitre. Avec un groupe de 126 députés à l'Assemblée – et même 142 avec l'appui des alliés d'Eric Ciotti le dissident de droite – l'extrême droite est bien positionnée pour tenir dans ses mains l'avenir du futur gouvernement Barnier. Trois mois après sa nomination, celui-ci a voté le 4 décembre 2024 pour la motion de censure déposée par la gauche et soutenue par l'extrême-droite. 331 députés ont voté pour la motion de censure, soit la quasi-totalité des élus du Nouveau Front populaire et du Rassemblement national. Avec ce nouveau sursaut



Un coup de poker politique raté.

dans l'inconnu, la France s'enfonce un peu plus dans le chaos politique et institutionnel. Après plusieurs jours de suspense, c'est François Bayrou qui sort vendredi 13 décembre du chapeau d'Emmanuel Macron comme nouveau Premier ministre. Le leader centriste, qui fait partie des principaux soutiens politiques de M. Macron a la lourde tâche de redresser une France à la dérive sur le plan politique, budgétaire et économique. Une véritable gageure. ●

Juillet 2024 Joe Biden se désiste en faveur de Kamala Harris

Affaibli par son état de santé et lâché par des poids lourds du camp démocrate, Joe Biden a décidé d'abandonner la course à l'élection présidentielle. Ses gaffes à répétition et son état de santé inquiétant ont disqualifié sa candidature.

Dans un communiqué publié dimanche 21 juillet soir 2024, le président sortant a déclaré renoncer à sa candidature tout en ap-



Joe Biden / Kamala Harris.

portant son soutien dans la foulée à la vice-présidente Kamala Harris pour tenter de battre Donald Trump en novembre prochain. Ce dernier a immédiatement réagi, taclant Joe Biden, qui selon lui n'était pas "apté à être candidat", ni à être président. Sur CNN, le candidat républicain a déclaré que Kamala Harris serait plus facile à battre que le président américain. Il ne sera pas démenti... ●

Juillet 2024

Ismail Haniyeh assassiné

Alors que Gaza est toujours soumise aux actions génocidaires des sionistes, le Hamas a annoncé la mort de son chef Ismail Haniyeh, 62 ans, tué au petit matin du mercredi 31 juillet à Téhéran dans un raid imputé à Israël.

Le défunt, qui avait perdu il y a quelques mois plusieurs membres de sa famille dans une frappe sioniste à Gaza, s'était rendue dans la capitale iranienne pour assister la veille à la prestation de serment du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian.

Ce crime politique survient dans le contexte de la guerre génocidaire menée depuis le 7 octobre 2023 par les criminels de Tel Aviv contre la population de Gaza. La veille, l'armée terroriste israélienne avait revendiqué l'élimination, dans une frappe menée près de Beyrouth, d'un haut responsable militaire du Hezbollah en représailles au tir d'une roquette ayant fait 12 morts sur le plateau du Golan occupé.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a accusé Israël d'avoir tué le haut responsable palestinien, jurant de lui faire «regretter» son acte. « Nous condamnons l'assas-



Le Hamas décapité.

satin du chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, dans un acte ignoble à Téhéran » écrit pour sa part le ministère turc estimant que « cette attaque a également pour but d'étendre la guerre à Gaza à une dimension régionale. » Vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a condamné un «assassinat politique tout à fait inacceptable». Quant au Qatar qui héberge de-

puis 2012 la direction politique du Hamas, dont faisait partie feu Haniyeh, il a dénoncé dans un communiqué de son ministère des Affaires étrangères un « crime odieux » tout en mettant en garde contre une « escalade dangereuse » dans la région. Du côté des capitales occidentales, les réactions oscillent entre le silence, la langue de bois et l'esquive.●

Juillet-août 2024 JO : Paris sort le grand jeu



L'événement sportif planétaire de l'année 2024 (26 juillet-11 août) c'est sans conteste les Jeux Olympiques de Paris. Truffés de polémiques, ces derniers n'étaient pas un long fleuve tranquille. D'entrée de jeu, la cérémonie d'ouverture a été vivement critiquée pour ses choix artistiques. Dans un communiqué, l'Épiscopat français a déploré des scènes jugées "outrageuses et provocatrices" tout en saluant des moments "de beauté, d'allégresse, riches en émotions et universellement salués". Par voie de communiqué, les évêques de France ont exprimé leur consternation face à des scènes de "dérision et de moquerie du christianisme", notamment une parodie de la Cène avec des drag-queens et une DJ incarnant Jésus-Christ. Cette performance a suscité une vague d'indignation parmi les personnalités politiques de droite et les internautes. Autre controverse non moins musclée, le report de l'épreuve masculine du triathlon en raison de la pollution de la Seine, dégradée par de fortes pluies. Les organisateurs ont souligné que la santé des athlètes était une priorité et ont reprogrammé l'épreuve pour un autre jour, en attendant des analyses de l'eau conformes aux standards sanitaires. Mais les JO de Paris, qui ont nécessité un budget de 8,8 milliards d'euros, auront été un grand moment de performance sportive dans différentes disciplines. Paris 2024 a vu la multiplication des records avec 125 records olympiques battus dans 10 disciplines et 32 records du monde établis dans 8 disciplines, dont le tir à l'arc, l'athlétisme, le pentathlon, l'escalade, la natation, le cyclisme sur piste ou encore l'haltérophilie. Ces Olympiades ont marqué l'histoire des Jeux grâce à leur extraordinaire intensité et l'incroyable niveau des athlètes venus du monde entier. Parmi les nombreux moments forts, certaines performances ont marqué l'histoire de ces Jeux. La cérémonie de clôture, qui s'est déroulée sans incident, a mis en avant les records et surtout quintuple médaillé français Léon Marchand. Le nageur a été au centre de la fête finale, de son arrivée d'emblée au jardin des Tuilleries à son entrée dans le Stade de France avec la vasque olympique devant une foule conquise scandant son nom. En guise de transition de Paris vers Los Angeles, où se tiendront les prochains Jeux olympiques d'été en 2028, ils ont laissé la scène à Tom Cruise, projeté du toit du stade. L'acteur américain vedette a pris le drapeau olympique des mains de la gymnaste vedette Simone Biles et de la mairesse de Los Angeles, Karen Bass, puis a symboliquement quitté la scène en motocyclette pour signaler son départ vers la métropole californienne. Les JO se tiendront pour une troisième fois à Los Angeles, après ceux de 1932 et de 1984. La flamme olympique s'est ensuite éteinte à 17 h 58 (HAE), soufflée par Marchand, Bach et des athlètes représentant les cinq continents. Elle a été rallumée pour le début des Jeux paralympiques, le 28 août. ●

Août 2024 Grande-Bretagne : Émeutes anti-migrants sans précédent

Pendant l'été 2024, plusieurs villes du Royaume-Uni sont le théâtre de violentes émeutes menées par des groupes d'extrême droite qui crient des slogans anti-immigrés et islamophobes et attaquent des mosquées et des hôtels connus pour accueillir des réfugiés. Il s'agit des pires émeutes depuis plus d'une décennie, depuis celles du 6 au 11 août 2011 après que la police a abattu un homme noir dans le nord de Londres. Les émeutes ont commencé après le meurtre, le 29 juillet, de trois jeunes filles dans la ville côtière de Southport et la diffusion de fausses informations attribuant le crime à un demandeur d'asile. Dans les jours qui ont suivi, des groupes de manifestants ont attaqué plusieurs hôtels de villes du nord de l'Angleterre et des centaines de demandeurs d'asile qui y séjournent ont dû être déplacés pour des raisons de sécurité. Des membres de la communauté musulmane ont dû s'enfermer dans la mosquée locale tandis que des agitateurs jetaient des cocktails Molotov et des briques sur le bâtiment. Selon la police locale, 53 policiers ont été blessés lors de ces affrontements. ●



Des émeutiers en colère.

Septembre 2024

Le Hezbollah décapité



Hassan Nasrallah.

L'armée israélienne a annoncé samedi 28 septembre avoir « éliminé » le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dans une frappe la veille qui a visé le siège de l'organisation chiite à Beyrouth. « Hassan Nasrallah est mort », a écrit un porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Nadav Shoshani, sur le réseau social X. Un autre porte-parole de l'armée, le capitaine David Avraham, a confirmé à l'AFP que le chef du Hezbollah avait été « éliminé ». Selon les médias locaux, les services de sécurité israéliens « détiennent les preuves » de l'assassinat de Nasrallah. D'autre part, une source proche du mouvement a affirmé samedi que le « contact est perdu » avec le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, sans pour autant confirmer sa mort annoncée par Israël. « Le contact avec Hassan Nasrallah est perdu depuis vendredi soir », a déclaré cette source sous couvert de l'anonymat.

À la tête du Hezbollah depuis 1992, Hassan Nasrallah, 64 ans, était un homme de religion qui faisait l'objet d'un véritable culte de la personnalité parmi la communauté chiite au Liban. Son prédécesseur, Abbas Moussaoui, avait trouvé la mort en février 1992, avec sa femme et l'un de ses fils, dans un raid israélien sur son convoi dans le sud du Liban. Hashem Safieddine, successeur pressenti de Hassan Nasrallah à la tête du Hezbollah, sera aussi tué lors d'une frappe israélienne à Beyrouth, visant le quartier de Dahiyeh.

Cette campagne de bombardements du Liban a été orchestrée dans la foulée de l'explosion des pagers et des talkies walkies, une opération sophistiquée qui porte la signature du Mossad, de plusieurs centaines de combattants du Hezbollah. Cette action de sabotage inédite a contribué à l'affaiblissement de l'organisation chiite et à son aveuglement. Ces opérations terroristes ont préparé le terrain à une invasion par le colonisateur israélien du sud Liban soumis ainsi que ses habitants à des raids meurtriers qui se sont poursuivis pendant plusieurs semaines. ●

Octobre 2024 Valence dévastée par des inondations meurtrières



Des images d'apocalypse.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre 2024, des pluies exceptionnelles, dépassant les 600 litres/m² en quelques heures, ont affecté de vastes zones de la région de Valence, en Espagne. Provoquant d'importantes inondations, ce phénomène météorologique, bien que relativement fréquent en Méditerranée, a causé des dégâts matériels et humains d'une ampleur exceptionnelle avec plus de 210 morts, l'une des catastrophes les plus meurtrières liées aux inondations en Espagne au XXIe siècle. La gravité des impacts s'explique par la combinaison d'un aléa intense et d'une vulnérabilité élevée. L'aléa s'est manifesté avec une intensité particulièrement forte. Il est tombé autant de pluie en trois heures qu'au cours des 21 mois précédents, dans une région touchée par une longue sécheresse. L'épisode méditerranéen, classique à cette période de l'année, a vu son intensité redoublée par le phénomène de « goutte froide », débouchant sur un orage stationnaire dont la violence est aggravée par le changement climatique et la température encore très élevée de la Méditerranée. Ces très fortes précipitations ont entraîné des inondations torrentielles très rapides. ●

Octobre 2024 Israël envahit le Sud Liban

Le 1er octobre, Israël a annoncé que son armée d'occupation a franchi la frontière avec le Sud-Liban, près d'un an après le début de sa confrontation avec la milice chiite Hezbollah, dans la foulée des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et de l'offensive israélienne qui s'en est suivie à Gaza. Si l'armée israélienne a par la suite déclaré qu'elle menait des raids secrets dans le sud du Liban depuis des mois, l'opération était en fait d'une toute autre ampleur. L'annonce d'Israël est intervenue deux semaines après que l'État hébreu a intensifié de manière spectaculaire ce qui était devenu une guerre d'usure avec le Hezbollah, en déclenchant



Septembre 2024

Présidentielle : une farce très algérienne

L'élection présidentielle anticipée du 7 septembre 2024 a tout de la farce électorale. D'abord le score soviétique, 94,65% des voix, réunis officiellement sur le nom du président sortant, décrédibilise d'office ce simulacre de scrutin qui a mis en compétition, face au candidat élu de l'armée, deux candidats: Abdelaali Hassani, un ingénieur de 57 ans, chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP, principal parti islamiste), et Youcef Aouchiche, 41 ans, ex-journaliste et sénateur, à la tête du Front des forces socialistes (FFS, plus vieux parti d'opposition). La farce se poursuit deux jours après l'annonce des résultats de ce scrutin plié d'avance. L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) devient le bouc émissaire de tous les candidats, y compris du vainqueur annoncé, le président sortant, Abdelmadjid Tebboune ! Un scrutin marqué par une abstention d'une ampleur sans précédent et un cafouillage monumental sur les chiffres de la participation. Selon les chiffres officiels, M. Tebboune a obtenu 94,65 % des suffrages exprimés, contre 3,17 % des voix pour Abdelaali Hassani Cherif,



L'élu de l'armée.

du Mouvement de la société pour la paix (MSP), un parti islamiste. Quant à Youcef Aouchiche, issu du Front des forces socialistes (FFS),

il n'a récolté que 2,16 % des suffrages. Mais contre toute attente, dimanche 8 septembre, avant minuit, les directeurs de campagne des trois candidats ont dénoncé, dans un communiqué commun, « des irrégularités et contradictions dans les résultats annoncés », tout en affichant leur volonté d'"informer l'opinion publique du flou et des contradictions des chiffres de participation". Scandale... Fait marrant à l'image de son auteur, Abdelmadjid Tebboune devient le premier président au monde à contester sa propre victoire. Dans un souci de masquer l'ampleur de la désaffection populaire, Mohamed Charfi, le président de l'ANIE, a visiblement pris quelques libertés avec la transparence en annonçant une « moyenne de taux de participation » de 48,03 %, basée sur les taux de participation dans les wilayas (départements) divisés par leur nombre, 58. Le taux de participation est, en réalité, probablement inférieur à 25 %. La force de frappe régionale, selon l'expression du candidat de l'armée, l'inénarrable Tebboune, n'a de cesse de tourner la farce frappante. ●

Novembre 2024 Wanted Benjamin Netanyahu

Un tournant pour la justice internationale. La Cour pénale internationale (CPI) a émis jeudi 21 novembre 2024 un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu « crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis à Gaza depuis le 7 octobre 2023. L'ex-ministre de la Défense Yoav Gallant est également visé. Malgré les grosses pressions subies par la Cour notamment de la part des Américains, les magistrats ont tenu bon et agi conformément au droit. Les 124 États ayant signé et ratifié le statut de Rome de la CPI sont désormais juridiquement tenus d'arrêter le Premier ministre israélien s'il pénètre sur leur sol. En Europe, tous les membres de l'UE, à l'exception de la Hongrie, sont États parties à la CPI. Si les États-Unis ont récusé la décision de la CPI l'UE a assuré qu'elle devait être appliquée. Mais parmi les États membres, les avis divergent. En France, le malaise des autorités est flagrant à cause du flou entretenu sur la position de Paris si le sanguinaire du Proche-Orient débarquait sur le sol français. Le président français Emmanuel Macron n'a fait aucun commentaire après la décision de la Cour pénale internationale. Bien que Paris affirme respecter le droit international, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué l'immunité des chefs d'État, rendant son arrestation très peu probable. Le boucher du sionisme peut compter généralement sur l'indulgence de ses complices occidentaux connus qui lui ont donné le feu vert pour massacrer la population de Gaza au nom de la « légitime-défense ». A commencer par son plus grand allié, les États-Unis, le président américain Joe Biden ayant jugé le mandat d'arrêt « scandaleux ». ●



Novembre 2024 Le boss c'est SuperTrump



Un come-back prévisible.

Le 5 novembre 2024, le candidat républicain bat sa rivale démocrate Kamala Harris en gagnant le vote populaire et en obtenant 312 Grands électeurs contre 226 pour cette dernière. C'est une présidentielle sans grand suspense côté dépouillement des voix. Contrairement à la précédente, dont les résultats étaient très serrés dans les urnes, le scrutin de 2024 était presque une formalité pour le milliardaire républicain qualifié de « danger pour la démocratie » par ses adversaires politiques. Finalement, le mandat du démocrate Joe Biden (2021-2024) n'aura été qu'une parenthèse dans la très agitée vie politique américaine. Le vaincu, qui n'a jamais reconnu sa défaite, a promis à plusieurs reprises de prendre sa revanche. Et il l'a prise malgré la mobilisation du camp démocrate qui s'est rabattu sur la vice-présidente Kamala Harris après le retrait forcé de Joe Biden, diminué physiquement et mentalement, de la course à la présidentielle. En remportant la bataille dans les fameux swing state (États-pivots) dont la Pennsylvanie, la Caroline du Nord et la Géorgie, Trump a fait pencher

la balance en sa faveur en s'assurant les 270 grands électeurs nécessaires à sa victoire.. A lui la Maison Blanche. Avec les pleins pouvoirs de surcroît après le basculement du sénat dans le camp républicain qui contrôle déjà la Chambre des représentants. Lors de son discours en Floride, Donald Trump dont la victoire annoncée a calmé les ardeurs contestataires a tenu un propos mesuré identique à son discours de victoire de 2016. Nous avons écrit l'Histoire », a-t-il clamé devant ses partisans enthousiastes, promettant d'aider le « pays à guérir », dans un discours relativement décousu, sans véritable fil rouge. « Je veux remercier les millions d'Américains qui travaillent dur aux Etats Unis, vous vous êtes rendus en masse aux urnes pour nous donner cette victoire, vous serez payé en retour pour cet effort et ce travail. » a-t-il assuré. « Le jour de cette élection restera comme celui où le peuple américain a repris la main sur son propre pays» Dans une posture à la solennité inhabituelle, sans attaque directe contre son adversaire, il a joué les rassembleurs pour «ce mandat incroyable qui m'est confié.» «Arrêtons les divisions, j'invite tous les citoyens à se joindre à moi. Allons de l'avant. Il faut faire passer l'Amérique en premier, il faut lui redonner sa grandeur.» Donald Trump est le premier président américain à avoir été condamné au pénal pour avoir fait passer sur ses frais de campagne l'achat du silence d'une star du porno. Il a été également reconnu responsable d'une agression sexuelle au civil et est toujours poursuivi pour son rôle dans l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021 par ses partisans... Plombé par une multitude d'affaires et procès aux lourds chefs d'accusations, Trump arrive quand même à redevenir président. Si ses électeurs et sympathisants sont aux anges, l'Europe, échaudée par son premier mandat, est très inquiète. Une inquiétude que résume le tweet publié mercredi 6 novembre par le socialiste français Raphaël Glucksmann sur son compte X : «C'est un des moments de bascule qui changent le cours de l'histoire. Nous allons désormais nous retrouver seuls en Europe. Seuls face à la guerre. [...] Et cette solitude est inédite depuis 1945.» En fait, Donald Trump ressemble à son époque...Une époque, pleine de dérives, trouble, troublante et troublée. ●

Décembre 2024 La chute du régime syrien

Dans la nuit du 7 au 8 décembre 2024, le régime de Bachar el-Assad a été renversé par une offensive menée par le groupe rebelle islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et son homme fort, Ahmed Al-Charaa, alias Mohamed Al Joulani. Dès qu'ils sont entrés à Damas dimanche, les rebelles syriens ont annoncé avoir pris le contrôle de la prison de Saydnaya et libéré des détenus, certains entassés depuis les années 1980. Les images des atrocités du régime baasiste ont fait le tour du monde. En pleine transition politique, l'avenir de la Syrie se redéfinit, entre l'enthousiasme suscité par la fin du régime de Bachar-el Assad et les innombrables crimes dont il est responsable, et l'incertitude d'un pays marqué par plus de dix ans de guerre civile, entouré de puissances en conflit. Bachar al-Assad a quitté Damas à bord d'un avion avec son transpondeur désactivé, selon deux diplomates régionaux, se dirigeant d'abord vers la base aérienne russe de Hmeimim, à Lat-Taqié, avant de décoller pour Moscou, chez son ami Poutine, où il a obtenu un exil familial. Jusqu'à quand? ●



Bachar Al Assad avec son ami Poutine.

December 2024 Procès des viols de Mazan L'affaire qui a secoué la France et le monde entier

Le procès pour viols qui a pris une dimension planétaire a eu lieu en France. Le drame de Mazan, devenue une icône mondiale, a non seulement secoué l'Hexagone, mais aussi le monde entier. De 2011 à 2020, Dominique Pelicot a drogué sa femme, Gisèle, et a recruté en ligne des dizaines d'hommes pour qu'ils viennent la violer dans son sommeil. Le 2 septembre 2024 s'est ouvert le procès des viols de Mazan : Dominique Pelicot a comparu avec cinquante autres personnes devant la cour criminelle du Vaucluse. Après plusieurs mois de procès devant la Cour criminelle d'Avignon, le verdict est tombé le jeudi 19 décembre 2024. Les peines vont de trois ans de prison, dont deux avec sursis, à la peine maximale de 20 ans de réclusion pour Dominique Pelicot, l'accusé principal et artisan de ce schéma criminel. Des peines de 4 à 20 ans de prison avaient été demandées par l'accusation contre les 51 accusés. Globalement, les peines prononcées sont inférieures aux réquisitions. La grande majorité des hommes incriminés, soit 41 d'entre eux, Monsieur-tout-le-monde qui ne présentent pas le profil de violeurs ou d'obsédés sexuels, sont partis immédiatement en détention. Trois autres (Husamettin Dogan, Abdelali Dallal et Patrick Aron) font l'objet d'un mandat de dépôt différé et seront donc incarcérés un peu plus tard. Hassan Ouamou, 30 ans, est le seul accusé en fuite et sous mandat d'arrêt. « Je pense aux victimes non reconnues, dont les histoires demeurent souvent dans l'ombre. Je veux que vous sachiez que nous partageons le même combat », a déclaré Gisèle Pelicot après le prononcé des jugements, ajoutant n'avoir jamais regretté le déroulement du procès en public. ●

Cyclone Chido 14 décembre dernier Mayotte dévastée



La catastrophe a révélé une île précarisée et une population démunie.

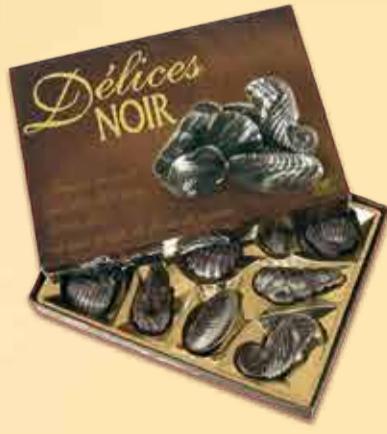
Le 14 décembre dernier, le cyclone Chido a traversé les îles de Madagascar, Mayotte et les Comores, puis a poursuivi sa route vers le nord du Mozambique et le sud du Malawi du 15 au 17 décembre. Avec des vents d'une intensité maximale de 243 km/h et de très fortes pluies, le cyclone a provoqué d'importants dégâts : coupures d'électricité, d'eau, des communications. En seulement quelques heures, il a plongé des centaines de milliers de personnes dans une crise humanitaire majeure à Mayotte et au Mozambique. Plus d'une semaine après, le bilan humain ne cesse de s'alourdir : au moins 120 personnes sont mortes au Mozambique, selon un nouveau point de situation diffusé lundi 23 décembre par l'Institut de gestion des risques et désastres de ce pays d'Afrique australe. À Mayotte, le bilan provisoire est de 35 morts et 2 500 blessés, selon le ministère français des Outre-mer. Dans le département français, les vents violents ont dévasté des milliers d'habitats, notamment de nombreux habitats précaires, surpeuplés, qui n'ont pas pu résister. Cette catastrophe sans précédent a révélé au grand jour une île livrée à une extrême précarité et une population maintenue dans le dénuement et la marginalisation. Département français, Mayotte dévastée mettra longtemps avant de pouvoir se relever.. ●



Depuis
1954



Celebrez Vos Fêtes Et Evénements Avec Macao



Ils nous ont quittés en 2024

Robert Badinter

(30 mars 1928- 9 février 2024)

L'ancien garde des Sceaux de François Mitterrand est décédé vendredi 9 février 2024 à l'âge de 95 ans. Avocat de profession, Robert Badinter a été ministre de la Justice et président du Conseil constitutionnel. Garde des Sceaux il a porté l'abolition de la peine de mort en France. Un hommage national lui a été rendu le 14 février à midi, place Vendôme, le siège du ministère de la Justice qu'il a occupé au début des années 80.

Plusieurs personnalités, notamment de gauche (Olivier Faure, Sébastien Le Foll, Benjamin Lucas), ont demandé sa panthéonisation, estimant que la place de Robert Badinter est aux côtés de Jean Moulin, Simone Veil ou André Malraux.



Alexeï Navalny

(4 juin 1976-16 février 2024)



Vladimir Poutine n'a pas d'opposant politique depuis le décès dans des circonstances mystérieuses de Alexeï Navalny. Ce dernier est mort vendredi 16 février 2024 à l'âge de 47 ans dans une colonie pénitentiaire reculée de l'Arctique, où il purgeait une peine d'emprisonnement de 19 ans «pour extrémisme».

La nouvelle de sa mort a été annoncée par l'administration pénitentiaire russe. «Le prisonnier A. Navalny s'est senti mal après une promenade et a presque immédiatement perdu connaissance», a déclaré, dans un communiqué lachique, le service fédéral de l'exécution des peines (FSIN) du district autonome de Iamalo-Nénetsie, dans le Grand

Nord russe. «Le personnel médical de l'établissement est arrivé immédiatement et une équipe de secours d'urgence a été appelée. Toutes les mesures de réanimation nécessaires ont été prises, sans résultat. Les urgentistes ont constaté le décès du condamné, les causes de la mort sont en train d'être établies», a-t-il ajouté. Cette version des faits n'a convaincu personne ni en Russie ni en Occident où l'on soupçonne un assassinat politique, une pratique dont le régime poutinien est coutumier. D'ailleurs, les proches, qui se sont rendus lundi 19 février à la morgue, étaient toujours privés d'accès au corps du défunt. «La mère d'Alexeï et ses avocats sont arrivés à la morgue tôt ce matin. Ils n'ont pas été autorisés à entrer. L'un des avocats a littéralement été repoussé à l'extérieur», a indiqué sur les réseaux sociaux Kira Larmich, porte-parole de Navalny. «La cause du décès est toujours "indéterminée". Ils mentent, jouent la montre et ne le cachent même pas», a-t-elle encore fustigé. Dans une vidéo, la veuve de l'opposant russe Alexeï Navalny, Ioulia Navalnaïa, a accusé le président russe Vladimir Poutine d'avoir «tué» son mari. «Il y a trois jours, Vladimir Poutine a tué mon mari, Alexeï Navalny. Poutine a tué le père de mes enfants», a-t-elle expliqué dans cette vidéo publiée sur les réseaux sociaux.

Frédéric Mitterrand

(21 août 1947-21 mars 2024)

Frédéric Mitterrand, l'homme aux multiples facettes et à plusieurs vies, a tiré sa révérence le 21 mars 2024, emporté par le cancer. Il était âgé de 76 ans. Tour à tour, cinéaste, producteur de télévision, journaliste, écrivain, ancien ministre de la Culture de Nicolas Sarkozy et membre de l'Académie des beaux-arts, le neveu de l'ex-président François Mitterrand était un électron libre, qui a laissé des traces là où il passe. Il était aussi anticonformiste, inclassable mais classe.



Jean-Claude Gaudin

(8 octobre 1939-20 mai 2024)



Il avait été l'un des plus emblématiques maires de la cité phocéenne pendant un quart de siècle. Toujours prompt avec son accent et sa gouaille à défendre sa ville natale, Jean-Claude Gaudin est décédé lundi 20 mai 2024 d'une crise cardiaque. Retraité de la vie politique depuis 2020, il avait été tour à tour député puis sénateur, ex-ministre de la Ville sous Jacques Chirac, plusieurs fois vice-président du Sénat. Mais il restera d'abord et surtout comme l'incontournable leader de la droite marseillaise. Son parcours politique dense se confond avec l'histoire contemporaine de Marseille.

Françoise Hardy

(17 janvier 1944-11 juin 2024)

Françoise Hardy, figure de la chanson française à l'aura internationale, est décédée à l'âge de 80 ans. Sa mort a été annoncée mardi 11 juin 2024 par son fils Thomas Dutronc sur les réseaux sociaux. La chanteuse, égérie des sixties et icône des Yéyés, était atteinte d'un cancer du système lymphatique depuis 2004, puis d'un cancer du pharynx depuis 2019.



Françoise Hardy, née le 17 janvier 1944 dans le 9e arrondissement de Paris était l'unique représentante de la France dans le classement des 200 meilleurs chanteurs de tous les temps publié en 2023 par le magazine américain Rolling Stone.

Très discrète sur son passé, Françoise Hardy s'était confiée des années plus tard sur son enfance. Née d'un adultère, la chanteuse a toujours vécu avec cette cicatrice.

Roland Dumas

(23 août 1922-3 juillet 2024)



Roland Dumas s'en est allé le mercredi 3 juillet 2024. Il avait 101 ans. Il fut un brillant avocat à la réputation sulfureuse. François Mitterrand, dont il fut le fidèle compagnon politique, trois fois ministre des Affaires étrangères avant de devenir président du Conseil constitutionnel français entre 1995 et 2000. aurait un jour lâché à son propos : « J'ai deux avocats : Badinter pour le droit et Dumas pour le tordu. » Personnage pittoresque, Dumas aura marqué son époque : les prétoires par son verbe et sa verve, les chancelleries par ses talents de négociateur et le tout-Paris par sa culture, son intelligence et son pouvoir séduction. On le disait aussi attiré par l'appât du gain. En 2000, sa carrière fut éclaboussée par le scandale d'Elf. Soupçonné d'avoir favorisé le recrutement d'une de ses innombrables maîtresses, Christine Deviers-Joncour, dans le groupe pétrolier pour des salaires fictifs, il sera condamné. Au bord du suicide, dira-t-il, après avoir vu les frasques de sa vie privée exposées, chaque jour, dans les médias, il démissionnera du conseil constitutionnel. Il sera relaxé trois ans plus tard. En 2007, la justice le condamne de nouveau, à un an d'emprisonnement avec sursis et à 150.000 euros d'amende, cette fois, pour complicité d'abus de confiance dans la succession du sculpteur Giacometti.

Alain Delon

(8 novembre 1935-18 août 2024)



Alain Delon, l'acteur de Plein soleil et du Samouraï, s'est éteint dimanche 18 août 2024 à l'âge de 88 ans. Icône du cinéma mondial, acteur instinctif à la beauté incandescente, mais aussi réactionnaire assumé à l'ego énorme, il a marqué le septième art par son style et sa façon d'être.

Très affaibli depuis un AVC en 2019, l'acteur s'est isolé dans sa propriété de Douchy alors que ses trois enfants, Anthony (59 ans), Anouchka (33 ans) et Alain-Fabien (29 ans), très divisés sur l'état de santé de leur

père et la façon de s'en occuper au mieux s'étriaient dans les médias.

De l'Italie où il a travaillé dans les années 1960 avec des cinéastes comme Visconti, au Japon, où il était une vedette, le départ de l'acteur français au regard magnétique a suscité une grande vague d'émotions en France et ailleurs.

Alain Delon avait été célébré à Cannes en 2019, où il avait reçu une Palme d'honneur pour l'ensemble de sa carrière. "Ce soir c'est un peu un hommage posthume, mais de mon vivant", avait lancé l'acteur, ému. "Je vais partir, mais je ne partirai pas sans vous remercier".

Ils nous ont quittés en 2024

Alberto Fujimori
(28 juillet 1938-11 septembre 2024)

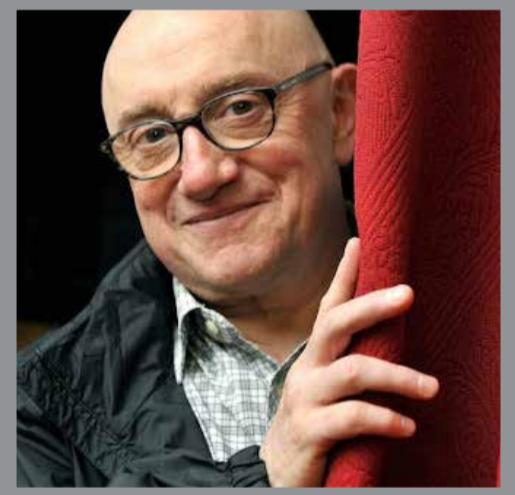
L'ancien président du Pérou, Alberto Fujimori, est mort mercredi 11 septembre 2024, à l'âge de 86 ans, à Lima, au Pérou. Il avait dirigé le pays en chef autocratique pendant dix ans, de 1990 à 2000.

Fujimori a été gracié en décembre 2023 par une décision du Tribunal constitutionnel, alors qu'il purgeait une peine de 25 ans de réclusion pour corruption et sa responsabilité dans l'assassinat de 25 personnes. Sa fille a déclaré en juillet qu'il envisageait de se présenter à la présidence du Pérou pour la quatrième fois en 2026.

L'héritage de l'ancien dirigeant, d'origine japonaise, est resté ancré chez les péruviens, et divise toujours ce peuple de 32 millions d'habitants : il est l'homme qui a redressé l'économie du pays par des politiques ultra-libérales, et battu avec succès la guérilla du Sentier lumineux ; mais aussi celui des scandales de corruption aux méthodes autoritaires qui l'ont conduit jusqu'en prison. Il est devenu le premier ancien président au monde à être jugé et condamné dans son propre pays pour des violations des droits humains.



Michel Blanc
(16 avril 1952- vendredi 4 octobre 2024)



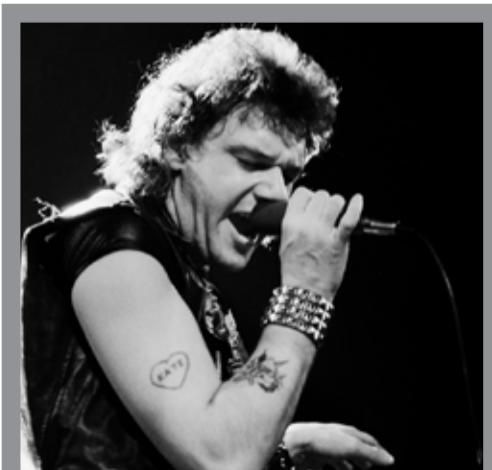
Connu pour son interprétation culte de Jean-Claude Dusse dans « Les Bronzés », le comédien français Michel Blanc est mort dans la nuit de jeudi à vendredi 4 octobre 2024 à l'âge de 72 ans.

Comédien populaire, réalisateur, scénariste, Michel Blanc a joué dans plusieurs comédies. Dans les milieux politiques et artistiques français, on a salué la mémoire d'un artiste exceptionnel. Le président de la République, Emmanuel Macron, lui a rendu hommage en ces termes sur X : « Il nous a fait pleurer de rire et ému aux larmes. Monument du cinéma français, Michel Blanc s'en est allé. »

Paul Di'Anno
(17 mai 1958- 21 octobre 2024)

La nouvelle a secoué le monde du hard-rock et du métal. Paul Di'Anno, l'ancien chanteur d'Iron Maiden, est décédé le 21 octobre 2024, à l'âge de 66 ans. Il a été retrouvé sans vie dans sa maison de Salisbury, au Royaume-Uni.

Pour lever le voile sur les causes de la mort de l'icône du métal, la famille de Paul Di'Anno a publié un communiqué. Ce sont ses sœurs qui ont confirmé la triste nouvelle en expliquant les circonstances exactes de sa mort : « Il avait une déchirure dans le sac entourant le cœur, causant un afflux de sang depuis l'aorte principale, qui a provoqué l'arrêt du cœur. Sa mort a été instantanée et, espérons-le, sans douleur. »

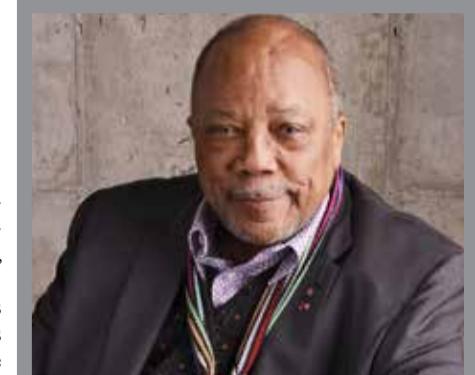


Paul Andrews, de son vrai nom, est principalement connu pour avoir participé aux deux premiers albums studio des Britanniques, deux grands classiques de l'histoire du rock : le disque éponyme et Killers.

Quincy Jones
(14 mars 1933-3 novembre 2024)

Le producteur, compositeur et pilier de la musique Quincy Jones est décédé dans sa résidence de Los Angeles, le 3 novembre 2014, à l'âge 91 ans.

La légende de la pop et du jazz Quincy Jones s'est éteinte le 3 novembre dernier à Los Angeles. La cause de son décès vient d'être révélée. Le producteur de musique est décédé d'un cancer du pancréas, selon son certificat de décès délivré par le département de santé publique de Los Angeles. Trompettiste de formation, le producteur de Michael Jackson, auteur de nombreux tubes et récipiendaire de 28 Grammy Awards a marqué la musique et le grand public comme aucun producteur avant lui.



Isak Andic
(20 octobre 1953-14 décembre 2024)



Isak Andic, le fondateur de Mango, est décédé samedi 14 décembre dans un tragique accident. Si aucun détail sur les circonstances de la mort de l'homme d'affaires de 71 ans n'a été communiqué par le groupe de mode, la presse espagnole évoque une chute lors d'une randonnée.

« C'est avec un profond regret que nous annonçons la mort brutale d'Isak Andic, notre président du conseil d'administration non exécutif et le fondateur de Mango, dans un accident survenu samedi », a déclaré un responsable du groupe.

Ce passionné de montagne était

l'une des plus grandes fortunes d'Espagne et l'homme le plus riche de Catalogne.

Federico Mayor Zaragoza
(26 janvier 1934-19 décembre 2024)

Ancien Directeur général de l'UNESCO et homme politique espagnol Federico Mayor Zaragoza est décédé jeudi 19 décembre 2024, à l'âge de 90 ans.

« La grande famille de l'Unesco pleure ce soir Federico Mayor », a réagi sur X la directrice de l'UNESCO Audrey Azoulay. « Scientifique, diplomate et poète, il s'était donné pour priorité la culture de la paix, orientant l'action de (l')organisation en faveur de l'éducation aux droits de l'homme et de la prévention des conflits », a-t-elle ajouté.

« Un homme engagé pour la dignité humaine dont le travail à la tête de l'Unesco a tracé un chemin de valeurs universelles qui continueront à nous guider après son départ. Aujourd'hui, nous disons au revoir à un homme qui nous a appris à rêver d'un monde meilleur », a salué pour sa part le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, sur X. Né à Barcelone en 1934, Federico Mayor Zaragoza était biochimiste de formation et docteur en pharmacie. Opposant au franquisme et proche d'Adolfo Suárez, qui dirigea le premier gouvernement après la mort de Franco, il a notamment été ministre de l'Education et des Sciences (1981-1982), et « a promu les premiers dépistages néonataux en Espagne, marquant un tournant dans la détection précoce des maladies rares », a souligné la ministre espagnole de la Santé Mónica García, sur X. D'abord Directeur général-adjoint de l'Unesco, Federico Mayor avait pris la tête de l'agence onusienne en 1987 pour deux mandats successifs (1987-1999).



LE MONDE EN DESSINS





تمویلکم
TAMWILCOM

Royaume du Maroc



Ministère de l'Economie et des Finances

Entreprises* détenues
majoritairement ou gérées par
UNE OU PLUSIEURS FEMMES

Crédit conjoint
avec les banques
de 1 à 5 Millions DH

Part "Ilayki Invest"
pouvant atteindre **40%**
à un taux de **2%**



ILAYKI INVEST

Un atout pour le financement de mon business

Plus de détails



Construire l'avenir
www.tamwilcom.ma

*Sous réserve du respect des conditions d'éligibilité